

PRÉSIDENTE

Le Président de la République reçoit le chef du commandement de l'AFRICOM

P. 24

POLITIQUE DE NORMALISATION AVEC L'ENTITÉ SIONISTE

Le Premier ministre palestinien salue la position du Président Tebboune

P. 24

ALGÉRIE-ITALIE

Le Secrétaire d'Etat au MAE italien en visite en Algérie

P. 24

ACCORDS COMMERCIAUX DE L'ALGERIE

Rezig : "une évaluation prenant en compte ses intérêts"

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a indiqué mardi que l'Algérie soumettait l'ensemble de ses accords avec les partenaires étrangers à une évaluation qui prend compte de ses intérêts. S'exprimant lors d'une audience devant la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale (APN), pour la présentation du projet de loi portant ratification de l'accord instituant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), signé en mars 2018 à Kigali (Rwanda), le ministre a précisé que le secteur du commerce a procédé à des opérations d'évaluation commerciale des accords conclus avec l'Union européenne (UE). D'autres secteurs devront également parachever l'opération d'évaluation des accords précités et formuler leurs propositions qui seront soumises au Gouvernement pour examen.

P. 4

APS



ZONES D'OMBRE

"L'Etat déterminé à concrétiser les projets dans les meilleurs délais"

P. 3

MÉDIAS

Le ministère de la communication dépose une plainte contre la chaîne française M6

P. 16

UNIVERSITÉ-ENTREPRISES

"Les startups devraient être la source des solutions intelligentes et innovantes"

P. 4

SANTÉ

MAL AU DOS

Mécanique ou inflammatoire ?

P. 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 - MC ORAN

Belkaroui arrive, Masmoudi prolonge

P. 21



INTERNET - PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE
Facebook prendra des mesures de restriction si l'élection tourne au chaos

P. 17

MDN

LUTTES CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Un terroriste abattu, 4 éléments de soutien et 11 narcotrafiquants arrêtés en une semaine

P. 24

1^{RE} FOIRE NATIONALE DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE Reportée en raison de la situation sanitaire



La 1ère édition de la Foire nationale des produits de l'agriculture et de l'agroalimentaire prévue du 23 au 27 septembre en cours au Palais des expositions (Pins Maritimes) d'Alger, a été reportée "pour des raisons organisationnelles", a annoncé mardi soir la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX). La nouvelle date de la tenue de cet événement "sera communiquée ultérieurement", précise la même source dans un communiqué parvenu à l'APS. La manifestation devait regrouper près de 180 exposants issus de plusieurs wilayas.

SKIKDA Un poisson-lapin pêché sur les côtes



Un bateau de pêche a pêché lundi un poisson-lapin très toxique au large de Skikda, a indiqué mardi, le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques, Hocine Bousbaï.

Ce poisson très toxique pesant deux kilogrammes et mesurant 42 cm de long est pêché pour la première fois à Skikda depuis trois années, a précisé à l'APS le même responsable.

Le propriétaire du bateau a remis sa prise aux services des directions de l'agriculture et de la pêche qui ont procédé à son incinération à l'abattoir communal de Hamadi Krouma, a déclaré M. Bousbaï qui a précisé que "ce poisson pêché seul ne vit pas en groupe préconisant toutefois la vigilance". Le poison du poisson-lapin est concentré dans la peau, les intestins et le foie. Sa consommation provoque un relâchement musculaire, des nausées, une migraine et peut même entraîner la mort.

ALGER 63 personnes arrêtées et une quantité de drogue saisie

Les services de la Sûreté nationale ont arrêté, durant les dernières 48 heures, soixante-trois (63) personnes et saisi une quantité de drogue et de comprimés psychotropes au niveau de plusieurs quartiers de la capitale, a indiqué mardi un communiqué de ce corps constitué.

Intervenant dans plusieurs opérations séparées ayant ciblé des foyers de criminalité dans plusieurs quartiers d'Alger, les éléments de la Police ont réussi à arrêter, 63 personnes et saisi une quantité de drogue et de comprimés psychotropes, a précisé la même source. Après parachèvement des procédures légales, les suspects seront traduits devant les autorités judiciaires compétentes", a conclu le communiqué.

ATHLÉTISME Le 15^e semi-marathon de Béjaïa reporté



La 15^e édition du semi-marathon international de la ville de Béjaïa, initialement prévue le 16 octobre prochain, a été reportée à une date ultérieure en raison de la pandémie de coronavirus, ont annoncé les organisateurs.

"Pour cause de coronavirus qui a impacté tous les secteurs d'activités au niveau mondial, et considérant les mesures préventives mises en place par les pouvoirs publics pour endiguer le risque de sa propagation, nous informons nos fidèles participant(e)s au semi-marathon international de la ville de Béjaïa, que la 15^e édition, prévue initialement le 16 octobre 2020, est reportée à une date ultérieure", ont indiqué les organisateurs sur la page Facebook de l'événement.

"Nous demeurons dans l'espoir de se retrouver à cette date-là pour vivre ensemble, encore une fois, des moments agréables", ont-ils ajouté.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 2 morts et un blessé à Tamanrasset

Deux personnes ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu mardi sur la route de contournement, à l'entrée de la localité de Telentchouikh, au Nord de la ville de Tamanrasset, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile (PC).

L'accident s'est produit suite à une collision entre une motocyclette à bord de laquelle se trouvaient trois personnes et un véhicule tout terrain, entraînant la mort sur le coup de deux personnes qui étaient sur la motocyclette et des blessures à la troisième.

Les corps des victimes ont été déposés à la morgue et le blessé transféré aux urgences de l'hôpital de Tamanrasset, a précisé le directeur de la PC de Tamanrasset, Abdelmalek Benkrima.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de l'accident.

TIZI-OUZOU Récolte de 7 852 quintaux de liège à la mi-septembre

Quelque 7 852 quintaux (Qx) de liège ont été récoltés, au 15 de ce mois de septembre en cours, à travers les différentes forêts domaniales de la wilaya Tizi Ouzou, a-t-on appris mardi du conservateur local des forêts, Youcef Ould Mohand. Cette quantité représente près de 85,55% de la récolte globale prévisionnelle annuelle, estimée cette année à 9 178 Qx, a précisé M. Ould Mohand, qui a souligné que la campagne de récolte menée par quelque 248 ouvriers, touche à sa fin.

Cette production, dont la campagne de récolte à travers 26 cantons forestiers répartis sur 09 forêts domaniales, a été entamée en juin dernier depuis la forêt d'Ath Ghobri, à l'Est de Tizi-Ouzou et place, d'ores et déjà, la wilaya au 3ème rang au niveau national après les wilayas de Jijel et El Taref.

M. Ould Mohand a, en outre, déploré qu'une superficie de 69 hectares prévue pour la récolte cette année ait été détruite par les incendies ayant touché la wilaya durant les trois derniers mois, réduisant, ainsi, les prévisions de récolte. Une contrainte qui a induit un léger recul de la production par rapport à l'année écoulée, 2019, où il a été enregistré 9 482 qx de liège récoltés pour une récolte prévisionnelle de 13 668 Qx, selon un document de la conservation, qui indique, par ailleurs, que la moyenne de la production annuelle de la wilaya, calculée sur 15 ans, est estimée à 6 000 quintaux.

ADRAR - INTEMPÉRIES Départ d'une caravane de solidarité vers Timimoun



Une caravane d'aides de solidarité s'est ébranlée mardi d'Adrar vers la wilaya déléguée de Timimoun, sur une initiative du mouvement associatif local en faveur des populations affectées par les dernières intempéries.

La caravane achemine plus de 170 colis alimentaires comprenant chacun 17 produits, ainsi que 200 articles de literie, a indiqué le représentant du bureau local de l'association nationale "El-Baraka" d'œuvres caritatives (initiatrice de l'opération), Mebarek Adnane.

Donnant le départ de la caravane du siège de la wilaya, le wali d'Adrar, Larbi Bahloul, a valorisé ce type d'actions de solidarité qui "consacre l'action participative des associations".

Aussi, une opération a été enclenchée, en coordination avec les services de l'Action sociale et les associations locales, pour établir un recensement global des nécessiteux afin d'initier des actions de solidarité en leur direction, d'une manière qui préserve leur dignité, et ne plus se contenter des initiatives de solidarité occasionnelles, a souligné le chef de l'exécutif de la wilaya.

MER - DISPARITION Tizi-Ouzou : le corps sans vie du pêcheur disparu en mer, repêché



Le corps sans vie du pêcheur porté disparu en mer au large de Mizrana (daïra de Tizirt) au nord de Tizi-Ouzou, depuis dimanche dernier, a été repêché mercredi vers midi par les plongeurs de la protection civile, a-t-on appris du chargé de communication de ce corps constitué, le capitaine Kamel Bouchakour.

Le corps de la victime décédée, un pêcheur, a été retrouvé à Mazer, à une centaine de kilomètre du lieu de sa disparition, a précisé le capitaine Bouchakour.

Son corps a été repêché par les plongeurs de l'unité marine de Tizirt, de la protection civile, a-t-on indiqué.

L'opération de recherche lancée par la protection civile a mobilisé les plongeurs de l'unité marine de Tizirt et des plongeurs volontaires ainsi que de nombreux citoyens qui se sont joints aux recherches le long du rivage menées par ce même corps constitué, rappelle-t-on.

ZONES D'OMBRE

"L'Etat déterminé à concrétiser les projets dans les meilleurs délais"

Le chargé de mission à la Présidence de la République pour le suivi des zones d'ombre, Brahim Merrad a affirmé mardi à Saïda que "l'Etat est déterminé à concrétiser tous les projets initiés dans les régions reculées partout dans le pays et dans les plus brefs délais".

En marge de sa deuxième journée de visite d'inspection effectuée au niveau des zones d'ombre à Saïda, M. Merrad a indiqué que l'Etat était soucieux de mener à bien ces projets "dans les plus brefs délais" afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens résidants dans ces régions, assurant que l'Etat "s'emploie à aplanir les difficultés et obstacles pouvant freiner les efforts de développements dans ces zones".

Le même responsable a fait part d'enveloppes financières importantes consacrées par l'Etat pour réaliser ces projets, dans plusieurs aspects de développement, citant, entre autres, le raccordement au réseau d'eau potable et d'assainissement, l'ouverture de pistes rurales, la réalisation de salles de soins et d'écoles primaires, ou en-

core le soutien destiné à la construction rurale. Après avoir pris note des préoccupations des citoyens à Ouled En Nadhri, Ouled Ali et El Houadir dans la Daïra d'Ouled Brahim, le chargé de mission a précisé que "le Président Tebboune accorde un intérêt particulier à la redynamisation du développement dans les zones d'ombre, d'ailleurs il a constitué une commission à son niveau chargée de veiller et de suivre la cadence et l'état d'avancement des projets de développement, aussi bien les projets réalisés ou ceux en cours de réalisation".

Par ailleurs, M. Merrad s'est félicité des efforts déployés par les autorités locales pour la réalisation de bon nombre de projets, à l'instar du château d'eau de 200 mètres cube à Ouled Ali, censé raccorder en eau potable les populations des

douars de "Gtouta", "Bsabis", "Ouled Ben Friha", "Ouled El Hadj" et "Ouled Lagoug".

En fin de visite, M. Merad s'est enquis des travaux d'aménagement et de raccordement au réseau d'eau potable et d'assainissement au niveau de l'ancienne agglomération de Tagdourt (commune d'Aïn Soltane), avant de se rendre à la commune de Maamora où il a inspecté les travaux de réaménagement de la rocade liant la RN4 et Douar El Houadir en passant par Douar Guenadza sur une distance de 7 km. A noter que la wilaya de Saïda compte 308 zones d'ombre ayant bénéficié de 423 projets de développement dans les ressources en eau, les travaux publics, l'Education et l'Energie, et pour lesquels une enveloppe financière de plus de 4 milliards Da a été débloquée.



UNIVERSITÉS

Signature de deux conventions de partenariat entre le GACU et les universités de Constantine 1 et de Jijel

Deux conventions de partenariat portant sur le développement de la recherche scientifique dans le domaine des métiers de l'industrie ont été signées mardi entre le Groupement Algérie Corporate Universities (GACU) et les universités de Jijel et des frères Mentouri-Constantine 1 (UFMC).

S'exprimant à l'issue de la cérémonie de signature de ces deux partenariats tenue, à la salle de conférence du campus Tidjani Hadam, de l'université Constantine 1, le recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Mohamed-El Hadi Latreche, a indiqué que "ces conventions mettront en relation durable le GACU et les deux universités partenaires et permettront d'optimiser les compétences de la recherche scientifique et des métiers de l'industrie en Algérie".

"Au titre de la première convention, une plateforme numérique commune sera créée en vue de faciliter l'échange des données technologiques entre chercheurs scientifiques et professionnels de l'industrie", a expliqué le même responsable.

La deuxième convention stipule "l'élaboration d'un référentiel global des métiers de l'industrie, entre autres la mécanique, l'industrie chimique et pharmaceutique, la construction, les textiles, l'agroalimentaire et l'industrie des mines, et ce pour définir les besoins de ces secteurs qui constitueront des objets de recherches pour les universitaires en vue d'aboutir à la fabrication de produits industriels locaux", a-t-il précisé.

De son côté, le président directeur général (PDG) du GACU, Sifi Ghrieb, a estimé que ce partenariat contribuera à "la concrétisation des projets communs dans les domaines de la formation dans les métiers de l'industrie, la recherche et le développement industriels, l'expertise et l'accompagnement". Le référentiel des métiers de l'industrie servira d'annuaire, non seulement pour donner lieu à de nouveaux projets de recherches à travers l'étude des inputs (matière première) et des outputs (produit réalisé), mais aussi à les concrétiser en créant des micro-entreprises qui répondront aux besoins réels dans le domaine industriel en Algérie, a fait savoir le PDG du GACU.

APS

TOURISME

Vers la mise en place d'une stratégie pour donner un nouveau souffle au tourisme saharien

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a annoncé mardi à Oran que son département prépare activement une stratégie qui donnera "un nouveau souffle" au tourisme saharien.

Le ministre a déclaré, à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya d'Oran, que la léthargie que vit le secteur actuellement en raison de la pandémie du coronavirus n'empêche pas de préparer la saison prochaine, soulignant que son département œuvre à l'élaboration d'une stratégie grâce à laquelle le tourisme saharien connaîtra un essor et un nouveau souffle. Souhaitant voir la situation sanitaire se stabiliser dans les prochaines semaines, M. Hamidou a rappelé que la saison touristique saharienne approche (entre octobre et mars). "Je souhaite que l'amélioration de la situation dans les prochaines semaines donnera un nouveau souffle au tourisme saharien", a-t-il déclaré.

Sur un autre registre, le mi-

nistre a mis l'accent sur la nécessité d'encourager le tourisme intérieur et balnéaire local, qui jouent un rôle important dans le développement durable, soutenant que "l'activité touristique intérieure constitue un des axes fondamentaux du plan d'action du Gouvernement".

Il a insisté à ce propos sur la nécessité d'éradiquer les contraintes et de trouver des solutions adaptées pour assurer la relance du secteur du tourisme. Aussi, le premier responsable du secteur a insisté sur la nécessité d'en finir avec les problèmes de gestion et de bureaucratie pour apporter une nouvelle dynamique au secteur, indiquant que les autorités parient sur le rajeunissement des cadres pour assurer un bon pilotage du secteur.

Il a fait savoir que le ministre du Tourisme a signé cinq (5) conventions avec d'autres ministères, à savoir le ministère de la Poste et des Télécommunications, pour généraliser le paiement électro-

nique à travers les établissements hôteliers, le ministère de la Solidarité pour accompagner les porteurs de projets à travers le dispositif de soutien des petites et moyennes entreprises (PME), le ministère des Startups pour soutenir les projets naissants, et le ministère des Transports pour faciliter l'utilisation du transport aérien (cargo) et le transport ferroviaire.

Le ministre a mis en avant les efforts déployés par le secteur durant la pandémie du coronavirus, notamment la prise en charge des citoyens bloqués à l'étranger qui ont été rapatriés, de même que la participation des artisans dans la confection des masques et blouses de protection.

Il a salué les artisans algériens, qui ont contribué à renforcer le stock stratégique national en moyens de protection, à l'instar des masques, soulignant qu'ils ont mis quelque 1 million de masques à la disposition des candidats aux examens du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Bac-

calauréat. Le ministre a inspecté durant sa visite la Maison de l'artisanat à haï "Es-sabah", où il s'est entretenu avec les artisans et écouté leurs préoccupations. Il s'est également rendu dans un atelier de confection de masques et blouses de protection, qui a confectionné plus d'un million de masques et 10.000 gants depuis le début de la pandémie.

M. Hamidou s'est rendu dans un établissement hôtelier pilote en matière d'application et de respect du protocole sanitaire instauré à titre préventif contre le coronavirus et a visité un centre de thalassothérapie au niveau du complexe "Les Andalouses".

Le ministre a aussi présidé une cérémonie de signature de conventions entre la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), représentée par la direction de la santé et de l'action sociale et activités sportives et le complexe "Les Andalouses" pour faire bénéficier ses fonctionnaires des services du centre de thalassothérapie.

CONSTANTINE

Hommage poignant à l'historien et sociologue Abdelmajid Merdaci

Un hommage poignant a été rendu mardi à Constantine à l'historien et sociologue, le défunt Abdelmajid Merdaci, lors d'une cérémonie, qui a fait déferler des vagues de souvenirs et d'éloges à l'égard d'une vie peu commune d'un grand homme de la culture.

À l'initiative de la direction locale de la culture, la cérémonie, tenue à la maison de la culture "Malek Haddad", a permis à des amis et des proches du défunt de "raconter Merdaci", et son regard "singulier" sur le passé, le présent et l'avenir. Le Pr Abdellah Boukhelkhal, ancien recteur de l'université des sciences islamiques "Emir Abdelkader" a loué les qualités de l'historien et sociologue, assurant que "Abdelmajid Merdaci était l'auteur d'ouvrages d'histoire d'une qualité rare, celle de son regard qui a toujours préféré poser sur les événements restés à l'ombre des projecteurs".

Et d'ajouter : "Madjid, était un homme de culture d'une rare intelligence mais il était surtout une personne vraie et entière, un homme passionné par les autres". Le réalisateur Ali Aïssouai a salué "le franc-parler de Madjid".

"Je connais M adjid depuis près de 45 ans. On était sur un projet de scénario. Il s'exprimait, pensait et écrivait sans contrainte. Il était avant-gardiste dans ses idées et ses écrits", relate-t-il affecté. Et de relever : "Il avait cette passion de partager et transmettre le savoir". Mohamed Aggabou, un des doyens des journalistes à Constantine et ami du défunt Merdaci a souligné "l'intellectuel avéré que fut Madjid".

"J'ai connu Madjid en 1965 en tant que journaliste. Il se passionnait pour ce métier et savait transmettre sa joie de vivre et sa vitalité à son entourage".

Le wali de Constantine, Ahmed Abdelhafid Saci a salué "celui qui a enrichi à travers ses nombreux ouvrages sur l'histoire, l'art et le sport, la bibliothèque nationale, affirmant que Abdelmajid Merdaci "qui aimait sa ville et son pays par-dessus tout restera à jamais comme le premier intellectuel à avoir soumis le riche patrimoine musical algérien aux investigations de l'histoire".

Et de souligner : "Cet hommage à Merdaci vient nous rappeler de l'importance d'œuvrer

à faire connaître les œuvres du défunt dans le milieu universitaire en reconnaissance à tout ce qu'il a apporté à la pensée et à l'histoire". La fille du défunt, Meriem Merdaci, éditrice et ancienne ministre de la Culture, a évoqué "le désir absolu de vie, de connaissances et de partage qui avait animé Abdelmajid Merdaci jusqu'aux ultimes moments de sa vie". "Sa passion pour la culture était intacte jusqu'au dernier souffle. Il parlait de ses trois nouveaux livres, qu'il a écrit durant la période de confinement sanitaire et avait des idées plein la tête", confie émue l'éditrice. Ecrivain, sociologue et historien, le défunt professeur Abdelmajid Merdaci est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la ville de Constantine et la guerre de libération nationale, notamment "Le dictionnaire des musiques et les musiciens de Constantine", "La fonction présidentielle en Algérie", "GPRA, un mandat historique (9 septembre 1958-3 août 1962)", "Novembre 1954, de l'insurrection à la guerre d'indépendance" et "Constantine, citadelle des vertiges".

APS

PARTENARIAT

L'Algérie soumet ses accords économiques avec les partenaires étrangers à une évaluation prenant en compte ses intérêts (Rezig)

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a indiqué mardi que l'Algérie soumettait l'ensemble de ses accords avec les partenaires étrangers à une évaluation qui prend compte de ses intérêts. S'exprimant lors d'une audience devant la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale (APN), pour la présentation du projet de loi portant ratification de l'accord instituant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), signé en mars 2018 à Kigali (Rwanda), le ministre a précisé que le secteur du commerce a procédé à des opérations d'évaluation commerciale des accords conclus avec l'Union européenne (UE). D'autres secteurs devront également parachever l'opération d'évaluation des accords précités et formuler leurs propositions qui seront soumises au Gouvernement pour examen. Le ministre a fait état, dans ce cadre, de l'élaboration de deux évaluations, la première portant sur l'échange de produits hors hydrocarbures, et la deuxième sur les produits comportant les hydrocarbures qui aideront à faire pencher la balance commerciale au profit de l'Algérie. Pour M. Rezig, le dysfonctionnement en terme des accords de partenaires au détriment de l'Algérie, après l'entrée en vigueur de ces accords depuis de longues années, s'explique par "la non-exploitation de ces accords comme il se doit pour l'intérêt du pays". Il a fait savoir, à cet égard, que l'Algérie n'a aucun problème à renforcer ses relations économiques avec l'UE, mais refuse que l'Europe lui impose un quelconque partenaire. S'agissant des accords avec la zone arabe et la Tunisie, le ministre a rappelé la mise en place de deux groupes de travail qui se chargent actuellement de l'examen et de l'évaluation de ces accords. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait affirmé, dimanche passé, lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, que l'Algérie ne renoncera pas à l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), mais procédera à une révision du calendrier relatif au démantèlement tarifaire en fonction de ses intérêts économiques.

LOGEMENT

Ministre de l'Habitat : distribution de dizaines de milliers de logements à l'occasion du 1^{er} Novembre

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a annoncé, mardi à partir de Tipasa, des préparatifs en cours en vue de la distribution de dizaines de milliers de logements (de différentes formules), le 1^{er} novembre prochain, à l'occasion de 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale.

"A l'occasion du 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, nous préparons une opération pour la distribution de dizaines de milliers de logements, ceci d'autant plus que les festivités de cette année coïncident avec une conjoncture spéciale, marquée par l'édification des fondements de la nouvelle Algérie, à travers le référendum sur la Constitution", a déclaré le ministre, en marge d'une cérémonie de remise des clés de 1600 logements AADL.

Prévoyant, en outre, que ces festivités vont constituer "une grande fête dont l'histoire se souviendra, et à travers laquelle l'Algérie va renouveler son serment aux chouhadas, et pour une République sociale par excellence, qui sauvegardera la dignité du citoyen algérien, en lui assurant une vie digne", a soutenu M. Nasri.

"Les programmes de logements sociaux réalisés en Algérie sont rarissimes à travers le monde", a-t-il, encore, souligné, assurant l'existence de pays développés qui "n'atteignent pas un taux de 20% des réalisations de l'Algérie dans le secteur du logement". Sur un autre plan, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a fait part de la réalisation, en cours, de 950.000 logements, durant cette l'année, à travers le pays, dont 650.000 unités AADL. "Une enveloppe a été dérogée pour la réalisation de 90.000 unités AADL, durant cette année", a-t-il, également, fait savoir.

Interrogé sur le programme "AADL 3", le ministre a assuré qu'il "n'est pas à l'ordre du jour actuellement". "Le sujet ne sera examiné, qu'une fois que tous les souscripteurs, qui auront versé la première tranche de leurs dus, auront réceptionné leurs logements", a-t-il indiqué, à ce propos. Il a, en outre, fait part de l'enregistrement, "d'un taux minime de réserves" par les commissions techniques créées, depuis près de deux ans, pour le contrôle de la



qualité des logements. En langage chiffré, M. Nasri a fait cas d'un taux de "5% de réserves, sur un total de quatre millions d'unités de logements". Ces réserves, a-t-il dit, ne "constituent aucun risque pour la sécurité, ni la solidité des logements en question. Elles ne sont pas liées au respect des normes techniques de réalisation des logements. Il s'agit juste de petites réserves concernant des travaux secondaires, dont les défauts n'apparaissent qu'après réalisation, ou mise en exploitation", a-t-il souligné, assurant qu'elles (réserves) sont "faciles à aplanir". Parallèlement à ces préparatifs pour la distribution de logements, le ministère de l'Habitat s'attèle à mettre au point les dernières retouches en vue de l'inauguration de la Grande mosquée d'Alger, le 1^{er} novembre prochain. La mosquée, sise dans la commune de Mohammadia d'Alger, est la plus grande d'Afrique et la troisième plus grande au monde après Masjid Al-Haram de la Mecque et Masjid Al-Nabawi de Médine

(Arabie Saoudite). Constituant un véritable pôle attractif à caractère religieux, culturel et scientifique, "Djamaa El Djazaïr" se distingue à l'échelle internationale par son minaret de 267 mètres de long, soit le plus haut au monde. Déployée sur une superficie totale de plus de 27 hectares, elle compte, également, une salle de prière de 20.000 m² pouvant accueillir jusqu'à 120.000 fidèles.

La Grande mosquée d'Alger dispose d'une maison du Coran "Dar El Quran", d'une capacité de 300 places, dédiée aux étudiants en post-graduation en sciences islamiques et sciences humaines, outre une grande bibliothèque riche d'un fonds bibliothécaire d'un million de livres et pouvant recevoir 2000 personnes. A cela s'ajoute un centre culturel de 8.000 m² de superficie, pouvant accueillir 3.000 personnes, une salle de conférences, un musée de l'art et de l'histoire islamique et un centre de recherches dans l'histoire de l'Algérie.

UNIVERSITÉ-ENTREPRISES

Les startups devraient être la source des solutions intelligentes et innovantes

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid a souligné, mardi à Mascara, que les startups en Algérie devraient être la source des solutions intelligentes et innovantes au profit du développement national.

Le ministre a affirmé, lors d'une rencontre scientifique au niveau de la Bibliothèque centrale de l'Université "Mustapha Stambouli" avec des jeunes porteurs d'idées sur la création de startups dans la wilaya de Mascara, que la contribution attendue des startups algériennes aura un impact positif dans la réduction et la rationalisation des dépenses publiques", indiquant que le Gouvernement s'est basé sur plusieurs procédures fiscales, juridiques et techniques pour faciliter la création et le travail des startups, dont la création d'une plateforme numérique qui suscite un engouement de la part des jeunes, notamment les universitaires.

D'autre part, il a fait part de la signature d'un accord entre son département ministériel et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant l'organisation d'une exposition consacrée aux initiatives et projets d'étudiants qui bénéficieront de soutien sur le plan moral mais aussi matériel pour

concrétiser ces initiatives et projets sur le terrain, au service de l'économie nationale.

"Nous œuvrons à ce que ces projets s'articulent sur une économie de connaissance et des solutions innovantes dans tous les domaines et en premier lieu le domaine technologique et celui des services", a-t-il déclaré.

Yacine El-Mahdi a, en outre, fait savoir que son département ministériel est en contact avec 26 clubs scientifiques universitaires et plusieurs pépinières activant au niveau des universités algériennes pour étudier la manière de promouvoir les startups en Algérie, soutenant que "l'université représente le premier maillon du contact avec les jeunes porteurs d'idées et d'innovations pour la création de startups dans les différents domaines".

Dans ce cadre, le ministre a indiqué que, depuis sa nomination à la tête du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, il est entré en contact avec les clubs scientifiques universitaires et les pépinières pour écouter leurs avis et leurs propositions.

De son côté, le wali de Mascara, Abdelkhalak Sayouda a fait part de la volonté de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara de créer une pépinière de startups



dans les prochains jours, avec la participation des laboratoires universitaires dont elle dispose, pour participer à l'instauration d'une dynamique de communication et de développement des startups localement, soulignant que la wilaya de Mascara, qui compte actuellement neuf (9) startups activant dans différents secteurs de services et de production, soutient depuis 2017 ce type d'entreprises à travers un accord conclu entre l'université et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) qui a permis la création de nombreuses entreprises de jeunes spécialisées dans les ser-

vices dans différents domaines.

Pour sa part, le directeur du Laboratoire de recherche sur les petites et moyennes entreprises à l'Université de Mascara, Mohammedi Kerbouche a présenté un exposé sur l'expérience du Laboratoire, dont le travail a débuté en 2008 et qui a réussi, selon lui, à déterminer les problèmes empêchant les diplômés des universités de créer des startups et des entreprises et à apporter des solutions pratiques permettant à plusieurs diplômés de créer leurs propres entreprises.

Les initiateurs de deux startups dans la wilaya de Mascara activant

dans le domaine du transport des étudiantes à travers une application informatique et la production d'engrais naturel, ont présenté leurs expériences respectives sur le terrain.

Le ministre accompagnera, cet après-midi, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Bouziane et du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, pour une visite de travail dans la wilaya de Mascara.

TIPASA

«Livraison de 1.600 logements AADL réalisés dans des délais "records" » (ministre)

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a présidé, mardi à Tipasa, une cérémonie de remise de décisions d'affectation de 1600 logements AADL réalisés dans des délais "records".

Le ministre a exprimé, à l'occasion, sa "satisfaction" suite à la concrétisation de ce programme de logements location-vente, réalisé par l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du Logement (AADL), au niveau de deux sites du centre-ville de Tipasa, dans un "délai record qui n'a pas dépassé les 24 mois", s'est-il félicité.

"Nous partageons la joie des familles bénéficiaires, d'autant plus qu'elle coïncide avec la rentrée sociale", a-t-il ajouté, insistant sur le délai "record" de réalisation de ces logements, "en dépit des contraintes ayant entravé ce programme dans une wilaya comme, à l'instar de la rareté du foncier constructible, vu que la wilaya a une double vocation, agricole et archéologique". "Mais le défi a été relevé avec succès", a observé M. Nasri.

S'adressant aux familles bénéficiaires et à tous les souscripteurs aux projets AADL, en attente de leur logement, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville leur a recommandé d'être "confiants" dans ces programmes de logements, rassurant que "chaque souscripteur ayant versé la première tranche du programme aura droit à un appartement qui lui assurera une vie digne", a-t-il dit.

Il a, également, affirmé l'"engagement de l'Etat à maintenir cette cadence des travaux, en vue de concrétiser tous les programmes AADL, actuellement en chantier dans la wilaya de Tipasa, où les souscripteurs à cette formule de logement dépassent les 12.000", a-t-il indiqué.

"Les décisions d'affectation seront progressivement remises aux souscripteurs, durant l'année en cours, notamment concernant les projets en réalisation au chef-lieu de wilaya, Bou Ismail et Fouka", a-t-il fait savoir.

Dans le même sillage, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a instruit les responsables en charge du suivi de la réalisation de ces projets, de l'"impératif de trouver des solutions adéquates au problème d'alimentation en gaz naturel, tout en œuvrant à la réduction des délais de raccordement des cités AADL à cette énergie vitale". "Certains projets de logements AADL sont parachevés, mais leur non-raccordement au réseau de gaz naturel constitue une entrave à leur livraison, car il n'est pas possible de livrer des logements non raccordés à l'ensemble des réseaux", a souligné le ministre. Il a, à ce titre, loué les efforts consentis par la société de distribution de gaz et d'électricité pour l'accompagnement des projets AADL, estimant que c'est "grâce aux solutions d'urgence mises en place par les responsables de la Sonelgaz, que ces 1600 logements AADL ont pu être livrés aujourd'hui". A son tour, le wali de Tipasa, Labiba Ouinaz, qui accompagnait le ministre durant cette visite, a exprimé l'engagement de l'exécutif de wilaya, à "accompagner la concrétisation de tous les projets centraux, en assurant la coordination entre tous les intervenants et par l'aplanissement des contraintes les entravant", a-t-elle indiqué. Elle a également affirmé qu'elle veillera "personnellement au relèvement du rythme de réalisation des projets, et à la relance des projets à l'arrêt, vue l'importance capitale du secteur du logement dans la stratégie du Gouvernement visant à garantir des conditions d'une vie digne aux citoyens, en vue de consacrer les fondements de l'Algérie nouvelle", a-t-elle souligné.

ANP - ECOLE DES CADETS D'ORAN 241 candidates au concours d'admission

Pas moins de 241 candidates ont passé le concours d'admission à l'Ecole des Cadets de la Nation du cycle secondaire d'Oran "Chahid Hamdani Adda", dit Si Othmane, relevant de la 2e Région militaire, en prévision de la rentrée scolaire 2020-2021. "Le concours, qui a débuté dimanche et pris fin mardi, a vu la participation de 241 candidates issues de différentes régions du pays", a indiqué à l'APS le chef de bureau communication, information et orientation de l'école, le capitaine Lakehal Ahmed. "Les candidates ont obtenu des moyennes de 17,6 sur 20 au cycle d'en-

GHARDAIA

Réception de 2.000 places pédagogiques et d'une résidence universitaire pour la nouvelle rentrée

Un nouvel apport infrastructurel de 2000 places pédagogiques, d'une résidence universitaire de 1000 lits et d'un restaurant central de 800 couverts sera réceptionné avant la prochaine rentrée universitaire 2020/2021 à Ghardaia, a assuré mercredi le directeur des équipements publics (DEP) de la wilaya.

Ce nouvel apport infrastructurel permettra, tout en renforçant les structures du secteur de l'enseignement supérieur à Ghardaia, d'améliorer sensiblement les conditions pédagogiques des étudiants et d'alléger la pression sur l'occupation des classes et autres amphithéâtres pour les futurs universitaires, a indiqué le DEP, Mustapha Banouh.

Edifiées sur le site de la zone des "Sciences", mitoyenne à l'actuelle université, à la sortie Sud de Ghardaia, ces nouvelles structures de l'enseignement supérieur sont dotées de toutes les commodités nécessaires à l'épanouissement des étudiants et des enseignants, notamment des amphithéâtres, des salles de cours, des espaces Wifi, des stades pour différentes disciplines sportives, des bibliothèques et autres salles de lecture ainsi que des foyers, a précisé M. Banouh. Les travaux de réalisation d'un nouveau pôle universitaire d'une capacité d'accueil de 2.000 places pédagogiques,



doté également d'une résidence universitaire de 1.000 lits, d'une bibliothèque centrale et d'un rectorat seront lancés prochainement pour renforcer les structures du secteur de l'enseignement supérieur à Ghardaia, afin d'améliorer les conditions pédagogiques, a souligné le DEP. Inaugurée durant l'année universitaire 2004/2005, l'Université de Ghardaia accuse actuellement un déficit en structures ne permettant pas de répondre aux besoins pédagogiques et d'hébergement croissants des étudiants dont le nombre est passé de

près 200 étudiants en 2004 à près de 15.000 actuellement, a-t-il ajouté. Pour répondre aux besoins pressants en matière de places pédagogiques, les pouvoirs publics ont lancé en 2011 un projet de réalisation d'un pôle universitaire de 6.000 places pédagogiques et d'une résidence de 2.000 lits, ainsi qu'un restaurant central universitaire de 800 couverts. Ce projet a pris du retard en raison notamment de problèmes de manque d'entreprises de réalisation et de main d'œuvre spécialisée, poussant les services de la direction des équ-

pements publics à répartir ce projet entre plusieurs petites entreprises locales privées. Quatre mille places pédagogiques sur les 6.000 places programmées, une cité universitaire de 1.000 lits ont été déjà réceptionnés, alors que 2.000 places pédagogiques et une autre cité universitaire ainsi que des logements pour les professeurs seront lancés prochainement, a assuré Banouh. L'université de Ghardaia a accueilli, en tant qu'annexe de l'université d'Alger en 2004/2005, ses premiers étudiants, avant de devenir un centre universitaire en 2005/2006. Son ouverture a permis l'allègement de la pression sur les différentes universités du pays et a permis aux nombreux étudiants de la région de Ghardaia, en particulier les filles, de poursuivre leur cursus universitaire. Elevé au rang d'université en 2012, cet établissement de l'enseignement supérieur a donné lieu depuis sa création à la promotion de plus de 10.000 diplômés.

TLEMCCEN

Appel aux institutions religieuses à être à l'avant garde des actions de développement

Le Conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, Aïssa Belakhdar, a exhorté mardi à Tlemcen les institutions religieuses à être à l'avant-garde de toutes les actions de développement qui sont menées pour une Algérie nouvelle. Le Conseiller du président a mis l'accent, lors d'une rencontre à Tlemcen, sur rôle que pourraient avoir les institutions religieuses dans le développement du pays, rappelant qu'elles "avaient un rôle prépondérant dans la préservation de l'identité nationale et ont participé activement dans les combats et résistances du peuple algérien". Il a précisé que les institutions religieuses peuvent intervenir dans les questions éducatives

et spirituelles afin de "contribuer efficacement à la préservation des valeurs familiales et de lutter contre tous les courants étrangers à notre société".

"Le président de la République œuvre à réhabiliter les institutions religieuses pour de leur redonner la place qui leur sied, à savoir le rayonnement culturel et spirituel, en leur permettant de s'impliquer dans toutes les actions de développement et de participer dans la lutte contre les fléaux sociaux et les idées destructrices par la force de persuasion et du savoir dont elles disposent", a affirmé M. Belakhdar.

Selon lui, le référendum sur le projet de révision de la constitution, constitue

"un point de départ vers le changement". La rencontre à laquelle ont participé des représentants de zaouias, d'écoles coraniques et d'associations religieuses de la wilaya, avait pour thème, la réhabilitation des associations religieuses, des zaouias et des écoles coraniques.

Les intervenants ont fait part de leurs préoccupations quant aux manques de moyens enregistrés dans les écoles coraniques. A ce sujet, M. Belakhdar a rassuré que ses préoccupations seront prises en compte dans le cadre de la démarche de revalorisation des missions de ces institutions, qui prévoit de les accompagner pour retrouver leur place au sein de la société.

EMIGRATION CLANDESTINE

Mostaganem : mise en échec de quatre tentatives et arrestation de 51 personnes

Les unités territoriales des garde-côtes et de la sûreté de la wilaya de Mostaganem ont déjoué, mardi, quatre tentatives d'émigration clandestine sur la terre ferme et au large des côtes et procédé à l'arrestation de 51 personnes, a-t-on appris auprès des deux instances de sécurité. Les unités de plongées relevant des garde-côtes ont intercepté, dans la nuit de lundi à mardi, deux embarcations à leur bord 32 candidats à l'émigration clandestine, au large à 12 miles nautiques (22 kilomètres) au nord-ouest, à quelques 10 kilomètres à l'Est de Mostaganem. Les personnes arrêtées ont été reconduites au port de Mostaganem pour effectuer les formalités juridiques d'usage en pareilles circonstances en mettant en exécution le protocole sanitaire spécial "Covid-19" de protection contre la pandémie du Coronavirus avant de les remettre aux services compétents qui les présenteront à la justice pour le chef d'inculpation de tentative de quitter le territoire national de manière illégale, a-t-on fait

savoir. Les services de la sûreté de wilaya ont, quant à eux réussi, en un temps record, à mettre en échec deux tentatives d'émigration clandestine sur la terre ferme et arrêté 19 personnes dont une femme et deux mineurs. L'opération a été effectuée suite à des informations parvenues aux services de police faisant état de la présence d'un groupe de 10 individus issus des wilayas de Mostaganem et de Tizi-Ouzou aux environs de la plage "El Metrab" (commune de Mostaganem), dotés de matériel et d'effets pour une traversée clandestine en mer. La main a été ainsi mise sur trois (3) embarcations à bord desquelles se trouvaient neuf (9) personnes. Les services de police qui ont effectué cette opération ayant duré plusieurs heures, ont procédé à la saisie de deux embarcations de pêche et une de plaisance, un moteur 20 jerricans de mazout, deux lampes, une boussole et autres outils de repérage en mer (GPS), des gilets de secours et des sacs à dos, a-t-on signalé de même source.

de la Défense nationale entre le 28 et le 30 septembre en cours. Les concours d'admission des filles aux Ecoles des Cadets de Blida et Sétif se sont tenus durant la même période. Concernant le recrutement des garçons, il se fera par voie directe depuis les sept Ecoles des Cadets de la Nation du cycle moyen. Pour rappel, l'Ecole des Cadets de la Nation d'Oran a obtenu un taux de réussite de 100 pour cent à l'examen du baccalauréat pour l'année scolaire 2018-2019, de même qu'elle a eu la meilleure moyenne à l'échelle nationale avec 18,17.

FINANCE ISLAMIQUE Des produits de la BNA dans quatre nouvelles agences réparties sur trois wilayas

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a annoncé mardi dans un communiqué le lancement de l'activité de finance islamique au niveau de quatre (04) nouvelles agences dans trois (03) wilayas différentes.

Il s'agit de l'agence "336" dans la wilaya de Batna, l'agence "901" dans la wilaya de M'sila, ainsi que l'agence "292" dans la wilaya de Ghardaïa et l'agence Berriane "294" dans la même wilaya, a précisé la même source.

Aussi, la BNA a fait part, dans le même communiqué, du lancement de l'activité de la finance islamique, à partir de demain mercredi, dans quatre (04) autres agences réparties sur quatre (04) wilayas différentes.

Il s'agit de l'agence El Eulma "706" dans la wilaya de Sétif, l'agence "705" dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, l'agence "315" dans la wilaya de Khenchla et l'agence "412" dans la wilaya de Bechar.

De ce fait, la BNA aura lancé cette activité au niveau de 44 agences réparties sur 34 wilayas.

Dans le cadre de cette activité, la Banque offre à la clientèle neuf (09) produits d'épargne, à savoir : compte chèque islamique, compte courant islamique, compte épargne isl amique, compte épargne islamique "Jeunes", compte d'investissement islamique non restreint et de financement, Mourabaha immobilier, Mourabaha équipements, Mourabaha automobile et Ijara.

La fenêtre "Finance Islamique" ainsi que chacun des neuf produits sont conformes aux préceptes de la Charia islamique et certifiés par le comité charia de la Banque et par l'Autorité nationale charaïque de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique, a tenu à rappeler le communiqué.

Les détails sur les produits proposés ainsi que les simulateurs Mourabaha et Ijara sont disponibles sur le portail web dédié à la finance islamique au : www.financeislamique.bna.dz, a indiqué également la BNA précisant par ailleurs que toutes les nouvelles informations relatives à l'activité et aux agences concernées sont disponibles sur les pages officielles des réseaux sociaux de la BNA.

COMMERCE

Rezig : "l'adhésion à temps de l'Algérie à la ZLECAF lui confèrera un pouvoir d'influence"

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a indiqué mardi que l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre échange africaine (ZLECAF), début 2021, lui confèrera la qualité de pays fondateur et un pouvoir d'influence sur les décisions et la formulation de conditions.

Lors d'une séance d'audition devant la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté à l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le projet de loi portant approbation de l'accord portant création de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), conclu le 21 mars 2018 à Kigali, M. Rezig a précisé que le facteur temps était "très important" car permettant au pays d'adhérer à cette zone en toute force d'efficacité et d'influence, d'autant que l'Algérie dispose de sept passages frontaliers vers les pays africains.

La ZLECAF compte 53 pays avec une densité de population dépassant 1,2 milliard d'habitants, en prévision des 2,5 milliards attendus en 2050. Pour M. Rezig, ces données requièrent d'accélérer la régulation des procédures légales et réglementaires d'adhésion à cette zone qui permettront l'accès des marchandises et services algériens aux pays africains, l'investissement, la protection de la propriété intellectuelle et autres privilèges importants à même de relancer l'échange commercial avec les pays africains, notamment les pays voisins. Cela permettra également d'accroître le volume des échanges interafricains avec un taux de 52% par rapport à leur volume actuel et de 15% au niveau international.

Le ministre a en outre ajouté que l'Algérie devrait bénéficier du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique de 2,5 milliards USD et des recettes du marché africain d'une valeur de 3.000 milliards USD.

L'adhésion de l'Algérie à cette zone donnera lieu à la relance du commerce interafricain à travers les passages frontaliers et la création d'emplois en vue d'améliorer le niveau de vie des populations des zones frontalières, liées les unes aux autres par des liens de bon voisinage.

De plus, elle permettra de relancer les activités commerciales dans les zones d'ombre du sud et d'améliorer les conditions de vie au niveau des wilayas frontalières.

Le secteur du Commerce œuvre, ajoute le ministre, à traiter les problématiques de transport et de logistique, à travers l'ouverture de l'espace devant l'opérateur économique et l'octroi de prorogatives aux walis, en vue d'organiser les opérations de transport tout en les sécurisant, et ce en coordination

AGRICULTURE

DGF : présentation du projet de ressources génétiques à la Foire de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Alger

Le projet APA (accès et partage des avantages) dédié aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles dans le secteur agricole et forestier sera représenté à la 1ère édition de la Foire nationale de l'agriculture et de l'agroalimentaire d'Alger, a indiqué mardi la Direction générale des Forêts dans un communiqué.

Le projet APA "Elaboration d'une stratégie nationale et d'un cadre juridique et institutionnel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et des connaissances traditionnelles en conformité avec la Convention sur la diversité biologique et son Protocole de Nagoya en Algérie", mis en œuvre par la DGF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et le Fonds mondial pour l'Environnement (FEM), participe à la première édition de la Foire nationale de l'agriculture et de l'agroalimentaire à Alger, fait savoir la DGF.

"Le projet APA saisit cette occasion pour sensibiliser les producteurs sur l'intérêt de la protection et de l'utilisation durable des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées en Algérie mais aussi de leur valorisation", indique la DGF, ajoutant que ceci doit avoir lieu dans le respect du cadre juridique et institutionnel qui sera mis en place et qui régira l'accès à ces ressources et aux connaissances traditionnelles qui leurs sont associées ainsi que le partage des avantages qui en découlent. La DGF rappelle que, "le



projet APA, capitalisant sur les progrès appréciables déjà réalisés par l'Algérie relatifs aux deux premiers objectifs de la Convention sur la Diversité biologique (CDB), qui sont la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable de ses éléments, se consacre à la réalisation du troisième objectif de la CDB qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et ce, par l'élaboration d'une stratégie et d'un cadre juridique et institutionnel approprié".

Le projet vise à créer les conditions favorables en vue de valoriser le potentiel des ressources génétiques et des

connaissances traditionnelles de l'Algérie pour générer des avantages économiques en faveur de la nation et des principaux intervenants, notamment les populations locales, en créant un cadre favorable à l'entrepreneuriat, la création d'emploi, le transfert de technologie et le développement des capacités en matière de recherche scientifique.

L'objectif du projet est de renforcer la protection et l'utilisation durable des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées en Algérie par le développement et la mise en œuvre d'un cadre national sur l'accès et le partage des avantages APA com-

patible avec la Convention sur la diversité biologique et son protocole de Nagoya.

Parmi les résultats attendus, figure l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un cadre juridique et institutionnel compatible avec la CDB et son protocole de Nagoya ainsi qu'avec le contexte national.

Il s'agit également d'élaborer une stratégie nationale de valorisation et de développement de filières et de chaînes de valeurs.

De plus, il est attendu de ce projet le développement et le renforcement des capacités nationales de recherche et des institutions de réglementation pour appliquer les règles et principes de l'APA.

Par ailleurs, la Foire nationale de l'agriculture se déroule du 23 au 27 septembre courant et regroupera plus de 150 participants issus du monde de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits du terroir.

"Cet événement économique, dédié exclusivement à tous types de produits agricoles et alimentaires et des savoir-faire qui leurs sont liés, constitue une opportunité offerte aux exposants pour la promotion et la commercialisation de leurs produits", souligne le communiqué.

avec les autorités sécuritaires spécialisées.

Dans ce cadre, il a été décidé l'octroi d'indemnités de transport en fonction du taux d'investissement et du volume des produits exportés en cas de passage de caravanes d'exportation par des circuits vêtustes.

La semaine écoulée, 164 camions semi-remorques chargés de marchandises algériennes ont transité vers le Niger.

Selon le ministre, il sera procédé, dans ce cadre, à la création de stations-services, de surfaces commerciales et d'autres, ainsi qu'à la création d'espaces de commerce algériens au Mali et au Niger. " Actuellement, un texte juridique sur les zones libres à Tindouf, Adrar, Illizi et Tamanrasset est en passe d'être élaboré et sera soumis au Gouvernement dès sa finalisation", a-t-il ajouté. Pour ce qui est des problématiques soulevées par les membres de la Commission, lesquelles portent sur les banques, les problèmes de change, le manque de chalutiers, le rôle faible des consulats à l'étranger dans la promotion du produit local et le non-respect par certains opérateurs des accords conclus, M. Rezig a indiqué que tous ces obstacles étaient pris en compte par son département ministériel en vue d'y remédier, à travers des ateliers spécialisés. Tout en rassurant les membres de la Commission parlementaire, M. Rezig a indiqué que le secteur du Commerce œuvre, de concert avec les autres secteurs ministériels, à ce que cet accès à cette zone soit un acquis pour le pays. Et d'ajouter : "Nous ne commettrons plus les erreurs du passé et il est de notre droit d'avoir une part de la valeur de 3.000 milliards de dollars en circulation sur le marché africain". Selon le ministre, le secteur est actuellement en négociation avec la partie africaine, autour du démantèlement tarifaire.

A l'entame de l'année 2021, un atelier sera lancé pour redynamiser le rôle des missions diplomatiques qui seront érigées en vitrines à même de vulgariser aussi bien le potentiel du pays que ses produits, à travers la formation d'agents à cet effet.

Le secteur s'attèle à la réalisation de la cartographie nationale de vulgarisation du produit local en trois langues et qui sera une base de données pour les diplomates algériens à l'étranger, à même de leur permettre de promouvoir les produits nationaux.

Cahier de charges en cours pour régir la participation de l'Algérie aux expositions internationales

Le secteur s'emploie à ériger la Chambre de Commerce et

d'Industrie algéro-française en une chambre de Commerce et d'industrie internationale regroupant plusieurs conseils conjoints avec différents pays, notamment africains, et favorisant la mise sur le marché de produits algériens à l'étranger. Dans la même optique, le ministre du Commerce s'apprête à élaborer un cahier de charges régissant la participation des entreprises algériennes aux expositions internationales, avec l'avantage de rembourser les charges de transport et de location d'espaces, pouvant atteindre 80% en attendant de couvrir la totalité des frais, et d'offrir un taux de 10% supplémentaires en guise de motivation en cas de conclusion d'accords.

Le ministre du Commerce s'attèle, en coordination avec le ministère des Finances, à mettre en place un réseau des banques nationales à l'étranger et à signer des conventions avec la Banque centrale et des banques internationales.

C'est ainsi qu'il sera procédé à l'ouverture de filiales de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) à l'étranger, en annulant l'idée d'exporter l'excédent et en tentant de réserver un taux de 20% du produit national destiné à l'étranger.

M. Rezig a, par ailleurs, fait part de la volonté de son secteur de relancer le projet de foire de produits algériens en Russie dans le cadre de l'Union économique euro-asiatique (UEE), et de réactiver le conseil d'affaires algéro-russe.

L'Algérie ne renoncera pas à son rôle dans la région arabe et européenne, a-t-il estimé, confiant que "nous allons revenir en force dans la région arabe et européenne".

En outre, le ministre a mis l'accent sur l'impératif pour les responsables de coopérer et de coordonner leur action, quel que soit leur poste de responsabilité, et ce, dira-t-il, afin d'éliminer ces procédures, améliorer le climat des affaires et éliminer la culture de la bureaucratie qui constitue un véritable obstacle.

Au volet numérisation et modernisation du département du Commerce, le ministre a cité le projet de Registre de commerce électronique dont l'élaboration en moins d'une heure sera annoncée dans les tout prochains jours.

Enfin, M. Rezig a rappelé le projet de généralisation des terminaux de paiement électroniques (TPE) qui a enregistré un certain progrès, citant à titre d'exemple la wilaya de M'sila qui vient en tête des wilayas en termes d'utilisation de ce moyen de paiement.

PÉTROLE

Le Brent à près de 42 dollars le baril hier à Londres

Les prix du pétrole étaient relativement stables mercredi, avant la publication par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) des stocks de brut aux États-Unis plus tard dans la journée.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 41,94 dollars à Londres, en hausse de 0,53% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,35% à 39,94 dollars. Ces gains, à l'image des quelque 0,7% grappillés la veille, restent toutefois "plafonnés par la relance de l'industrie pétrolière libyenne", notent les analystes du marché.

La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a annoncé le week-end dernier la reprise de la produc-



tion et des exportations d'or noir sur les sites qu'elle a qualifiés de "sûrs".

La société "a indiqué que la production devrait passer

à 260.000 barils par jour la semaine prochaine, ce qui est loin des 1,2 million produits d'avant l'arrêt, relèvent encore les analystes du

marché. De plus, la Lybie pays membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), n'est pas soumis aux coupes de production auxquelles s'astreignent la grande majorité et les signataires de l'accord Opep+.

Les investisseurs ont également mercredi les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire de l'EIA sur les stocks de brut dans le pays, "qui revêtent une importance plus grande que d'habitude", estiment les observateurs du marché pétrolier. Les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 18 septembre sont attendues en baisse de 3,27 millions de barils, a rapporté l'agence Bloomberg.

ARGENTINE

Le PIB plonge de 19,1%

L'économie argentine a plongé de 19,1% au deuxième trimestre par rapport à la même période l'an passé, en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie de coronavirus, a annoncé mardi l'Institut national des statistiques (Indec).

Sur le premier semestre, la chute du Produit intérieur brut (PIB) est 12,6%, comparativement à la même période en 2019, a précisé l'organisme.

L'Argentine, troisième économie d'Amérique latine, déjà en récession depuis 2018, a fortement souffert des restrictions sanitaires mises en place pour freiner l'épidémie de Covid-19.

Selon l'Indec, les secteurs les plus touchés au second trimestre sont l'hôtellerie et la restauration (-73,4%), ainsi que les services à la personne (-67,7%).

La construction (-52,1%), l'industrie manufacturière (-20,8%), le transport et les communications (-22,5%) ainsi que le commerce (-16,9%) sont également en fort recul.

L'Argentine a décrété un confinement national le 20 mars, avec une paralysie quasi-totale de son activité économique. Depuis, chaque province a assoupli ou renforcé les restrictions en fonction de la rapidité de la contagion. Plusieurs activités productives ont repris progressivement après autorisations des gouvernements locaux.

L'Argentine a enregistré lundi un nouveau record quotidien de décès liés au Covid-19 avec 429 morts, ce qui porte à 13.482 le bilan total dans le pays. Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI), le PIB devrait chuter de 9,9% en 2020. Il s'était contracté de 2,5% en 2019.

Par ailleurs, le ministre de l'Économie, Martín Guzmán, a annoncé mardi que l'Argentine prévoyait de ne pas contracter de dette en devises étrangères pendant le mandat du président de centre gauche Alberto Fernández, entré en fonction fin 2018 pour quatre ans.

Le pays sud-américain continuera à utiliser l'émission monétaire pour financer son déficit budgétaire, a déclaré le ministre lors de la présentation du budget 2021 devant le Parlement.

"Nous ne sommes pas censés contracter de dettes en devises étrangères pendant toute cette période", a-t-il insisté.

M. Guzmán a déclaré que le déficit des finances publiques est à un "niveau approprié" pour l'économie argentine, en récession depuis deux ans. Selon lui, le déficit sera financé à 40% par la dette publique en pesos et à 60% par la Banque centrale.

L'Argentine vient de restructurer quelque 100 milliards de dollars de dettes, tant locales que sous législation étrangère, une mesure que les analystes considèrent comme indispensable, mais non suffisante, pour la reprise économique.

Le pays doit encore se mettre d'accord sur un nouveau programme de crédit avec le FMI pour remplacer l'accord signé en 2018 et qui a permis le décaissement de 44 milliards de dollars, sur un prêt total de 57 milliards.

AUSTRALIE

Frappée par la crise, la compagnie Qantas cesse de sponsoriser les Wallabies

La compagnie aérienne australienne Qantas a annoncé mercredi qu'elle allait cesser de parrainer l'équipe des Wallabies, mettant ainsi fin à trente ans de partenariat.

Qantas a expliqué qu'il lui était désormais difficile de justifier le financement de contrats de sponsoring au moment où elle s'apprête à supprimer 2.500 emplois supplémentaires après une énorme perte annuelle causée par l'effondrement du trafic en raison du coronavirus.

"Pendant que nous faisons face à la crise et à ses conséquences, le coût de nos partenariats doit être de zéro", a déclaré dans un communiqué la directrice du service clientèle de la compagnie, Stephanie Tully.

Qantas a précisé qu'elle préférerait, dans les douze prochains mois, offrir un soutien "en nature" en proposant notamment des vols pour l'équipe nationale de cricket et de football, ainsi que pour les

athlètes olympiques et paralympiques australiens aux Jeux de Tokyo en 2021.

Le parrainage financier de l'équipe nationale de rugby était né en 1990 avant que le soutien ne soit étendu aux Wallabies, notamment à l'occasion de cinq Coupes du monde, dont deux qu'ils ont remportées.

"La collaboration entre Qantas et Rugby Australia ainsi qu'avec les Wallabies a été très longue, nous sommes restés ensemble dans les moments difficiles", a souligné Mme Tully. "Malheureusement, cette pandémie en a sonné la fin.

Comme tous les Australiens, nous continuerons à les encourager depuis la ligne de touche", a-t-elle ajouté.

Le directeur général par intérim de la Fédération australienne de rugby, Rob Clarke, a remercié Qantas pour son soutien durant ces dernières décennies.

"Bien qu'il soit évidemment décevant

de perdre un partenaire aussi fidèle, c'est compréhensible compte tenu du monde dans lequel nous vivons et des défis auxquels nous sommes tous confrontés", a-t-il déclaré.

La Fédération australienne de rugby fait déjà face à des difficultés financières.

Elle a déjà licencié en juin 47 salariés, soit un tiers de son effectif et demandé à ceux restant d'accepter une baisse de salaire.

Elle n'a également aucun partenaire de diffusion car alors qu'elle cherchait à obtenir un meilleur accord, l'agenda sportif a été bouleversé par le nouveau coronavirus.

L'an dernier, la fédération a accusé un déficit de près de 10 millions de dollars australien (6,1 millions d'euros), aggravé par une lourde facture judiciaire après l'exclusion du joueur vedette Israël Fola u pour ses commentaires homophobes répétés.

GB - UE

Un Brexit sans accord 3 fois plus coûteux que la pandémie pour le Royaume-Uni

Un Brexit sans accord commercial pourrait être trois fois plus coûteux sur le long terme que la pandémie de coronavirus pour l'économie britannique, prévient mardi une étude du centre de recherche "The UK in a Changing Europe".

Il prévient que l'impact du Covid-19 est de nature à tempérer ou à faire passer au second plan, sur le plan politique et économique, celui d'un "no deal" au terme de la période de transition qui s'achève fin janvier.

Mais à court terme, un Brexit sans accord commercial est "une mauvaise nouvelle" pour la reprise économique et sur le long terme il sera "plus important" que la crise sanitaire.

Le centre de recherche, qui a travaillé avec la London School of Economics, estime qu'en raison du Brexit la croissance sera plus faible sur une longue période qu'elle ne l'aurait été sans

sortie de l'UE.

Il évalue à 5,7% l'impact sur le produit intérieur brut (PIB) sur une quinzaine d'années par rapport au niveau actuel, contre 2,1% pour le Covid-19.

Ces projections sont réalisées alors même qu'il est malgré tout encore difficile d'y voir clair sur les répercussions de la crise sanitaire et sur ses effets de long terme, au moment où une seconde vague est en train de surgir en Europe, au risque de pénaliser un peu plus l'économie. Le rapport rappelle lui que les conséquences les plus immédiates et visibles d'un "no deal" seront observées aux frontières avec des risques de queues et de pénuries de certains aliments.

L'économie sera elle surtout affectée par le rétablissement des droits de douanes et des contrôles administratifs pour les échanges avec le continent,

qui pénaliseraient entreprises et ménages.

Le Premier ministre Boris Johnson s'est donné jusqu'au 15 octobre pour trouver un terrain d'entente avec Bruxelles sur la relation post-Brexit, sans quoi il optera pour un "no deal".

Il estime que le pays pourra prospérer même en cas de divorce brutal avec l'UE, notamment en négociant des accords commerciaux dans le monde.

"Bien que le Premier ministre ait dit que l'absence d'accord est une 'bonne issue', notre rapport montre qu'il pourrait entraîner des perturbations sérieuses et avoir un fort impact économique", souligne Anand Menon, directeur du centre de recherche.

Il avertit en outre des retombées "dans le Royaume-Uni même, en particulier l'Irlande du Nord, et à l'international également".

MAROC

Rabat prévoit une récession plus brutale pour 2020

La banque centrale marocaine a révisé mardi ses prévisions de récession pour 2020, affirmant que l'économie allait se contracter de 6,3% et non de 5,2% comme elle l'avait annoncé en juin, en raison d'un "redémarrage plus lent que prévu" face à la pandémie. Le secteur agricole devrait connaître un recul de 5,3%, le pays souffrant d'une sécheresse exceptionnelle.

Les secteurs non-agricoles devraient reculer de 6,3%, notamment en raison de "la fermeture quasi-totale des frontières pour les voyageurs", le tourisme figurant parmi les secteurs les plus touchés, selon la Bank Al-Maghrib (BAM). Pour 2021, la BAM espère voir le PIB rebondir et prévoit une croissance de 4,7%, contre 4,2% en juin, mais souligne que les perspectives "restent entourées d'un niveau exceptionnellement élevé d'incertitudes liées notamment à l'évolution de la pandémie" de Covid-19. Pour sa troisième réunion trimestrielle de l'année 2020, la banque centrale a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 1,5%. Pour tenter de contenir la propagation du nouveau coronavirus, les autorités ont multiplié ces derniers jours les

mesures de restriction dans plusieurs villes, avec notamment un couvre-feu à Casablanca, la capitale économique du pays. Les frontières du pays ont été fermées mi-mars, avec la déclaration de l'état d'urgence sanitaire. Aussi, les recettes du secteur touristique, un des piliers de l'économie marocaine, ont pratiquement chuté de moitié (-44,1%) sur les sept premiers mois de l'année, selon la Direction des études et des prévisions financières (DEPF) citée par l'agence officielle MAP. Le taux de chômage est passé de 8,1% à 12,3% au deuxième trimestre et le taux d'activité a reculé de 45,8% à 44,8%, selon les statistiques officielles publiées par le Haut commissariat au Plan (HCP). Avec le ralentissement mondial de l'industrie automobile, les exportations pourraient chuter de 16,6% en 2020, selon les prévisions de la BAM, avant d'augmenter de 22,4% en 2021 grâce à une reprise du secteur automobile. Dans ces conditions, la banque centrale s'attend à voir le déficit du compte courant se creuser à 6% du PIB en 2020, au lieu de 10,3% prévu juin, et revenir à 5,2% du PIB en 2021.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Skikda: le directeur et 2 cadres des Moulins d'El Harrouch sous contrôle judiciaire

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Harrouch (Skikda) a ordonné, dans la nuit de mardi à mercredi, de placer le directeur des Moulins d'El Harrouch relevant du complexe SMIDE, ainsi que le responsable commercial et le chef du service marketing, sous contrôle judiciaire pour leur implication dans une affaire de corruption, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

Dans une déclaration à l'APS, la même source a précisé que 23 personnes ont comparu hier, mardi, devant le procureur de la République et le juge d'instruction près le tribunal territorialement compétent, dont le directeur des Moulins d'El Harrouch, le responsable commercial, le chef du service marketing et un responsable de la sécurité de cette même entreprise, outre l'employé d'une banque et des grossistes, afin d'être entendus dans une affaire d'"achat et de vente de semoule en violation de la loi". 20 personnes ont été relaxées, a souligné la même source, après avoir été entendus pendant de longues heures dans cette affaire dont les faits remontent à la période où la wilaya avait connu une pénurie de semoule sur les marchés locaux, coïncidant avec le début de la pandémie de Covid 19. A cette période, de nombreux grossistes ont profité de la situation et loué des registres commerciaux à d'autres commerçants qui se sont rapprochés des Moulins d'El Harrouch et obtenu de grandes quantités de semoule de manière illégale avec la complicité des responsables de l'entreprise.

Les mis en cause sont poursuivis pour "abus de fonction, octroi de privilèges injustifiés à des tiers ainsi que de fraude et d'escroquerie dans l'exercice d'activités commerciales". A noter par ailleurs que le procureur de la République près le tribunal d'El Harrouch avait requis la prison à l'encontre du directeur des Moulins d'El Harrouch et des cadres concernés.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 morts et 150 blessés en 24 heures (Protection civile)

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 150 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus à travers le territoire national au cours des dernières 24 heures, indique mercredi un communiqué de la Protection civile. Le nombre le plus élevé de victimes a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset, avec 3 personnes décédées et 7 autres blessés suite à deux accidents qui ont eu lieu au niveau des communes de Tamanrasset et Silat, précise la même source.

Concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents chargés de cette mission ont effectué 166 interventions qui ont permis de sauver de la noyade 105 personnes, assurer les premiers secours à 56 et évacuer 5 autres vers les différents centres sanitaires de proximité.

Les éléments de la Protection civile sont intervenus, par ailleurs, pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans une chambre d'un dortoir d'une société publique au port d'Annaba. Aucune victime n'est à déplorer et l'intervention a permis de circonscrire l'incendie et éviter sa propagation aux autres chambres du dortoir, note le communiqué. En matière d'activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 101 opérations de sensibilisation à travers 4 wilayas (19 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, et 58 opérations de désinfection générale à travers 06 wilayas (28 communes).

Elles ont procédé, en outre, à la mise en place d'un dispositif de surveillance dans un site d'hébergement à Alger destiné au confinement de citoyens rapatriés.

DÉCLARATION DE PERTE

Le gérant de la SARL MAHIEDDINE FAMILY, Mahieddine Mohamed Lamine déclare avoir perdu un cachet humide au nom de la "SARL MAHIEDDINE FAMILY Boissons diverses non alcoolisées et eau minérale" et décline toute responsabilité en cas d'utilisation frauduleuse.

SOCIÉTÉ - JUSTICE

Zeghmati : "les bandes de quartiers ont créé un climat d'insécurité dans les cités"

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Belkacem Zeghmati a affirmé, mardi à Alger, que le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartiers visait à mettre en place un cadre législatif de prévention contre ce phénomène qui a créé un climat d'insécurité dans les cités.

Présentant ce projet de loi devant la commission spécialisée à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que l'élimination de ce phénomène "exige la mise en place d'un cadre juridique spécifique de prévention contre les bandes de quartiers qui ont créé un climat de terreur et d'insécurité chez les citoyens, du fait de la violence et des agressions à l'arme blanche par des bandes criminelles constituées dans les cités".

Cette nouvelle forme de criminalité "a connu un pullulement, particulièrement dans les grandes villes, la législation nationale en vigueur ne couvrant pas toutes les formes de cette criminalité".

Le texte dudit projet propose "l'application de peines à l'encontre des éléments de ces bandes allant de 2 à 20 ans, pouvant même atteindre la perpétuité en cas de décès".

Selon le projet de loi, est considéré comme une "bande de quartiers", "tout groupe, sous quelque dénomination que ce soit, composé de deux personnes ou plus, appartenant à un ou à plusieurs quartiers d'habitation, qui commet un acte ou plus dans le but de créer un climat d'insécurité, à l'intérieur des quartiers ou dans tout autre espace, ou dans le but d'en assurer le contrôle, en usant de violences morales ou physiques, exercées à l'égard des tiers, en mettant en danger leur vie, leurs libertés ou leur sécurité ou en portant



atteinte à leurs biens, avec port ou utilisation d'armes blanches apparentes ou cachées". Selon le texte, la violence morale "comprend toute agression verbale susceptible de causer la crainte ou la terreur chez autrui, telles que la menace, l'injure, la diffamation, la terreur ou la privation d'un droit". Le cinquième chapitre portant les dispositions pénales stipule qu'il "est passible d'une peine d'emprisonnement de trois (3) ans à dix (10) ans et d'une amende de 300.000 DA à 1.000.000 DA, quiconque crée ou organise une bande de quartier, s'enrôle ou participe sous quelque forme que ce soit dans une bande de quartier, tout en connaissant son objectif, recrute une ou plusieurs personnes pour le compte d'une bande de quartier". Est puni d'un emprisonnement de dix (10) à ns à vingt (20) ans et d'une amende de 1.000.000 DA

à 2.000.000 DA, quiconque dirige une bande de quartier ou y exerce un commandement quelconque".

"La peine est la réclusion criminelle à perpétuité si la rixe, la rébellion ou la réunion a entraîné la mort d'une personne autre que les membres de la bande". "Si au cours de la rixe, rébellion ou réunion prévue dans le présent article, il est porté des coups et fait des blessures, la peine est l'emprisonnement de deux (2) ans à sept (7) ans et l'amende de 200.000 DA à 700.000 DA. Le minimum de la peine prévue au premier alinéa du présent article, est porté au double si la rixe, la rébellion ou la réunion se produit de nuit".

"Il est puni aussi d'un emprisonnement de deux (2) ans à cinq (5) ans et d'une amende de 200.000 DA à 500.000 DA, quiconque encourage ou finance, sciemment, par tout moyen une bande de

quartiers ou en diffuse les idées, directement ou indirectement, fournit à un ou plusieurs membres d'une bande de quartiers un lieu de réunion ou d'hébergement, cache, sciemment, un membre d'une bande de quartier en sachant qu'il a commis un des crimes prévus dans l'ordonnance ou qu'il est recherché par les autorités judiciaires, ou qui entrave, sciemment, l'arrestation d'un membre d'une bande de quartiers ou l'aide à se cacher ou à prendre la fuite". Au titre des mécanismes de prévention contre les bandes de quartiers, il est prévu "la création d'une commission nationale de prévention contre les bandes de quartiers qui sera chargée de soumettre au Président de la République et de présenter au Gouvernement, un rapport annuel outre la commission de wilaya de prévention contre les bandes de quartiers qui sera chargée notamment de mettre en œuvre la stratégie nationale de prévention contre les bandes de quartiers, au niveau local, de détecter de manière précoce les activités des bandes de quartiers et d'alerter les autorités concernées".

Le texte prévoit par ailleurs "la protection des victimes des bandes de quartiers à travers une prise en charge sanitaire, psychologique et sociale garantissant leur sécurité, leur intégrité physique et psychologique et leur dignité, et la facilitation de leur recours à la justice".

ASSOCIATIONS - RENCONTRE

Illizi : la société civile, une force active sur laquelle s'adossera l'Algérie nouvelle

Le conseiller auprès du Président de la République, chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a indiqué, mardi soir à Illizi, que la société civile constituait une force active, socle d'édification de l'Algérie nouvelle. S'exprimant lors d'une rencontre avec la société civile et le mouvement associatif locaux, M. Berramdane a présenté la société civile comme étant "une force active et un partenaire essentiel, sur laquelle s'articulera l'édification de l'Algérie nouvelle à laquelle tous aspirent et qui contribuera à la définition de la vision future, en tant qu'allié dans la construction de l'Etat de droit". Il a ainsi souligné l'existence d'une volonté politique visant à promouvoir le rôle de la société civile et à raffermir ses liens vis-à-vis des institutions de l'Etat, dans le cadre

de la démocratie participative. Le document d'amendement de la Constitution comporte justement plusieurs mécanismes juridiques et réglementaires garantissant une large implication des associations et des acteurs de la société civile dans la gestion de la chose publique, à travers la constitutionnalisation de son rôle et sa promotion, de sorte à en faire un acteur essentiel dans la définition des contours de la politique de l'Etat, à poursuivre le conseiller à la Présidence.

Des démarches sont entreprises pour conférer aux associations un rôle dans la lutte contre la corruption, selon une organisation, des procédures, une formation et une qualification de ces associations, a souligné M. Berramdane avant de valoriser le rôle assumé par le mouvement associatif et les différents acteurs de la société civile

dans la lutte contre la pandémie de Covid-19, à travers diverses initiatives de solidarité.

La rencontre a été l'occasion pour les participants de formuler une série de suggestions s'articulant autour de la levée des contraintes, notamment bureaucratiques, entravant les activités des associations, l'octroi de sièges décents, ainsi que la révision des subventions allouées aux associations, qui, disent-ils, ne couvrent pas leurs activités. En réponse, M. Berramdane a affirmé que ces rencontres de consultations avec la société civile à travers les wilayas du pays, seront couronnées par une rencontre nationale qui cristallisera l'ensemble des suggestions dans le cadre d'une vision globale basée sur les concepts de la citoyenneté et de démocratie participative.

CRIMINALITÉ

Démantèlement d'un réseau national versé dans le vol de véhicules à Ain Defla

Les services de sécurité de Ain Defla ont démantelé mardi un réseau criminel versé dans le vol de véhicules composé de 15 personnes (âgées entre 28 et 60 ans) dont l'activité s'étendait à plusieurs wilayas du pays, récupérant à l'occasion 16 véhicules volés, a-t-on appris de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

La mise hors d'état de nuire de cette bande de malfaiteurs est intervenue suite aux

enquêtes menées conjointement par la brigade criminelle relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya ainsi que le parquet de Ain Defla suite à des plaintes de citoyens dont les véhicules ont été volés, a-t-on indiqué de même source.

Outre l'arrestation des membres du réseau au nombre de 15, les investigations poussées auxquelles a également pris part la session de lutte contre le vol de voitures et

la contrebande de la sûreté de wilaya, a permis la récupération de 16 voitures dont 9 volées au niveau de la wilaya de Ain Defla, au moment où les autres ont été subtilisées à leurs propriétaires à Alger, Tissemsilt, Mascara, Tiaret et Tlemce n, a-t-on détaillé.

L'opération a, par ailleurs, permis la récupération de nombreux accessoires de véhicules et divers documents falsifiés (cartes grises et d'identité ainsi que des attestations de

vente) ainsi que plus de 2 millions de dinars représentant vraisemblablement les revenus vraisemblablement des revenus vraisemblablement de leur activité répréhensible, a-t-on encore fait savoir. Un PV comportant les griefs retenus contre les mis en cause (association de malfaiteurs, faux et usage de faux et usurpation d'identité) a été dressé dans l'attente de leur prochaine présentation devant les instances judiciaires de Ain Defla, a-t-on encore indiqué.

DEMANDE D'ASILE

La France pour une plus grande solidarité européenne

La France souhaite une plus grande "solidarité européenne" sur le traitement des demandes d'asile ainsi que sur les "reconduites aux frontières", a affirmé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin mercredi, jour où Bruxelles présente son épineuse réforme migratoire.

"La question migratoire ne se règle qu'au niveau européen", a souligné le ministre de l'Intérieur sur la radio française France Inter, avant la présentation maintes fois repoussée du "nouveau Pacte sur la migration et l'asile" par la Commission européenne.

Cinq ans après la crise migratoire de 2015, celle-ci prévoit un "mécanisme de solidarité obligatoire" de tous les pays de l'UE avec les pays de première arrivée de migrants comme la Grèce, l'Italie ou Malte, lorsque ces derniers sont "sous pression".

"Nous souhaitons une solidarité européenne.

Il n'y a pas de raison que seules l'Italie, la France et l'Allemagne, grosso modo, avec la Grèce, se partagent cette solidarité", a-t-il déclaré, expliquant notamment que les engagements de relocalisations en Europe devaient être partagés par "toute l'Union européenne". Le nouveau texte européen, qui va faire l'objet de discussions pendant "quelques mois" selon M. Darmanin, prévoit entre autres de remplacer le règlement de Dublin, clé de voûte du système actuel, qui a cristallisé les tensions en faisant peser sur le premier pays d'arrivée d'un migrant la responsabilité de sa demande d'asile. Il faut "arrêter Dublin", un mécanisme qui ne "fonctionne pas bien", a-t-il affirmé. "80.000 demandes d'asile en France en 2015, 135.000 l'année dernière. Si on n'a pas une réponse européenne et que chaque pays fait ce qu'il souhaite dans son coin, on a une difficulté à traiter ces demandes d'asile", que ce soit



important, 1,5 million. Elle est suivie par la République démocratique du Congo (RDC) et le Burkina Faso qui est devenu la crise la plus importante dans la région. Le nombre de nouveaux déplacements internes s'étend dans plusieurs pays africains. La directrice d'IDMC, Alexandra Bilak, relève la «volatilité» des déplacements, notant que la pandémie a «réduit l'accès à la santé et augmenté les difficultés économiques et les menaces en termes de protection pour les communautés déplacées».

De leur côté, les désastres ont provoqué près de 10 millions de nouveaux déplacements, souligne la même source. De nombreuses personnes doivent fuir leurs habitations pour de longues périodes, mais de nombreuses autres refusent de partir, notamment parce qu'elles redoutent d'être infectées au Covid dans des sites d'évacuation.

La crise humanitaire au Yémen s'est encore détériorée. Aux effets du conflit se sont ajoutés des inondations et le Covid. Les chiffres toxiques «sont extrêmement inquiétants» étant donné que la majorité des dommages météorologiques sont attendus pour la seconde partie de l'année, a ajouté Mme Bilak.

Elle appelle la communauté internationale à assister les gouvernements.

"dans la rapidité, parce qu'on le doit aux demandeurs d'asile", ou "dans la reconduite aux frontières" pour ceux qui se voient déboutés de leur demande, a poursuivi M. Darmanin, insistant sur le fait que la France était souvent un pays de "deuxième demande".

"Ca explique que la France connaît une augmentation très forte" des demandes d'asile ces dernières années, a-t-il ajouté.

En 2019, les "Dublinés", ces migrants passés par un premier pays européen avant de venir déposer leur demande d'asile ailleurs en Europe, représentaient 35.000 des 138.000 demandeurs d'asile en France.

Le ministre de l'Intérieur souhaite donc que les aspirants au statut de réfugié puissent déposer leur demande d'asile pour la France directement dans les pays méditerranéens, "mais rester en Espagne ou en Italie dans les centres d'accueil" en attendant une réponse.

FRANCE
Le congé de paternité va doubler et passer à 28 jours

La durée du congé de paternité va doubler en France et passer à 28 jours, permettant à l'Hexagone, un temps en pointe sur le sujet, de combler une partie de son retard par rapport aux meilleurs élèves européens, rapportent des médias locaux.

Lorsque la France a créé le congé paternité en 2002 - 11 jours, qui s'ajoutent aux 3 jours du congé de naissance -, elle était en avance sur la plupart de ses voisins. Mais depuis, de nombreux pays européens ont adopté des dispositifs plus généreux. "Cette réforme va permettre à la France de passer d'une position médiane en Europe au peloton des pays de tête, avec l'Espagne, la Suède, la Norvège ou le Portugal", a précisé la présidence française mardi soir.

"Le temps est un facteur essentiel pour nouer un lien important entre l'enfant et les parents.

Actuellement, ce temps de 14 jours est trop court", a estimé l'Élysée, selon qui "30% de la population y est favorable".

L'allongement du congé de paternité sera financé par la Sécurité sociale pour un coût également doublé et estimé à plus de 500 millions d'euros en année pleine. Les trois jours du congé de naissance seront toujours à la charge de l'employeur. Les 25 autres jours seront indemnisés par la Sécurité sociale. Les naissances multiples (jumeaux, triplés...) donneront droit, comme aujourd'hui, à sept jours supplémentaires. Le dispositif devrait entrer en vigueur au 1er juillet 2021.

L'Etat voudrait introduire "une part obligatoire dans ce congé" et sanctionner les entreprises ne respectant pas cette obligation d'une amende pouvant aller jusqu'à 7.500 euros.

DÉPLACEMENTS DES POPULATIONS

Environ 14,6 millions de déplacés en 6 mois dans le monde

Environ 14,6 millions de personnes ont été déplacées de janvier à juin dans près de 130 pays et territoires, une situation aggravée par la pandémie de coronavirus, a indiqué, mercredi, à Genève le Centre de surveillance du déplacement interne (IDMC).

Parmi les indications, les conflits et la violence ont provoqué 4,8 millions de nouveaux déplacements, surtout en Afrique et au Proche-Orient, un chiffre en augmentation d'un million par rapport à la même période l'année dernière, précise l'IDMC dans un nouveau rapport, relayé par des médias.

Côté pays, la Syrie observe l'extension la plus

importante, 1,5 million. Elle est suivie par la République démocratique du Congo (RDC) et le Burkina Faso qui est devenu la crise la plus importante dans la région. Le nombre de nouveaux déplacements internes s'étend dans plusieurs pays africains. La directrice d'IDMC, Alexandra Bilak, relève la «volatilité» des déplacements, notant que la pandémie a «réduit l'accès à la santé et augmenté les difficultés économiques et les menaces en termes de protection pour les communautés déplacées».

De leur côté, les désastres ont provoqué près de 10 millions de nouveaux déplacements, souligne la même source. De nombreuses per-

sonnes doivent fuir leurs habitations pour de longues périodes, mais de nombreuses autres refusent de partir, notamment parce qu'elles redoutent d'être infectées au Covid dans des sites d'évacuation.

La crise humanitaire au Yémen s'est encore détériorée. Aux effets du conflit se sont ajoutés des inondations et le Covid. Les chiffres toxiques «sont extrêmement inquiétants» étant donné que la majorité des dommages météorologiques sont attendus pour la seconde partie de l'année, a ajouté Mme Bilak.

Elle appelle la communauté internationale à assister les gouvernements.

EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE EN INDE
Le bilan s'élève à 39 morts

Le bilan de l'effondrement d'un immeuble survenu lundi dans l'ouest de l'Inde s'est alourdi à 39 morts, ont annoncé mercredi les autorités, alors que l'espoir de retrouver encore des survivants s'amenuise.

Un précédent bilan a fait état de 35 morts.

Des secouristes de la Force nationale de réponse aux catastrophes (NDRF) ont jusqu'à présent pu extraire vivantes 20 personnes des décombres de cet immeuble résidentiel de trois étages à Bhiwandi, près de Bombay. Les équipes, aidées de chiens renifleurs, ont aussi retiré 39 corps des débris de ciment et de briques de l'immeuble qui s'est effondré lundi avant l'aube, vers 03H40 (22H10 GMT dimanche), ont indiqué aux journalistes un porte-parole de la NDRF et les autorités locales.

"Cinq personnes restent disparues donc (...) les opérations se poursuivent", a déclaré le commandant de la NDRF Anupam Srivastava.

Un responsable de la municipalité de Thane, qui englobe Bhiwandi, a précisé qu'au moins huit enfants figuraient parmi les personnes décédées.

Les causes de l'accident n'étaient pas connues dans l'immédiat.

Les effondrements de bâtiments sont relativement courants en Inde entre juin et septembre, pendant la saison de la mousson, les précipitations intenses fragilisant parfois les structures. Mercredi, après de fortes précipitations pendant la nuit dans la région, de nombreux trains étaient retardés ou annulés à Bombay.

MIGRANTS

Le bateau d'une ONG chargé de migrants fait route vers Marseille

Le bateau Alan Kurdi de l'ONG allemande Sea-Eye, qui a sauvé 133 migrants en mer samedi, fait route vers le port de Marseille en France après avoir vu ses tentatives de rejoindre les côtes italiennes échouer, a annoncé l'ONG mercredi.

"L'inaction des autorités italiennes et allemandes nous contraint à cette mesure", a assuré le dirigeant de l'ONG, Gorden Isler, dans un communiqué.

Depuis mardi soir, l'Alan Kurdi fait donc route vers le port du sud de la France où il devait "comme prévu se rendre pour procéder à

un changement d'équipage et se préparer à une nouvelle intervention" en Méditerranée orientale, a précisé Sea-Eye, une ONG basée à Ratisbonne, en Bavière (Allemagne). Mardi matin, les garde-côtes italiens avaient évacué deux femmes, un homme et cinq enfants, dont un bébé de 5 mois, a indiqué Sea-Eye, qui ajoute sur Twitter que 125 personnes se trouvent encore à l'heure actuelle à bord. Sea-Eye explique que jusqu'à mardi soir, "aucun poste de commandement des opérations de sauvetage européen n'a pris en charge la coordination

pour les gens sauvés qui se trouvent sur le Alan Kurdi", les Italiens renvoyant notamment sur l'Allemagne, pays d'origine de l'ONG. Celle-ci a renouvelé mardi soir ses appels aux postes de commandement d'Italie, de Malte, d'Allemagne et de France ainsi qu'au ministère allemand des Affaires étrangères, "mais aucun n'a répondu", souligne Sea-Eye.

L'année 2020 est marquée par une recrudescence d'embarcations en Méditerranée centrale, route migratoire la plus meurtrière du monde pour les candidats à l'exil vers l'Europe, venus

pour l'essentiel de Libye et de la Tunisie voisine.

Entre début janvier et fin juillet, les tentatives de traversée au départ de la Libye ont augmenté de 91%, comparé à la même période l'an dernier, représentant 14.481 personnes ayant pris la mer.

Celles au départ de la Tunisie ont flambé, avec 10.174 personnes concernées, en augmentation de 462%. Plus de 300 migrants ont péri cette année en tentant la traversée, mais ce chiffre pourrait être en fait beaucoup plus élevé, estime l'Organisation internationale pour les migrations (IOM).

USA - MEXIQUE - DROITS HUMAINS

Enquête sur de présumées stérilisations forcées de Mexicaines aux USA

Le gouvernement mexicain a annoncé mardi avoir lancé une enquête pour déterminer si des Mexicaines ont stérilisées sans leur consentement dans un centre de rétention pour migrants aux Etats-Unis.

"Nous sommes déjà en contact avec six (Mexicaines) parmi celles qui auraient pu être sujettes à ce type de procédures (...) C'est quelque chose d'inacceptable que nous rejetons par avance", a déclaré mardi le ministre mexicain des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, lors de la conférence de presse quotidienne du président Andrés Manuel Lopez

Obrador. Le chef de la diplomatie a précisé qu'une "alerte consulaire" avait été émise aux Etats-Unis, après qu'une organisation de défense des migrants a dénoncé la semaine dernière de présumées stérilisations forcées dans un centre de rétention à Irwin, en Géorgie (sud). Le personnel consulaire mexicain est en train d'interroger ces six femmes pour obtenir davantage d'éléments et déterminer si elles ont pu être victimes de ce type d'abus, a ajouté le ministre. "Il faut que cela soit éclairci.

Dans tous les cas, si cela se confirme, c'est un sujet majeur et il ne faut pas seulement appli-

quer des sanctions, mais aussi prendre des mesures", a-t-il assuré. La semaine dernière, l'ONG Project South, dont le siège se trouve à Atlanta, en Géorgie, a rapporté qu'au moins 17 femmes avaient été stérilisées sans leur consentement ou sans obtenir l'information nécessaire. Les accusations s'appuieraient notamment sur le témoignage d'une infirmière qui travaillait dans le centre de rétention d'Irwin. Elue démocrate à la Chambre des représentants, Pramila Jayapal a réclamé une enquête aux Etats-Unis pour faire toute la lumière sur ces accusations.

S A N T É - A L G É R I E

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX À ANNABA

Réalisation de 80 interventions chirurgicales plastiques



Environ 80 chirurgies plastiques ont été réalisées au profit d'enfants présentant des brûlures et des cicatrices dans le cadre de conventions de jumelage entre le centre des brûlés de l'hôpital Ibn Sina relevant du centre hospitalo-universitaire de Annaba et de structures hospitalières spécialisées des wilayas de Souk Ahras et El Oued, depuis 2019, a indiqué mardi la cellule de communication du CHU de Annaba dans un communiqué.

Le même document a précisé, à ce propos qu'après un arrêt occasionné par la pandémie de Covid-19, le personnel médical spécialisé du service des grands brûlés et de chirurgie plastique du CHU de Annaba a repris les chirurgies plastiques programmées dans le cadre de cette convention.

Dans ce contexte, l'équipe médicale spécialisée du CHU de Annaba s'est rendue la semaine écoulée à l'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant de la wilaya d'El Oued et a réalisé 11 chirurgies plastiques et 13 consultations spécialisées au profit des enfants souffrant de cicatrices et autres traces de brûlures sur le corps, a souligné le même communiqué.

Le programme de jumelage, exécuté par un personnel médical spécialisé dirigé par la Professeure Fadila Bouatou, vise à promouvoir la prise en charge des personnes gravement brûlées et présentant des cicatrices, en particulier les enfants, a-t-on noté.

Il vise également à rapprocher ce genre de prestations du citoyen en plus de contribuer à la formation des équipes médicales locales, a-t-on fait savoir.

Pour rappel, la même équipe médicale a effectué, l'année dernière, 69 chirurgies plastiques et 185 consultations médicales spécialisées au profit de patients de la wilaya de Souk Ahras, dans le cadre d'un accord de jumelage entre le service des grands brûlés du centre hospitalo-universitaire de la ville de Annaba et un établissement hospitalier spécialisé de Souk Ahras.

186 nouveaux cas, 121 guérisons et 9 décès

Cent quatre vingt six (186) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 121 guérisons et 9 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 50.400 dont 186 nouveaux cas, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1698 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 35.428, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 12 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 28 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 8 autres wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Par ailleurs, 25 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen "vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique", rappelant "l'obligation" du respect du confinement et du port du masque.



DÉVELOPPEMENT

Levée progressive du gel sur les projets du secteur de la santé

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a déclaré, mardi dans la wilaya de Mascara, que le Gouvernement vient de lever progressivement le gel des projets du secteur de la santé, de même qu'il insiste sur le rattrapage des délais des projets en cours de réalisation pour combler le déficit en la matière.

Le ministre, qui était lors de sa visite dans la wilaya en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane et le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, Yacine El Mehdi Oualid, dans la wilaya, a indiqué que le Gouvernement a procédé récemment au dégel progressif des projets du secteur de la santé gelés auparavant en raison des conditions économiques difficiles.

Il sera procédé au lancement des projets les plus pressants à l'exemple de ceux de l'hôpital pôle d'une capacité de 700 lits d'Alger et de l'hôpital des maladies cancéreuses de la wilaya de



Djelfa, qui seront suivis prochainement par d'autres projets, à savoir le projet de réalisation d'un hôpital de 120 lits dans la wilaya de Mascara, a-t-il fait savoir.

M. Benbouzid a indiqué que le gouvernement œuvre actuellement à rattraper le retard accusé dans certains projets en cours de réalisation dans certaines wilayas pour être livrés prochainement, à l'instar de l'hôpital de 240 lits dans la wilaya de Mostaganem, de même que l'hôpital spécialisé en orthopédie dans la ville de Bouhanifia dans la wilaya de Mascara, qui sera récep-

tionné prochainement pour assurer la couverture du déficit en matière de prise en charge des malades dans ce domaine. Le ministre a déclaré, lors de l'inspection du projet de réalisation de l'hôpital spécialisé en orthopédie à Bouhanifia, dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 90% et qui sera livré en décembre prochain, qu'il faut revoir dans l'orientation l'hôpital uniquement pour l'orthopédie, compte tenu de ses capacités de 120 lits, en plus d'autres spécialités en lien avec les maladies des os de manière à ce que ses services aient un

caractère régional qui doit profiter aux malades toute la région ouest du pays. Au nouveau service des urgences médico-chirurgicales de la ville de Mascara qui a ouvert ses portes à la fin du mois de juillet dernier, il a insisté sur l'importance de rapprocher les services de santé des citoyens en reconsidérant le travail dans les structures de santé de proximité, à l'exemple des salles de soins, des centres de santé et des polycliniques pour alléger la pression sur les hôpitaux, pour qu'ils prennent en charge de manière efficace les cas avec un plus grand soin. Le ministre a mis en garde, durant sa visite à l'unité des maladies infectieuses de ce même service, contre les négligences, mettant en garde contre le danger de la propagation du Coronavirus qui a connu une régression du nombre de cas atteints au niveau national et local, tout en appelant à exploiter cette période de baisse enregistrée actuellement pour la constitution du stock stratégique de différents matériels et la révision de l'organisation des diverses capacités.

INFRASTRUCTURES

Mostaganem : l'hôpital de 240 lits sera universitaire

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a annoncé, mardi à Mostaganem, que l'hôpital des 240 lits de Kharouba, au chef lieu de la wilaya, sera universitaire.

M. Benbouzid, qui était accompagné du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a souligné que "la wilaya de Mostaganem dispose d'une faculté de médecine et il est impensable que les étudiants en médecine se dirigent vers la wilaya d'Oran pour effectuer leurs stages pratiques, ajoutant qu'il y a un nouvel hôpital disposant d'équipements des plus modernes, limitrophe à cette structure pédagogique.

Abderrahmane Benbouzid a également indiqué que l'objectif de cette visite conjointe est que ce nouvel acquis de la santé, auquel trois nouveaux établissements sanitaires seront ajoutés (l'ancien hôpital de Mostaganem, l'établissement spécialisé en maternité et pédiatrie et

l'établissement hospitalier spécialisé en maladies mentales), devienne un pôle universitaire à dimension régionale offrant les services sanitaires dans toutes les spécialités. Le taux d'avancement de ce nouveau projet d'hôpital de 240 lits a atteint 98% et a coûté globalement près de 3 milliards de dinars, en plus de l'enveloppe budgétaire consacrée à son équipement en matériel médical, qui est de l'ordre de 1,25 milliard DA, selon les explications fournies par le responsable du secteur.

Cette structure sanitaire comprend de nombreux services et pavillons, dont un service de chirurgie comprenant 6 blocs chirurgicaux, un service de radiothérapie, un service de médecine légale et pavillon des urgences médico-chirurgicales doté d'une piste d'atterrissage pour hélicoptères pour les secours et qui sera utilisé dans les cas d'urgence absolue.

Concernant l'équipement du centre anti-cancer, le ministre a indiqué que des appareils modernes seront

acquis à travers le Fonds spécial cancer, appelant les autorités locales à poursuivre les travaux de génie civil pour l'achèvement du projet.

M. Benbouzid a indiqué que l'Algérie dispose actuellement de 50 accélérateurs (38 dans le secteur public et 12 dans le privé), ajoutant qu'un centre de lutte contre le cancer sera prochainement réalisé dans la wilaya de Djelfa, en plus des projets en cours de réalisation dans les wilayas de Chlef, Medea, Tiaret et Bejaïa, pour réduire la pression sur les centres d'Alger, Blida, El Oued, Bechar et Adrar et mettre un terme aux déplacements des malades et les rendez-vous de longue durée.

La délégation ministérielle a inspecté la faculté de médecine et le centre de simulation médicale, avant la signature de deux conventions dans le domaine de la formation médicale pratique et la recherche scientifique et technologique sur la pandémie du Covid-19.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

ETATS-UNIS

Le bilan atteint 200.000 morts

Les Etats-Unis ont enregistré mardi leur 200.000^{ème} décès attribué au Covid-19, selon l'université Johns Hopkins, le coronavirus continuant à tuer des centaines d'Américains chaque jour.

Le bilan de référence de l'université basée à Baltimore a affiché 200.005 décès mardi matin, sur 6,9 millions de cas recensés dans le pays, le plus durement touché dans le monde.

Une mortalité que plusieurs modèles avaient anticipée depuis le mois d'août.

Le "Covid sera la troisième cause de décès cette année aux Etats-Unis, plus que les accidents, les accidents vasculaires cérébraux et Alzheimer", a tweeté Tom Frieden, ancien directeur des Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC).

"Nous sous-estimons ce



virus à notre péril, et au péril de ceux que nos décisions affectent".

Seuls les cancers et les

maladies cardiovasculaires devraient tuer plus que le Covid-19 cette année dans le pays. Même si le bilan réel du

virus est sous-estimé en raison du manque de tests au début de la pandémie.

Sur les sept derniers jours, environ 5.300 personnes sont mortes du virus aux Etats-Unis, contre quelque 2.000 dans l'Union européenne, selon des données compilées à partir de sources officielles.

Rapporté à la population, le coronavirus tue chaque jour quatre fois plus en Amérique qu'en Europe.

Au moins 6.000 patients sont hospitalisés dans un service de réanimation, et 1.500 sous respirateur artificiel, selon le Covid Tracking Project.

FINLANDE

Des chiens renifleurs pour détecter le COVID-19

Quatre chiens renifleurs spécialement dressés ont démontré, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue mardi à l'aéroport international d'Helsinki-Vantaa, leur capacité à détecter le COVID-19 chez l'humain avant même l'apparition des symptômes de la maladie, dans le cadre d'un projet pilote qui doit commencer cette semaine.

Les chiens ont montré aux journalistes tout le processus de détection, qui consiste à donner des échantillons à renifler aux chiens pour leur permettre d'identifier les infections présumées au COVID-19. Lorsque les passagers arrivent au point d'échantillonnage de l'aéroport, ils pénètrent dans une zone spéciale où ils doivent frotter une lingette sur leur peau et la déposer dans un conteneur. Un chien et son maître attendent derrière un mur, où le chien renifle les prélèvements. L'ensemble de la procédure prend environ une minute. Si le résultat est positif, le passager sera dirigé vers un point d'information sanitaire pour y recevoir des instructions supplémentaires.

Pour les passagers, la participation à ce test est actuellement volontaire.

Les passagers et le personnel de l'aéroport peuvent tous demander à passer ce test, qui est sans effort et sans douleur, ont déclaré les responsables.

Les chiens sont par ailleurs capables de détecter le nouveau coronavirus à partir d'échantillons beaucoup plus petits que ceux demandés par les tests PCR habituels. Dans la pratique, on s'attend donc à ce qu'un chien soit capable d'identifier une infection de manière plus précise que les tests de laboratoire, a déclaré à ce sujet Anna Hielm-Bjorkman, vétérinaire de l'université d'Helsinki.

La phase expérimentale mise en place à l'aéroport d'Helsinki durera quatre mois.

Timo Aronkyy, adjoint au maire de Vantaa, a déclaré à la presse que les chiens commenceront officiellement leurs "activités" une fois que ce projet pilote aura fait ses preuves.

CHINE

La partie continentale signale dix nouveaux cas importés de Covid-19

La partie continentale de la Chine a signalé mardi dix nouveaux cas importés de COVID-19, portant le nombre total de cas importés à 2.758, a annoncé mercredi la Commission nationale de la santé.

Parmi les nouveaux cas importés, quatre ont été enregistrés au Guangdong, trois au Sichuan, un à Tianjin, un au Shandong et un au Henan, a indiqué la commission dans son rapport quotidien.

Sur l'ensemble des cas importés, 2.590 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 168 sont toujours hospitalisés, a précisé la commission.

Aucun décès n'a été rapporté parmi les cas importés.

Par ailleurs, aucun nouveau cas de COVID-19 transmis localement n'a été signalé mardi sur la partie continentale

de la Chine, selon la commission. Mardi en fin de journée, un total de 2.758 cas importés avaient été signalés sur la partie continentale.

Parmi eux, 2.590 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 168 sont toujours hospitalisés, dont trois dans un état grave. Aucun décès n'a été rapporté parmi les cas importés. A la date de mardi, le nombre total de cas confirmés de COVID-19 sur la partie continentale avait atteint 85.307, dont 168 patients sont toujours hospitalisés.

Au total, 80.505 personnes sont sorties de l'hôpital après leur rétablissement, et 4.634 sont décédées de la maladie sur la partie continentale de la Chine, a indiqué la commission. Aucun cas suspect de COVID-19 n'a été rapporté sur la partie continentale, alors qu'un total de 6.864 contacts étroits

étaient toujours en observation médicale, après la sortie de 277 personnes mardi, selon la commission.

Le même jour, 18 nouveaux cas asymptomatiques, tous importés, ont été recensés, et trois cas asymptomatiques ont été reclassés comme cas confirmés.

La commission a indiqué que 385 cas asymptomatiques, tous importés, étaient toujours en observation médicale. Selon le bilan établi mardi en fin de journée, 5.046 cas confirmés, dont 103 décès, avaient été recensés dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, ainsi que 46 cas confirmés dans la RAS de Macao et 509 cas, dont sept décès, à Taiwan.

Au total, 4.729 patients à Hong Kong, 46 à Macao et 479 à Taiwan sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement.

ESPAGNE

La quarantaine réduite à 10 jours pour les cas contact

Les autorités espagnoles ont réduit mardi la quarantaine à 10 jours au lieu de 14 pour les personnes en contact avec un cas confirmé de coronavirus, qui progresse dans le pays et en Europe.

"Aux contacts étroits, il est recommandé une surveillance et une quarantaine durant les 10 jours postérieurs au dernier contact avec un cas confirmé" de Covid-19, a annoncé le ministère de la Santé dans un communiqué. Rien ne

change pour les cas confirmés qui doivent s'isoler entre 10 et 14 jours, selon qu'ils soient asymptomatiques ou bénins, et selon les régions, compétentes en matière de santé.

Il s'agit d'un nouvel accord national entre l'Etat et les régions qui intervient sur fond de difficultés à faire respecter les isolements et alors que d'autres pays européens, dont la France, ont eux aussi abaissé la durée de la quarantaine. L'Autriche et la Slovaquie ont également

abaissé cette période à 10 jours, durée également en vigueur en Suisse, au Royaume-Uni et en Irlande.

D'autres pays européens, comme le Portugal et la Croatie, envisagent aussi de la réduire. Et comme la France, la Belgique a opté pour les 7 jours.

Mais l'Organisation mondiale de la Santé et des pays comme l'Italie, durement affectée, ont eux aussi raccourci leur recommandation d'une quarantaine de 14 jours. Le nouveau plan de

lutte espagnol prévoit aussi le déploiement des tests rapides antigéniques.

L'Espagne est l'un des pays européens les plus touchés par le coronavirus avec une seconde vague de cas depuis le milieu de l'été.

Le pays a enregistré mardi 241 décès dus au virus en 24 heures, un record depuis le début de la seconde vague, et 10.799 cas sur la même période, portant le total à 30.904 morts et 682.267 cas d'après le ministère de la Santé.

JAPON

Vers l'assouplissement de l'accès des ressortissants étrangers

Le Japon envisage d'assouplir à partir d'octobre les restrictions d'entrée sur son territoire liées à la pandémie, en autorisant l'accès des ressortissants étrangers pour un séjour supérieur à trois mois, ont rapporté mercredi des médias nippons.

Les touristes seraient exclus de ce dispositif et le nombre d'entrées quotidiennes serait limité à 1.000, précisent les médias, alors que le Japon cherche à redémarrer son économie mise à mal

par le coronavirus et se prépare à accueillir les Jeux olympiques de Tokyo, reportés à 2021.

Le Japon interdit actuellement l'entrée aux voyageurs en provenance de 159 pays, et n'accepte que sous de strictes conditions le retour de ses résidents étrangers en provenance de ces pays depuis début septembre.

L'archipel nippon a aussi de nouveau autorisé l'arrivée de voyageurs d'affaires en provenance de sept pays et

territoires dont la Thaïlande, le Vietnam et Taïwan.

Cette réouverture partielle des frontières n'a pas entraîné de nouveaux cas de coronavirus au Japon.

Aussi le gouvernement étudie-t-il désormais la possibilité de laisser entrer des voyageurs du monde entier en possession des visas adéquats, ont rapporté plusieurs médias dont le quotidien Asahi, en citant des sources officielles.

JAPON

Résultats cliniques positifs pour un médicament du japonais Fujifilm

Le groupe nippon Fujifilm a annoncé mercredi que son médicament Avigan, déjà autorisé pour des formes de grippe sévère, avait permis une réduction "statistiquement significative" du temps de guérison de patients atteints du nouveau coronavirus.

Sur 156 patients inclus dans un essai clinique de phase III mené au Japon, la durée médiane de convalescence a été de 11,9 jours pour ceux traités avec Avigan et de 14,7 jours pour ceux du groupe placebo, a détaillé le groupe dans un communiqué. La fin de convalescence dans l'essai était définie comme le moment où le coronavirus n'était plus détecté via des tests PCR, assorti d'une baisse des symptômes (niveaux de température, de saturation en oxygène, imagerie pulmonaire). L'essai clinique s'est concentré sur des patients atteints de pneumonies non sévères liées à la maladie Covid-19. Menée depuis mars et désormais achevée, l'étude clinique n'a pas mis à jour de nouveaux risques pour la santé liés à la prise d'Avigan, a précisé Fujifilm. Le groupe va désormais mener une "analyse détaillée des données" recueillies avec cet essai, et prévoit de déposer "dès octobre" une demande d'autorisation commerciale au Japon dans l'indication du nouveau coronavirus.

Le médicament oral Avigan (favipiravir) est autorisé depuis 2014 au Japon, mais uniquement pour traiter des cas sévères de grippe contre lesquels les médicaments standard s'avèrent inefficaces. Avigan est toutefois contre-indiqué pour les femmes enceintes, des études sur animaux ayant révélé qu'il affectait le développement du fœtus. Le gouvernement japonais avait beaucoup misé sur ce médicament il y a quelques mois. Il a notamment demandé à Fujifilm d'augmenter sa production et proposé de fournir des lots gratuits à divers pays demandeurs. Le Japon a déjà approuvé en mai le traitement Veklury (remdesivir) de l'américain Gilead, et s'est aussi assuré ces derniers mois la livraison de centaines de millions de doses de divers vaccins développés contre le Covid-19.

MAL AU DOS C'EST MÉCANIQUE OU INFLAMMATOIRE ?

Il n'est pas toujours facile de faire la différence entre les différents maux de dos. Mais il existe des signes qui ne trompent pas. Sonia Martinez Reygaza, kinésithérapeute et auteur de Soulager votre mal de dos sans médicaments, vous aide à comprendre l'origine de la douleur.

Un mal de dos mécanique est souvent lié à un effort ou à un traumatisme tandis que le mal de dos inflammatoire est, comme son nom l'indique, lié à une inflammation. Le premier arrive brusquement tandis que le second peut s'installer de façon chronique.

Cela étant dit, quels sont les signes qui vont vous permettre d'identifier précisément le mal de dos dont vous souffrez ? Kinésithérapeute et ostéopathe, auteur de Soulager votre mal de dos sans médicaments, c'est malin (éd. Leduc.s), Sonia Martinez Reygaza vous aide à mettre un nom sur votre douleur.

Vous souffrez d'un mal de dos mécanique st...

La douleur est apparue brusquement et qu'elle est vive et lancinante.

Vous pouvez lier l'apparition de la douleur avec une cause précise (un effort fort important, un faux mouvement, un traumatisme).

La douleur s'estompe avec le repos.

Vous ne souffrez pas la nuit.

Vous ne ressentez pas de raideurs matinales (ou alors elles disparaissent en moins de 30 minutes).

Les anti-inflammatoires ont peu d'effet sur la douleur.

Vous souffrez d'un mal de dos inflammatoire st...

La douleur apparaît progressivement et reste diffuse.

Vous ne pouvez pas associer l'apparition



de cette douleur à une cause précise.

La douleur ne s'estompe pas avec le repos.

La douleur apparaît aussi la nuit, allant jusqu'à vous réveiller.

La douleur est associée à des raideurs matinales qui peuvent durer plus d'une demi-heure.

Les anti-inflammatoires soulagent complètement la douleur.

Les principaux maux de dos mécaniques

• Le mal de dos mécanique le plus fréquent est sans nul doute la lombalgie aiguë (ce qu'on appelle fréquemment le lumbago). Comme son nom l'indique, il touche les 5 vertèbres lombaires situées dans le bas du dos.

• Si votre mal de dos touche plutôt le haut du dos, vous souffrez d'une cervical-

gie. Ce type de douleur est de plus en plus fréquent à cause du temps que nous passons courbés sur notre tablette ou notre smartphone. La douleur peut aussi s'accompagner de maux de tête ou de vertiges.

• La hernie discale est, elle aussi, un mal de dos mécanique. C'est une atteinte du petit coussin cartilagineux (de disque) situé entre les vertèbres. Celui-ci n'assure plus son rôle d'amortisseur, ce qui occasionne la douleur vive.

• La douleur de la sciatique est, quant à elle, provoquée par la compression des racines du nerf sciatique. Elle atteint souvent la fesse et la cuisse et peut s'étendre jusqu'au pied.

Les principaux maux de dos inflammatoires

• Le mal de dos inflammatoire le plus fréquent est aussi la lombalgie mais dans sa version chronique cette fois. Pour ce mal de dos, le repos absolu est contre-indiqué et il est conseillé de se forcer à bouger comme l'explique la campagne d'information de l'Assurance maladie.

• L'arthrite est une inflammation chronique des articulations qui entraîne la sécrétion de quinines, des substances qui détruisent petit à petit l'articulation. Elle occasionne des douleurs surtout au repos (notamment la nuit). Elle est parfois due à une maladie auto-immune appelée polyarthrite rhumatoïde. Pour une personne sur 20 souffrant d'un mal de dos, l'inflammation est la principale responsable. Découvrez ici quels sont les signaux qui doivent vous alerter.

POURQUOI LES FEMMES ONT MAL AU DOS PLUS TÔT QUE LES HOMMES

Les douleurs lombaires sont un mal que connaissent trop bien les femmes, et à un âge plus précoce que les hommes, pointe une étude britannique qui explique cette situation.

28 ans. C'est l'âge moyen auquel les femmes britanniques commencent à se plaindre de douleurs à la nuque et de maux de dos. Les hommes, eux, sont épargnés quelques années de plus, à en juger cette étude de la British Chiropractic Association (BCA). L'inconfort au niveau dorsal se ferait davantage ressentir vers l'âge de 32 ans.

TALONS, SAC À MAIN ET TÂCHES DOMESTIQUES EN CAUSE

Comment expliquer cette différenciation sexuée concernant le mal du dos, désigné communément

comme le mal du siècle ? Rishi Loatey, chiropraticienne et membre de la BCA, apporte une explication rationnelle à cette situation. "Les femmes peuvent souffrir de maux de dos en raison des chaussures qu'elles portent, des sacs à main, et aussi parce qu'elles dorment sur des matelas qui ne soutiennent pas assez leur dos. Sans compter l'impact des corvées ménagères et des tâches familiales comme celle de s'occuper des enfants". Soulever, porter des charges plus ou moins lourdes (sacs, courses, les enfants etc) figurerait parmi les causes les plus plausibles de ces douleurs lombaires et à la nuque en plus des mauvaises postures au travail ou pendant le sommeil.

Dans cette enquête qui a suivi 2 000 Britanniques, 22 % des femmes ont affirmé avoir mal au dos ainsi

qu'à la nuque tous les jours. Pire, 27 % des sondées ont dit ressentir ces douleurs de façon lancinante depuis dix ans !

COMMENT LIMITER L'INCONFORT ET PROTÉGER SON DOS

La British Chiropractic Association (BCA) prodigue quelques astuces pour limiter ces désagréments. Par exemple, penser à bien fléchir ses genoux au moment de se baisser pour prendre et soulever quelque chose ; prévoir quelques minutes de pause et de récupération pour détendre le dos et la nuque toutes les 20 à 30 minutes pendant la réalisation de tâches physiques ; penser à se tenir le dos bien droit en position assise en serrant les abdos et en ancrant bien ses pieds dans le sol. Une piqûre de rapel valable aussi pour ces messieurs.



LES 10 CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES DU MAL DE DOS

Le mal de dos touchera 8 personnes sur 10 au cours de leur vie. Mais ce n'est pas une fatalité. Si certaines causes sont organiques et difficiles à prévoir, il suffit parfois de modifier quelques habitudes pour éviter les douleurs autour de la colonne vertébrale.

4 compléments alimentaires anti mal de dos

Certains compléments alimentaires peuvent ponctuellement aider à ne plus avoir mal au dos. Sonia Martinez Reygaza, kinésithérapeute et ostéopathe, vous dit lesquels choisir pour un bon fonctionnement des muscles et des articulations.

LA VITAMINE D CONTRE LES RAIDEURS MATINALES

Vous avez des douleurs dans les os et les muscles et vos articulations sont devenues plus raides les matin au réveil ? Vous souffrez peut-être d'une carence en vitamine D. Rien d'étonnant puisque selon l'Académie nationale de médecine, 80 % de la population serait carencée ou au moins déficiente en vitamine D. Demandez donc à votre médecin de faire un dosage sanguin et de vous prescrire le bon dosage de vitamine D.

LE MAGNÉSIMUM CONTRE LA FATIGUE MUSCULAIRE

Le mal de dos peut être aussi le signe d'une carence en magnésium puisque c'est lui qui assure la bonne contraction (et décontraction) des muscles. En cas de carence, cela entraîne une plus grande fatigue des muscles, à l'origine de douleurs. Par ailleurs, le magnésium facilite la lutte contre le stress et aide à mieux dormir : deux facteurs importants pour éviter les maux de dos.

La recette de la kiné pour faire le plein de magnésium. Versez 3 à 4 poignées de sel d'Epsom (ou sulfate de magnésium) dans l'eau du bain. Une paillardise délicate efficace pour lutter contre les douleurs articulaires et musculaires.

LE SILICIUM ORGANIQUE, BON POUR LES OS

Ce minéral est très présent dans les os, le cartilage, la peau. Mais avec l'âge, ses réserves s'épuisent et l'alimentation, même équilibrée, en apporte peu. Résultat : le cartilage a du mal à se régénérer, provoquant des problèmes d'arthrose, et le reminéralisation des os se fait moins bien* souligne Sonia Martinez Reygaza dans son livre. Soulager votre dos sans médicaments. Pour une complémentaction, choisir la forme organique du silicium, mieux assimilée par l'organisme. Il existe sous forme buvable ou en gel à appliquer sur les zones douloureuses.

LA CHONDROÏTINE POUR LA SOUFFRANCE

La fonction de ce composé du cartilage est de retenir l'eau, ce qui permet au cartilage de garder sa souplesse. La chondroïtine aurait également un effet anti-inflammatoire. La prise de chondroïtine sous forme de complément alimentaire permettrait donc de prévenir la dégénérescence du cartilage. "Tout est au conditionnel car les résultats semblent dépendre de la préparation choisie" prévient la kinésithérapeute.

* Le bon dosage : 1200 mg par jour en 2 ou 3 prises avec une efficacité qui ne se manifeste pas avant 4 à 8 semaines. A noter que la prise de chondroïtine associée à celle de glucosamine serait plus efficace.

"Le mal de dos, comme on dit couramment, on l'a tous expérimenté. Subitement, il nous plie en deux, nous fait crispier les muscles le long de la colonne vertébrale, entre les deux omoplates ou plus bas, semblant bloquer les reins, et la douleur lance parfois jusque dans la cuisse. Il y a peu de chances que l'on y échappe : plus de 4 personnes sur 5, des deux sexes et de tout âge, en souffriront un jour au cours de leur vie, prévient l'Assurance maladie. Médicalement parlant, le mal de dos n'est pas une maladie mais un symptôme.

D'où la nécessité de consulter, et en priorité un médecin. Toute douleur étant un signal d'alarme, il peut ainsi être le signe secondaire d'une pathologie plus grave. Dans 97 % des cas, heureusement, la lombalgie, la sciatique ou la cervicalgie ont pour cause une mauvaise position, un port de charges trop lourdes, la pratique d'un sport inadapté ou, encore plus fréquemment, la sédentarité. L'hyper sédentarité du mode de vie moderne est en effet une pièce du puzzle qui contribue à la progression galopante du mal de dos : la lombalgie est aujourd'hui la première cause d'inaptitude professionnelle avant 45 ans et la troisième cause d'invalidité. Si la sédentarité est en partie responsable, c'est donc dans le mouvement et l'activité physique que se trouve la solution : Le traitement, c'est le mouvement !, selon le slogan de l'Assurance maladie. Retour, dans ce diaporama, sur les principales causes du mal de dos.

Voici les 10 principales causes du mal de dos :

1/10 - La sédentarité.

Beaucoup de personnes travaillent assises toute la journée, rentrent du travail en voiture et... se posent devant la télévision. Or le corps a besoin de bouger pour fonctionner correctement. Il n'est pas conçu pour rester assis des heures du jour. Si votre métier vous y oblige, pensez à faire des pauses toutes les heures pour aller marcher quelques minutes. Marcher ou pédaler pour aller travailler sont aussi de bons moyens de s'activer sans en avoir l'air.

2/10 - Une mauvaise position assise.

Non seulement nous passons de plus en plus de temps assis, mais en plus, nous ne sommes pas forcément dans une position adéquate. Devant un ordinateur, pliez vos bras à 90° de manière à les faire reposer sur



le bureau. Positionnez votre écran à 70 cm environ de vous, légèrement plus bas que la hauteur de vos yeux. Attention aux canapés et aux positions farfelues qui peuvent reposer un temps mais mettent votre dos à rude épreuve. Découvrez les 6 postures à adopter au quotidien

3/10 - Le stress.

Il est rarement à l'origine même du mal de dos, mais il peut très vite l'augmenter. Les personnes stressées ou anxieuses ont tendance à se tendre, et cela se ressent sur les muscles, davantage sollicités. Le dos accumule les tensions et les émotions négatives, et des douleurs à la clé. La relaxation, associée à la recherche de la cause du mal de dos, peut améliorer les symptômes. Découvrez la pleine conscience pour soulager le mal de dos

4/10 - Une surcharge pondérale.

C'est mathématique : plus de poids égale plus de charge pour votre dos, en permanence. Plus de kilos à soutenir, plus d'efforts pour rester dans la bonne position, et donc davantage tendance à rester assis. Le trio diabolique pour votre dos. Le surpoids et l'obésité peuvent vite le malmenager. Gardez un œil sur votre ligne : votre colonne vertébrale vous remerciera.

5/10 - Les chutes et traumatismes.

Qu'ils aient lieu dans l'enfance ou à l'âge adulte, les traumatismes peuvent laisser des traces sur la santé de votre dos. Chutes, blessures ou mouvements inadéquats, au mouve-

mentaire peut garder des séquelles. Le plus souvent, votre corps pourra compenser quelques années en s'adaptant à un autre schéma corporel, mais il vous le fera souvent sentir bien plus tard, lorsque les compensations deviendront trop lourdes.

6/10 - Le port de charges trop lourdes.

C'est le cas typique du lumbago : un mouvement brusque, un sac de courses trop lourd, et vous voilà coincé pour quelques jours. Dans certains cas, la douleur ne vous empêche pas de bouger, on parle alors plus volontiers de lombalgie. Qu'elle soit due à un faux mouvement ou à la répétition de petits mouvements inadaptés, elle passe généralement en dix à quinze jours. Pensez à vous protéger en gagnant les abdominaux lorsque vous soulevez une charge lourde. Mieux vaut également plier les jambes que courber le dos. Découvrez ici les bons réflexes contre le mal de dos

7/10 - Une mauvaise literie.

Nous passons un tiers de notre vie au lit, une bonne raison pour bien la choisir. Si elle est trop vieille ou ne correspond pas à votre morphologie, votre literie peut vous mener la vie dure, avec des douleurs pendant la nuit ou au réveil. Elle peut aussi aggraver un mal de dos déjà présent. Pensez à changer de matelas tous les dix ans. Si vous dormez à deux, optez pour un sommier en deux parties, voire pour deux matelas séparés. Découvrez Couette, matelas, oreiller : comment les choisir ?

8/10 - Les sports à contraintes.

Le sport est généralement bon pour le dos car il renforce les muscles et entretient la mobilité. Mais pratiqué à haute dose, il peut être traumatisant. La course à pied par exemple, induit des chocs importants pour la colonne et les articulations. Certains sports sollicitent également le dos de manière intensive : l'équitation, la gymnastique. Enfin, les sports de combats ou le rugby peuvent entraîner des traumatismes dus aux nombreuses chutes.

9/10 - Avoir un mauvais appui sur les pieds.

Les pieds supportent le poids de tout le corps. S'il est mal réparti, par exemple plus d'un côté que de l'autre, c'est le dos qui souffre. La colonne vertébrale va en effet compenser un mauvais appui en modifiant légèrement la position. A la longue, cette compensation peut entraîner des douleurs. Pensez à vous réajuster, un podologue peut être d'une grande aide en réadaptant votre position. Découvrez Les postures pour un dos solide

10/10 - La grossesse.

Elle est particulièrement propice à l'apparition de maux de dos. Plusieurs explications à cela. Les hormones ont tendance à assouplir les articulations, qui tiennent alors moins le bassin. Le volume du ventre change aussi la posture, ce qui peut solliciter des muscles différemment et les étirer. Enfin, la prise de poids joue bien évidemment sur le dos qui est mis à rude épreuve.

PRÉSIDENTIELLE EN CÔTE D'IVOIRE Un autre candidat appelle à la désobéissance

L'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, 67 ans, candidat d'opposition à la présidentielle du 31 octobre, a affirmé souscrire à l'appel à la désobéissance civile lancée dimanche par un autre candidat, l'ancien président Henri Konan Bédié.

Entouré par plusieurs membres de l'opposition, M. Bédié avait lancé son appel après la décision du Conseil constitutionnel de valider la candidature à un troisième mandat controversé du président Alassane

Ouattara et de rejeter 40 des 44 candidatures, dont celles de l'ex-président Laurent Gbagbo et de l'ex-chef rebelle et Premier ministre Guillaume Soro.

"A cause de la dictature d'Alassane Ouattara, je souscris entièrement et totalement à la désobéissance prônée par le président Henri Konan Bédié et l'ensemble des forces politiques et sociales ivoiriennes", a affirmé M. Affi N'Guessan, ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo, avec qui il entretient des relations conflictuelles depuis quelques années. "Au nom du FPI, je lance un appel à (...) tous les Ivoiriens épris de paix, de liberté, de démocratie de se tenir prêts pour traduire en actes concrets les mots d'ordre qui seront adressés dans les prochains jours", a poursuivi M. Affi N'Guessan, arrivé deuxième lors de la présidentielle en 2015, avec 9,29% des voix.

Pascal Affi N'Guessan est légalement le président du Front populaire ivoirien (FPI) fondé par Laurent Gbagbo, mais il est contesté par les fidèles de ce dernier, les "Gor" (Gbagbo ou rien) qui ne le reconnaissent pas comme dirigeant.

"C'est notre tir groupé à nous tous, opposition, qui renforcera notre démarche. Si l'on est ensemble tous assis pour discuter et agir, alors on va y arriver", a-t-il ajouté, écartant toute idée de boycott du scrutin présidentiel. "Je serai à l'élection", a assuré M. Affi N'Guessan, qui veut lutter pour "une élection juste et transparente". Le parti au pouvoir a de son côté vivement réagi mardi aux propos de l'opposition, notamment de M. Bédié. "Nous ne pouvons pas accepter" que l'opposition "se permette d'agresser le président Ouattara", a déclaré Adama Bictogo, le directeur exécutif du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), devant des responsables de ce parti.

Le porte-parole du RHDP, Kobenan Kouassi Adjoumani, a lui exprimé sa "vive indignation face aux dérives de l'opposition", condamnant les "propos irresponsables" et les "discours incendiaires" de M. Bédié.

"C'est un aveu d'impuissance de l'opposition qui a peur des élections", a-t-il jugé. Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara, 78 ans, avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août, après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. La Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels, mais le Conseil constitutionnel a estimé que l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution en 2016 avait remis les compteurs à zéro, ce que conteste farouchement l'opposition.

Des violences, dans le sillage de l'annonce de la candidature du président Ouattara, ont fait une quinzaine de morts en août. La crainte de violences meurtrières est forte dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, dix ans après la crise post-électorale née de la présidentielle de 2010 qui avait fait 3.000 morts.

ONU-AFRIQUE

Cyril Ramaphosa : "l'Afrique doit être mieux représentée au Conseil de sécurité"

L'Afrique doit être mieux représentée au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, dont "la composition actuelle ne reflète pas le monde dans lequel nous vivons", a plaidé mardi le président sud-africain Cyril Ramaphosa lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

"L'Afrique du Sud siège actuellement, pour la deuxième année, comme membre non-permanent", a rappelé, via un message audiovisuel filmé dans son pays, M. Ramaphosa, qui assure aussi actuellement la présidence tournante de l'Union africaine (UA).

Le Conseil de sécurité compte cinq membres permanents, héritage de la Seconde guerre mondiale (Chine, USA, Grande-Bretagne, France et Russie), et dix autres membres assurant une rotation et qui sont élus pour des mandats de deux ans. "Alors que l'ONU fête son 75ème anniversaire, nous réitérons notre appel à une meilleure représentation des pays africains au Conseil de sécurité et que cela soit examiné avec urgence lors des négociations intergouvernementales", a déclaré M. Ramaphosa. "C'est seulement grâce à un Conseil de sécurité réformé et inclusif que nous pourrions collectivement résoudre certains des conflits les plus anciens", a-t-il ajouté. Evoquant les conséquences



de la pandémie de coronavirus sur les économies africaines, il a plaidé pour "la suspension du paiement des intérêts de la dette publique et extérieure de l'Afrique".

La pandémie retarde les projets de développement de

"l'Afrique car il a fallu allouer à la lutte contre le coronavirus des budgets initialement destinés "au logement, la santé, l'eau, l'hygiène publique, l'éducation". "Nous devons affronter la pourriture de la corruption qui prive nos populations des opportunités et des services qui sont leur droit", a rappelé celui qui a été élu en Afrique du Sud notamment autour de cette promesse.

Ce proche de Nelson Mandela a évoqué aussi le mouvement #Blacklivesmatter qui aura marqué l'année 2020. Venant d'un pays "qui connaît trop bien le supplice d'un racisme institutionnalisé", le président sud-africain a appelé à une "action rapide" contre le racisme, "qu'il soit commis par des individus, des sociétés, des responsables ou des Etats".

CRISE AU MALI

L'Algérie prend acte de la désignation de Bah Ndaw comme président de la transition au Mali

L'Algérie, chef de file la médiation internationale au Mali, a déclaré mardi "prendre acte" de la désignation de M. Bah Ndaw comme président de la transition au Mali et du Colonel Assimi Goïta comme vice-président, réitérant "son engagement à accompagner le Mali durant cette période difficile". "L'Algérie prend acte de la désignation de M. Bah Ndaw comme président de la transition au Mali et du Colonel Assimi Goïta comme vice-président", indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Et d'ajouter "l'Algérie attend avec intérêt la mise en œuvre du reste des institutions de la transition en vue de

permettre une conduite apaisée et calme de la période de transition vers l'organisation d'élections qui acteront le retour à l'ordre constitutionnel au Mali frère et voisin". Rappelant "les importants efforts" déployés par l'Algérie pour "la stabilisation du Mali à travers la conclusion, en 2015, de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger et pour la préservation de la stabilité de ce pays durant les derniers mois", le ministère des Affaires étrangères souligne que "l'Algérie continuera de suivre de près l'évolution de la situation au Mali". L'Algérie se "félicite de l'attachement de l'ensemble des parties

maliennes à la mise en œuvre effective de l'accord d'Alger et réitère son engagement, en sa qualité de chef de file de la médiation internationale et président du Comité de suivi de mise en œuvre de l'accord (CSA), à tout entreprendre pour poursuivre la mise en œuvre de l'accord en tant que seule voie à même de permettre au Mali de préserver durablement sa stabilité et de relever les défis multiples auxquels il fait face", relève le ministère des Affaires étrangères. Elle "réitère, enfin, son engagement pour accompagner le Mali durant cette période difficile et réaffirme sa solidarité indéfectible en direction du peuple malien frère".

Paris salue la désignation d'un président de la transition

La désignation par la junte d'un ex-officier pour gérer la transition vers un régime civil au Mali après le coup d'Etat militaire du 18 août est une "étape encourageante", a estimé mardi le gouvernement français. Le comité mis en place par la junte a désigné lundi comme président de la transition un officier à la retraite, le colonel-major Bah Ndaw, 70 ans, ex-ministre de la Défense du président déchu Ibrahim Boubacar Keïta. Le chef de la junte au Mali, le colonel Assimi Goïta, a quant à lui été désigné vice-président, investi d'importantes prérogatives en matière de sécurité. "Nous prenons acte de ces premières nominations qui représentent une première étape encourageante dans le processus de transition au Mali, qui doit mener à la tenue d'élections d'autorités légitimes. D'autres nominations sont attendues et des consultations sont en cours avec les partenaires africains et européens pour en évaluer la portée", selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"La France est disposée à accompagner et appuyer la transition civile au Mali qui se dessinera dans les conditions fixées par la

Cédéao (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest)", conclut le Quai d'Orsay. La Cédéao, qui a imposé des sanctions au Mali deux jours après le putsch du 18 août contre M. Keïta, ne s'est pas encore exprimée publiquement sur le choix de Bah Ndaw.

Le colonel Goïta a enjoint mardi la Cédéao de lever ses sanctions. Il par ailleurs appelé à "l'union sacrée autour du Mali", exhortant ses compatriotes à soutenir les forces nationales et internationales (force française Barkhane, onusienne Minusma, européenne Takuba) contre les groupes terroristes.

Le président français Emmanuel Macron a réagi indirectement, en appelant les nouveaux maîtres de Bamako à "mettre le Mali sur la voie irréversible du retour à un pouvoir civil et l'organisation d'élections rapides". "La France, comme ses partenaires africains en particulier, ne pourra rester engagée qu'à cette condition", a-t-il prévenu dans son allocution vidéo mardi à l'Assemblée générale des Nations unies, alors que plus de 5.000 militaires français sont actuellement déployés au Sahel pour lutter contre les groupes terroristes.

Un grand rassemblement pour contester la présence française dans le pays

Le mouvement "France dégage!" a annoncé organiser mardi un grand rassemblement contre

la présence française au Mali, qui commémore le soixantième anniversaire de son indépendance,

rappellent des médias locaux. Le mouvement, présidé par M. Adama Ben Diarra, a annoncé avoir prévu un grand rassemblement patriotique "afin non seulement de protester contre la politique française mais surtout, de demander à la France, de déguerpir du pays", selon les mêmes sources. "Le Mali aura soixante ans d'indépendance ce mardi 22 septembre et notre Nation, demeure toujours rongé par la misère et la guerre. Pour les territoires coloniaux, Il ne saurait pas être question du self-gouvernement même dans un futur lointain et la France poursuivra cette politique de refus avec détermination", déplore le mou-

vement, indiquant que, "pendant des années, la France ne cesse d'envahir et d'occuper les territoires du Mali, en violant les grands principes qui conditionnent les relations entre les Etats". La présence des forces étrangères dans la région du Sahel, dont la force française Barkhane, est de plus en plus contestée et fait face à un rejet grandissant chez les habitants du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Au Mali, ils sont de plus en plus nombreux à demander le départ des soldats de l'opération Barkhane, émettant le doute sur l'utilité de ces troupes déployées au nom de la lutte antiterroriste et de la protection des civils.

BURKINA FASO-BÉNIN

Le Bénin et le Burkina Faso se dotent d'un accord-cadre sur leur coopération transfrontalière

Les autorités politiques du Bénin et du Burkina Faso se sont dotées mardi à Cotonou d'un accord-cadre sur leur coopération transfrontalière en vue d'éviter les tensions au niveau des populations de part et d'autre de la ligne frontalière, selon des médias locaux. Le document de cet accord-cadre, validé le même jour dans la capitale économique béninoise par les experts du Bénin et du Burkina Faso, sera soumis dans les tous prochains jours à la signature des plénipotentiaires des deux pays. Pour Marcel Baglo, directeur général de l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (Abegief), ce document devrait permettre de corriger certains dysfonctionnements liés à la coopération transfrontalière et qui s'articulent autour de l'absence de cadre légal régissant la coopération administrative transfrontalière dans les deux pays, l'insuffisance des actions de communication et de mobilisation des acteurs autour de la gestion des questions transfrontalières et enfin l'insécurité ainsi que les conflits dans les zones transfrontalières.

CHINE-ETATS UNIS

La Chine rejette les accusations dénuées de fondement des Etats-Unis

La Chine rejette et s'oppose fermement aux accusations dénuées de fondement lancées par les Etats-Unis lors du débat général de l'Assemblée générale de l'ONU, et exercera son droit de réponse conformément aux règles de l'Assemblée pour énoncer sa position solennelle, a déclaré mardi le représentant permanent de Chine à l'ONU, Zhang Jun.

"Les cris d'orfraie des Etats-Unis ne sont pas compatibles avec l'atmosphère de l'Assemblée générale", a indiqué M. Zhang. "A un moment où la communauté internationale s'efforce de combattre le COVID-19, les Etats-Unis propagent des virus politiques. Alors que la communauté internationale a le plus besoin de solidarité et de coopération, Washington abuse actuellement de la plateforme onusienne pour provoquer la confrontation et créer la division.

Alors que la communauté internationale a besoin d'une ONU forte, Washington est en



train de l'affaiblir, de même que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres agences onusiennes, tout en minant l'autorité et l'efficacité des Nations Unies", a-t-il précisé. "Au cours des deux dernières jour nées, plus de 120 dirigeants, le président de l'Assemblée générale et le secrétaire général de l'ONU ont prononcé des discours dans l'auguste salle de l'Assemblée générale. La majorité écrasante des pays ont appelé à des efforts pour soutenir le multilatéralisme, consolider la solidarité et la coopération, et relever ensemble les défis mondiaux", a-t-il noté.

USA - BUDGET

Accord au Congrès américain pour éviter un "shutdown"

La présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a annoncé mardi être parvenue à un accord budgétaire avec la Maison Blanche et les républicains portant jusqu'en décembre pour éviter l'assèchement soudain des financements du gouvernement américain le 30 septembre, qualifié de "shutdown".

Le Congrès, à majorité démocrate, devrait voter dans la soirée sur le texte, qui prolonge le budget jusqu'au 11 décembre et devra ensuite être adopté par le Sénat puis promulgué par le président Donald Trump pour entrer en vigueur.

"Nous sommes parvenus à un accord avec les républicains" du Congrès ainsi que le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin "pour ajouter près de huit milliards de dollars en aide alimentaire indispensable pour les écoliers et les familles qui ont faim", a écrit Nancy Pelosi dans un communiqué. "Afin d'aider les millions de familles qui ont du mal à se nourrir pendant la pandémie de Covid-19, qui a fait 200.000 morts aux Etats-Unis, le texte prolonge un programme aidant

ceux dont les enfants reçoivent d'ordinaire des repas gratuits ou moins chers à l'école, alors que de nombreuses écoles américaines restent fermées.

Les républicains avaient rejeté leur première proposition de texte avant même un vote, en affirmant qu'elle ignorait les besoins des agriculteurs. Des démocrates modérés s'étaient aussi indignés de l'absence d'une aide aux agriculteurs. En pleine campagne pour les élections parlementaires, ce point était crucial. Le nouveau texte inclut des fonds pour les agriculteurs, mais avec une "surveillance accrue" pour s'assurer que ces financements ne soient pas "mal employés", a affirmé Nancy Pelosi.

Dans un Congrès profondément divisé,



l'approche de l'élection présidentielle du 3 novembre rendait peu probable que républicains et démocrates parviennent à un vaste accord sur un nouveau budget 2021 avant la fin de l'année fiscale, fixée au 30 septembre aux Etats-Unis. Cet accord temporaire repousse les âpres négociations, jusqu'à la date limite du 11 décembre.

BULGARIE

Des manifestations anti-corruption marquent la fête de l'Indépendance

Environ 10.000 manifestants se sont rassemblés mardi à Sofia mardi, fête de l'Indépendance bulgare, pour réclamer "une indépendance par rapport à la mafia" et exiger la démission du gouvernement qu'ils accusent de liens avec l'oligarchie, selon des correspondants de presse. Des manifestations antigouvernementales ont par ailleurs rassemblé des milliers de protestataires dans plusieurs villes de province. A Veliko Tarnovo (centre), haut lieu des célébrations, le discours de la présidente du parlement Tsveta Karayantcheva a été accompagné de cris "Démission!", a annoncé la radio publique. "Démission!", "Mafia", scandaient les manifestants à Sofia dont beaucoup de jeunes, faisant un bruit assourdissant aux vouvouzélas devant le siège du gouvernement. Des pétards et des bouteilles étaient jetés sur trois cordons de policiers munis



de gilets anti-balles, armés de matraques et de boucliers, protégeant le bâtiment historique du parlement, qui ont repoussé des manifestants à plusieurs reprises. Le défilé a bloqué pendant des heures plusieurs carrefours en centre-ville.

Des manifestations quotidiennes contre la corruption se tiennent à Sofia depuis deux mois et demi, rassemblant des protestataires de différents

milieux et de toutes tendances politiques, qui réclament "une vie conforme aux normes européennes". Pays le plus pauvre de l'Union européenne, la Bulgarie en est aussi le membre le plus corrompu, selon les indices de perception de la corruption de l'ONG Transparency International.

La manifestation de mardi était qualifiée par les organisateurs de "troisième journée de la Grande Insurrection po-

pulaire". La première journée, le 2 septembre, a été marquée par des violences qui ont fait près de 200 blessés, policiers et manifestants. Au pouvoir depuis presque dix ans, le Premier ministre de centre-droit Boïko Borissov dont le mandat expire en mars prochain refuse de démissionner "au nom de la stabilité du pays" dans le contexte de la crise liée au Covid-19.

Il reproche aux protestataires de manquer de projet politique alternatif. "C'est par le dialogue et pas par la confrontation qu'on parvient à la réussite", a écrit mardi sur sa page Facebook M. Borissov qui évite dernièrement de paraître en public. Le président Roumen Radev proche de l'opposition socialiste a pour sa part félicité à l'occasion de la fête "les citoyens éveillés qui mettent en cause depuis plus de deux mois l'a dégradation morale et les dépendances" du pouvoir.

BÉLARUS

Loukachenko a prêté serment en secret pour un 6^e mandat présidentiel

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, confronté à un mouvement de contestation post-électorale sans précédent, a prêté serment mercredi pour un sixième mandat, a indiqué l'agence étatique Belta à l'issue d'une cérémonie tenue secrète.

"Alexandre Loukachenko a prononcé le serment en langue biélorusse, après quoi il a signé l'acte de prestation de serment puis, la présidente de la Commission électorale (...) lui a remis le certificat de président de la république du Biélorus", a indiqué Belta. Dans la matinée, les médias indépendants biélorusses et les plateformes de l'opposition avaient spéculé sur une telle cérémonie en catimini, le cortège présidentiel ayant défilé dans la rue à toute vitesse, l'artère principale de Minsk ayant été fermée au public et les forces de l'ordre ayant été déployées en nombre autour de la présidence.

Selon l'agence Belta, le président Loukachenko a lui fait état de sa "fierté" dans son discours inaugural devant de hauts responsables triés sur le volet. "Nous n'avons pas seulement élu un président, nous avons défendu nos valeurs, la vie dans la paix, la souveraineté et l'indépendance" du pays, a-t-il dit. M. Loukachenko est confronté depuis la présidentielle du 9 août à une contestation inédite, des dizaines de milliers de personnes sortant notamment dans la rue chaque dimanche à Minsk pour dénoncer sa réélection jugée frauduleuse, et cela malgré la répression du mouvement. Les premiers jours, les manifestations ont été réprimées très violemment et des milliers de personnes ont été arrêtées. Les figures de l'opposition ont été soit incarcérées soit contraintes à l'exil ces dernières semaines, comme la candidate Svetlana Tikhanovskaïa, une novice en politique, qui a galvanisé les foules durant la campagne électorale et revendiqué la victoire au scrutin. M. Loukachenko, qui accuse les Occidentaux d'avoir fomenté la protestation, a promis une vague réforme constitutionnelle pour répondre à cette crise politique mais il a exclu tout dialogue avec les détracteurs du régime qu'il pilote depuis 1994.

PRIX NOBEL

La cérémonie physique de remise des Nobel à Stockholm annulée

La cérémonie physique de remise des prix Nobel du 10 décembre à Stockholm est annulée, une première depuis 1944 provoquée par la pandémie de Covid-19, a annoncé mardi la fondation Nobel. Une cérémonie télévisée est néanmoins prévue, en l'absence des lauréats qui recevront leur prix à distance. Le nom des lauréats des différents prix (Médecine, Physique, Chimie, Littérature, Paix et Economie) seront eux bel et bien annoncés aux dates prévues, entre les 5 et 12 octobre, depuis Stockholm et Oslo.

Une petite cérémonie de remise du prix de la Paix est elle prévue à Oslo le 10 décembre, mais dans un format très réduit, avait annoncé un peu plus tôt le directeur de l'Institut Nobel norvégien. A Stockholm, tous les 10 décembre - date anniversaire de la mort du créateur des prix suédois Alfred Nobel - sont remis les prix décernés par les comités suédois: Médecine, Physique, Chimie, Littérature, auxquels s'ajoute le prix d'Economie de création plus récente. "La dernière fois qu'il n'y a pas eu de cérémonie à Stockholm, c'était en 1944", durant la Seconde Guerre mondiale, a expliqué Gustav Kallstrand, l'historien de la Fondation Nobel, cité par l'AFP. "Même s'il y aura tout de même une cérémonie numérique cette année", a-t-il souligné. Durant la Seconde Guerre Mondiale, plusieurs prix n'avaient été ni remis ni attribués, même si la Suède n'avait pas participé au conflit. Les prix de 1944 avaient eux été remis rétroactivement en 1945. En 1940, 1941 et 1942, aucun prix ni aucune cérémonie n'ont eu lieu. Cette année, "l'idée est que les médailles et les diplômes soient remis aux lauréats de façon sûre dans leurs pays de résidence, très probablement avec l'aide d'ambassades et des universités des lauréats", a expliqué la Fondation. L'organisation qui chapeaute les Nobel avait déjà annoncé en juillet l'annulation du grand banquet qui suit la cérémonie à l'Hôtel de ville de Stockholm, une première depuis une annulation en 1956 due à un incident diplomatique lié à l'insurrection de Budapest.

ALGÉRIE - FRANCE - MÉDIAS

Le ministère de la communication dépose une plainte contre la chaîne française M6

Une plainte a été déposée mercredi par le ministère de la communication contre la chaîne française M6 pour le tournage "sans accréditation" de l'émission "Enquête exclusive", a-t-on appris auprès du ministère.

"Le ministère de la communication a déposé ce mercredi une plainte pour le tournage de l'émission en Algérie, sans l'accréditation prévue par la législation en vigueur contre la chaîne française M6 qui a diffusé dimanche dernier un documentaire sur l'Algérie", a précisé à l'APS la même source.

La chaîne française, rappelle-t-on, a diffusé dimanche soir un documentaire dans son émission "Enquête exclusive", intitulé "Algérie, le pays de toutes les révoltes", dans lequel, M6 a porté un "regard biaisé" sur le Hirak.

A cet effet, le ministère avait précisé lundi que "ce précédent nous conduit à décider de ne plus autoriser M6 à opérer en Algérie, sous quelle que forme que ce soit", rappelant que la rédaction de la chaîne française avait introduit, le 6 mars 2020, une demande d'accréditation de presse pour les membres de l'équipe de l'émission "Enquête Exclusive", en vue du tournage d'un documentaire sur "la valorisation de l'essor économique et touristique de la ville d'Oran, ainsi que le multiculturalisme qui fait la richesse de notre pays". "Cette



demande a reçu une suite défavorable des services des ministères de la Communication et des Affaires étrangères", a-t-il souligné, relevant qu'au final, "l'équipe a produit un tout autre documentaire (...) portant un regard biaisé sur le Hirak".

Le ministère a déploré qu'à l'approche de chaque rendez-vous électoral, "crucial" pour l'Algérie et son avenir, "des médias français s'adonnent à la réalisation et la dif-

fusion de reportages filmés et autres produits journalistiques, dans le vil but de tenter de démotiver le peuple algérien, notamment sa jeunesse".

"Il n'est pas fortuit que ces médias, outillés pour exécuter un agenda visant à ternir l'image de l'Algérie et à fissurer la confiance indéfectible établie entre le peuple algérien et ses institutions, agissent de concert et à différents niveaux et supports", a-t-il ajouté.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS D'ALGER

Réouverture après des mois de fermeture

Le musée public national des Beaux-arts d'Alger, un des plus importants musées du continent africain, a récemment rouvert ses portes aux visiteurs après près de six mois de fermeture, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

La direction du musée a adopté des mesures de prévention strictes pour préserver la santé des visiteurs, indique Mehdi Ramlal, responsable de l'animation pédagogique, qui précise que le nombre de visiteurs reste "modeste" comparativement à l'affluence d'avant la fermeture en mars dernier.

A l'accueil, les visiteurs doivent passer par un contrôle de température, se désinfecter les mains et porter un masque en plus de respecter la distanciation et le circuit clairement indiqués par un marquage au sol.

Aussi, l'établissement n'est accessible que par l'entrée supérieure, a-t-on constaté. Le musée des Beaux-arts est ouvert tous les jours, à part les vendredis et dimanches, de 9h00 à 17h00. Les droits d'accès sont fixés à 200 dinars pour les 16-65 ans et gratuits pour les autres tranches d'âge.

Rencontrés dans les allées du musée, des visiteurs, venus en famille, ont exprimé leur "joie" de pouvoir à nouveau se rendre dans des établissements culturels aussi "agréables" après des "longs mois de confinement et de coupure avec la vie culturelle". De son côté la direction du musée avait mis à profit cette période de fermeture pour réorganiser ses archives, élaborer des statistiques sur les ateliers d'expression artistique pour enfant, faire des réaménagements et enrichir les fiches techniques des oeuvres exposées.

Le musée se prépare également à une nouvelle exposition dédiée à la calligraphie et l'enluminure, indique la direction.

Niché entre le complexe Ryadh El feth et le jardin d'Essai d'El Hamma, le musée national des Beaux-arts propose à ces visiteurs un voyage à travers six siècles d'histoire de l'art universel, à la faveur d'un parcours muséal, dans une bâtisse bientôt centenaire renfermant l'une des plus importantes collections du continent estimée à plus de 8000 oeuvres d'art entre peintures, sculptures, livres anciens, moulages et autre mobilier. Cet imposant musée

de style art-déco, conçu en quatre étages et ouvert en 1930 par les autorités coloniales françaises en célébration du "centenaire de la prise d'Alger", propose une exposition permanente intitulée "Histoire de l'art universel".

Il s'agit d'un parcours remontant l'histoire de l'art depuis la plus ancienne œuvre de la collection, "Le baptême du Christ" (1367) du peintre italien Barnaba Da Modena (1328-1386).

De salle en salle, le visiteur voit l'évolution des grandes écoles d'art à travers les oeuvres de leurs fondateurs, le classicisme d'Antoine-Jean Gros, l'impressionnisme de Claude Monnet autour d'une des oeuvres majeures du musée, "Les rochers de Belle-Isle" (1886) ou encore les courants des symbolistes et des fauvistes.

Le parcours est coupé par une halte sculpture avec entre autres grands noms Auguste Rodin et Charles Despiau avant de continuer le parcours jusqu'à l'école du cubisme et les fameux croquis de Pablo Picasso.

Les miniatures de Mohamed Racim côtoient quelques oeuvres de Mohamed Khadda et Mhammed Issiakhem alors que d'autres salles sont éga-

lement réservées au courant orientaliste et proposent des oeuvres de peintres de renom à l'instar de Eugène Delacroix, de Hippolyte Lazerges ou encore les dernières acquisitions du musée, signées Étienne Dinet.

Le musée, offre également aux visiteurs, en plus de la terrasse, des espaces de détente dans une végétation luxuriante et invite ses hôtes à continuer ce parcours en regagnant la grotte Cervantès et le jardin d'essai au pied de ce haut lieu de la culture.

AUSTRALIE - PRESSE

L'Australie apporte une aide à l'agence de presse nationale en difficulté

Le gouvernement australien a annoncé vendredi une aide de 5 millions de dollars australiens (3 millions d'euros) à l'agence de presse nationale Australian Associated Press (AAP) afin de l'aider à surmonter des difficultés financières.

L'Australian Associated Press est confrontée à un avenir incertain depuis le retrait en mars de ses principaux actionnaires News Corp de Rupert Murdoch et le groupe de presse Nine Entertainment.

Le gouvernement a décidé d'intervenir pour sauver l'unique agence de presse australienne car le "journalisme revêt un intérêt public", a souligné le ministre des Communications Paul Fletcher.

Il a évoqué le rôle essentiel joué par cette agence, qui a vu le jour il y a 85 ans, en termes de diversité du paysage médiatique, dans un pays où la plupart des médias sont aux mains d'une poignée de

groupes de presse. Il a également souligné son importance dans la couverture de l'actualité dans les régions de cette immense île-continent.

Il y a quelques mois, l'AAP est devenue une entité à but non lucratif et la moitié de son personnel a été licencié.

Elle fait cependant face aux importantes difficultés financières que connaît le secteur des médias en raison notamment des conséquences de la pandémie de coronavirus. Il y a quelques jours, l'AAP a lancé un financement participatif destiné à permettre sa survie.

La crise du Covid-19 a "donné lieu à des difficultés sans précédent" pour les médias australiens, a déclaré M. Fletcher, "avec une forte baisse des recettes publicitaires qui menace la viabilité de nombreux organes de presse".

ALLEMAGNE - CARNAVALS

Les carnivals annulés dans la région la plus peuplée d'Allemagne



La saison 2020-2021 des carnivals, très prisés en Allemagne, est annulée en Rhénanie du nord-Westphalie, la région la plus peuplée, en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus, ont annoncé vendredi ses organisateurs.

Ces carnivals, qui réunissent chaque année des dizaines de milliers de personnes en février ou mars, sont annulés dans ce Land de l'ouest, le plus peuplé d'Allemagne avec 18 millions d'habitants.

"Nous avons passé en revue toutes les possibilités au cours des dernières semaines et sommes malheureusement arrivés à la conclusion que, dans l'état actuel des choses, la seule façon de procéder est d'annuler clairement les événements tels que les réunions, bals, fêtes et défilés", a déclaré à la presse Christoph Kuckelkorn, président du comité des fêtes du carnaval de Cologne, après consultation avec les comités d'autres villes, comme Bonn ou Düsseldorf et les autorités régionales.

"La santé passe avant tout.

Il ne peut pas y avoir de célébration à n'importe quel prix", a-t-il fait valoir.

Le chef de la chancellerie du Land, Nathanael Liminski, a lui rappelé "l'interdiction des fêtes de rue" en Allemagne, où les cas de Covid-19 sont en hausse depuis plusieurs semaines, et appelé les habitants à célébrer le carnaval "chez eux, dans un petit cercle".

Fréquentés par des dizaines de milliers de personnes dans chaque ville, ces carnivals, auxquels participent volontiers, déguisés, les personnalités politiques, sont une institution en Allemagne, en particulier à l'ouest et au sud, dans les régions traditionnellement catholiques.

Ils représentent une manne importante pour les villes. Le chiffre d'affaires lié au carnaval représentait en 2019 environ 631 millions d'euros pour la seule ville de Cologne, selon une étude menée par Boston Consulting Group, chiffrant à environ 6.500 les emplois dépendant dans cette seule localité du carnaval.

En février, un carnaval dans la ville de Heinsberg, située dans cette région, avait constitué un des tout premiers foyers d'infection en Allemagne avec plus de 1.000 cas, entraînant un confinement de la ville deux semaines avant des mesures similaires dans le reste du pays.

L'Allemagne comptait vendredi 267.773 cas de Covid-19 (+1.916 en 24h) et 9.378 morts (+7), selon l'institut Robert Koch.

INTERNET - PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE Facebook prendra des mesures de restriction si l'élection tourne au chaos

Facebook prendra des mesures exceptionnelles pour "contenir la circulation" de certaines informations sur sa plateforme si l'issue de l'élection présidentielle américaine tourne à la violence ou au chaos, a affirmé mardi un dirigeant du groupe dans un entretien au Financial Times.

Nick Clegg, vice-président de Facebook en charge des affaires internationales, a indiqué que le groupe de réseaux sociaux avait élaboré des plans pour gérer la circulation d'informations en cas de scénarios allant des tensions sociales à des contestations politiques.

"Nous avons des options d'urgence si l'on fait face à des circonstances chaotiques, voire pire, violentes", a confié M. Clegg au Financial Times, sans toutefois donner de détail sur les dispositions que prendrait Facebook.

Ces préparations à l'issue du vote du 3 novembre interviennent alors que le géant des réseaux sociaux est sous pression pour montrer qu'il



n'est plus un moyen de désinformation massive comme dans les scrutins de 2016 ou le referendum britannique sur

le Brexit. "On a déjà agi dans d'autres parties du monde où il y avait une réelle instabilité sociale et on a les outils de

toute évidence", a ajouté le dirigeant évoquant "des mesures très exceptionnelles pour restreindre la circulation de contenus" sur la plateforme.

Le journal rappelle que pendant des périodes de troubles au Sri Lanka et en Birmanie, Facebook avait réduit le volume de contenus que pouvaient partager ceux qui enfreignent les règles de façon répétée.

Récemment Facebook a retiré les comptes du groupe américain d'extrême droite Patriot Prayer, impliqué dans des violences contre des manifestants antiracistes à Portland dans l'ouest du pays, et dont l'un des membres avait été tué.

USA - RUSSIE - ESPACE La Station spatiale a manœuvré pour éviter un débris

La Station spatiale internationale (ISS) a dû manœuvrer mardi pour éviter une collision avec un débris spatial d'origine inconnue, a annoncé la Nasa.

Le débris serait passé à "plusieurs kilomètres" de l'ISS, mais par précaution, il a été décidé de modifier l'orbite de la station pour l'éloigner de l'objet. Les membres d'équipage, deux Russes et un Américain, ont dû entrer dans la capsule Soyouz afin de pouvoir évacuer en urgence si nécessaire.

"Manoeuvre terminée."

Les astronautes sortent de leur refuge", a ensuite tweeté le patron de la Nasa, Jim Bridenstine.

L'objet devait croiser l'ISS à 22h21 GMT mardi. L'ISS vole en ce moment à 421 km au-dessus des océans, et file à 27,500 km/h.

A cette vitesse, même un petit objet peut gravement endommager voire détruire un panneau solaire ou un autre élément.

Ce type de manœuvre est régulièrement nécessaire. Une présentation de la Nasa en citait 25 entre 1999 et 2018.

Le FBI met en garde contre la désinformation lors de l'élection présidentielle américaine

Le FBI et l'agence américaine de cybersécurité ont mis en garde mardi contre de possibles campagnes de désinformation, favorisées par un décompte des voix plus lent cette année, visant à discréditer les résultats de l'élection présidentielle du 3 novembre. "Des acteurs étrangers et des cybercriminels pourraient créer de nouveaux sites internet, changer les sites existants, et créer ou partager des contenus liés (à ces sites) sur les réseaux sociaux afin

de répandre de fausses informations", au moment de l'élection ont prévenu le FBI et l'agence de cybersécurité américaine dans un communiqué. De telles actions viseraient à discréditer le processus électoral et à éroder la confiance du public en les institutions démocratiques, selon eux. Les autorités américaines s'attendent à un recensement accru au vote par correspondance, ce qui allongerait les délais de dépouillement et pourrait empêcher qu'un résultat

soit connu avant plusieurs jours. Ce temps de latence pourrait être utilisé par des acteurs malveillants pour diffuser de la désinformation au sujet d'une fraude électorale, ou d'infrastructures de vote piratées, afin de "convaincre le public de l'illégitimité de l'élection". Le FBI et l'agence américaine de cybersécurité appellent donc les électeurs à bien vérifier les sources des informations qu'ils consultent et à signaler aux autorités toutes opéra-

tions de désinformation suspectées. Des études et des géants des réseaux sociaux ont déjà déclaré avoir détecté de nombreux efforts pour remettre en cause la fiabilité de l'élection. Donald Trump lui-même met régulièrement en doute la fiabilité du vote par correspondance, une méthode prisée et éprouvée aux Etats-Unis, et cruciale en période de crise sanitaire.

AP3

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ÉCOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE
NIF : 408020000162055

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 et l'article 82 alinéa 5 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des Marchés Publics et des délégations de service public, l'Ecole Nationale Polytech-

nique informe l'ensemble des soumissionnaires à l'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales N°01/ENP/2020 relatif à « la réalisation des travaux de réfection et d'aménagement au niveau de l'Ecole Nationale Polytech-

nique», paru dans les journaux DK NEWS et الأيام الجزائرية le 08 Juillet 2020, qu'à l'issue de l'analyse des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, les résultats sont comme suit.

N° Lot	Désignation du lot	Soumissionnaire retenu	Montant du lot TTC	Observation
1	Travaux de réfection et d'aménagement	ETBPM SMARA YACINE NIF: 197319010391723	6.901.940,50	/
2	Aménagement du terrain de sport	ETB HACHROUF TAHAR NIF: 197728200244723	5.784.471,00	/

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission ministérielle des marchés du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (10 Avenue Doudou Mokhtar Ben Aknoun Alger), dans un délai

de dix (10) jours à compter de la 1^{ère} date de publication de l'avis d'attribution provisoire des marchés dans la presse nationale et/ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public.

Les autres soumissionnaires, peuvent se rapprocher auprès

des services de l'Ecole, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire de la marche, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

DK NEWS

Anep : 2016015201 du 24/09/2020

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIÈRE
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA D'ILLIZI
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ D'ILLIZI
SOUS DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

AVIS DE RECRUTEMENT

La direction de l'établissement public de santé de proximité D'ILLIZI wilaya d'ILLIZI organise un concours année 2020 dans les spécialités indiquées au tableau ci-dessous :

Grade	Mode de recrutement	Condition de recrutement	Spécialité exigent	Nbre de postes	Affectations	Autre conditions
Médecin généraliste	Par voie de concours sur titre	Parmi les candidats titulaires d'un diplôme de doctorat en médecine ou titre équivalent	Doctorat en médecine ou titre équivalent	08	/	Relevée de note des années d'études
Chirurgien dentiste	Par voie de concours sur titre	Parmi les candidats titulaires d'un diplôme de chirurgien dentiste ou titre équivalent	Chirurgien dentiste ou titre équivalent	03	/	Relevée de note des années d'études

Contenu du dossier à fournir :

- Demande manuscrite
- (02) photos d'identité
- Une copie de la carte nationale
- Attestation justifiant la situation vis-à-vis du service national
- une copie du titres ou diplôme dûment
- Extrait du casier judiciaire N°03

- relevée de note des années d'études.

Après le recrutement les candidats doivent compléter leur dossier par les pièces suivantes :

- Certificat de nationalité algérienne
- (02) Certificats médicaux (Médecine générale + pneumo-physiologie)
- Une fiche familiale le cas échéant
- (04) photos d'identités

Dépôt Des dossier : Les candidats doivent adresser ou déposer leurs dossiers à la direction de l'établissement de santé de proximité d'ILLIZI wilaya d'ILLIZI dans un délai de (20) jours de travail à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux

N.B : Tout dossier incomplet ou parvenu après la date limite de dépôt des dossiers ne sera pas pris en considération

DK NEWS

Anep : 2016015364 du 24/09/2020

Programme de la soirée

TF1 21:15

Grand hôtel



Qui se cache derrière Jérém, le meurtrier qui sévit au Grand Hôtel? Une piste se précise. Alors que le mariage de Margaux, l'héritière des Vasseur, et de Sam, le directeur du Grand Hôtel, approche, des secrets enfouis depuis longtemps, refont surface : Anthony fait en effet une découverte choquante sur sa soeur disparue; et puis, l'identité de Camille et son lien avec le Grand Hôtel sont sur le point d'être éclaircis.

france 2 21:05

Vous avez la parole



Interrompue après le numéro de fin janvier consacré à François Fillon, l'émission politique de France Télévisions reprend ses droits le jeudi soir pour une deuxième saison qui s'annonce dense. L'actualité chargée, avec des inquiétudes qui demeurent quant à la situation sanitaire et un plan de relance qui devra atténuer les effets du confinement sur l'économie du pays. L'objectif de l'émission est de favoriser le débat, en donnant la parole aux responsables politiques, mais aussi aux citoyens. Une quinzaine de personnalités décryptent ensemble l'actualité française et internationale. Un invité est le grand témoin de l'émission. Il est longuement interviewé, sur la base d'un retour sur l'actualité ainsi que d'un reportage.

france 3 20:55

La prochaine fois je viserai le coeur



A la fin des années 1970, dans l'Oise, en pleine nuit, un jeune homme en voiture renverse gratuitement une jeune femme sur sa motocyclette, la laissant inconsciente sur la chaussée. Peu de temps après, Franck Neuhart, c'est son nom, enfile son uniforme de gendarme et se rend avec ses collègues pour inspecter une voiture qu'il avait lui-même piégée. Celle-ci explose, blessant un de ses collègues. Franck envoie ensuite une lettre anonyme justifiant ses actes.

CANAL+ 20:45

The Head



Au pôle sud, la station de recherche Polaris VI regroupe des scientifiques qui étudient les effets du réchauffement climatique. L'hiver approche et la station sera bientôt plongée dans l'obscurité permanente. Seule une équipe réduite va rester sur place. Six mois plus tard, Johan le commandant et l'équipe de relais reviennent sur place. Ils découvrent avec stupeur que plusieurs personnes ont été assassinées et d'autres ont disparu. Seule reste Maggie, la plus jeune du groupe, traumatisée.

6 20:35

9-1-1



Hen peine à se remettre de sa dernière intervention : elle se sent responsable de la mort de la jeune Evelyn et ne cesse de ressasser l'incident. Elle consulte Frank, le thérapeute, à ce sujet. Parallèlement, celui-ci tente d'aider Eddie à gérer ses accès de colère et Maddie à surmonter les angoisses qui la hantent depuis la mort de Doug. Sur le terrain, l'équipe porte secours à une jeune fille touchée de plein fouet par une météorite avant d'intervenir sur un accident survenu dans un tunnel impliquant un camion transportant des substances dangereuses.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2559

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

1			7	9	8
5	6	9		3	
8		3	7		
	2	1			
9	6		5		
1		5	8	4	
7	4	1		9	

2					9	1	8
3	9	7				5	
4		7	3				
		8	6				
5		2				9	
	2		4	8	7		
8	1	9					2

				6	7		
				8			
				5	1		

2			9	7	3								
7	3	4		9			6						
8		9	1				7	3					
		2	6				2	6					
4	5		9				9	5	6				
1			8	3	4			8					
9	5	6		1				9	6	8			4

Horizontalement:
1 - Somnifère
2 - Vendras - Possible origine de torrent
3 - Epoque active - Bien préparer sa peau
4 - Valeur du silence - Partie de course - Recueil amusant
5 - Reste sans mouvement - Prudents avec le liquide
6 - Gaz de pub - Affluent du Rhône
7 - Accord parfait - Coin chauffant
8 - Allée - Voisin du jejunum
9 - Terre à pois - On y trouve un monde fou - Début de décompte
10 - Palmier à huile - Sorti de la norme

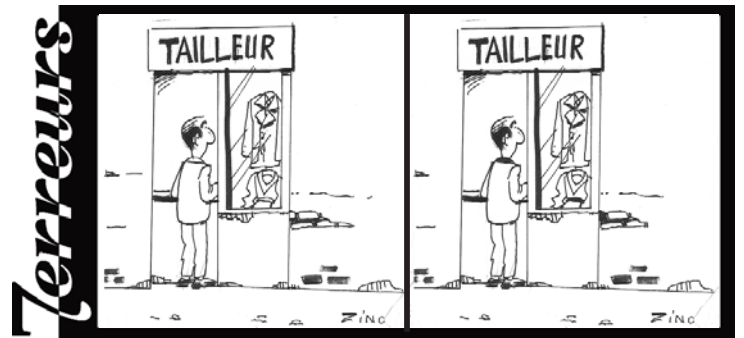
Verticalement:
A - Pas très reluisante
B - Petit parasite - Pronom pour lui
C - Chef d'état - Complète
D - Rapace - Plat vietnamien
E - Vieil esclave - Démentis
F - Obstinations
G - Cité de fouilles - Travail de modèle - Pareil en petit
H - Reconduit - Espoir de naufragé
I - Bale de Honsu - Transmises par la parole
J - Cellule sexée
K - Déchet à éliminer - Fauve
L - Métisse

"Dans "connaitre", il y a "naître"."

Victor Hugo

Mots croisés n°2559

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



COVID-19

Le 15e semi-marathon de Béjaïa reporté

La 15e édition du semi-marathon international de la ville de Béjaïa, initialement prévue le 16 octobre prochain, a été reportée à une date ultérieure en raison de la pandémie de coronavirus, ont annoncé les organisateurs.

"Pour cause de coronavirus qui a impacté tous les secteurs d'activités au niveau mondial, et considérant les mesures préventives mises en place par les pouvoirs publics pour endiguer le risque de sa propagation, nous informons nos fidèles participant(e)s au semi-marathon international de la ville de Béjaïa, que la 15e édition, prévue initialement le 16 octobre 2020, est reportée à une date ultérieure", ont indiqué les organisateurs sur la page Facebook de l'événement. "Nous demeurons dans l'espoir de se retrouver à cette date-là pour vivre ensemble, encore une fois, des moments agréables", ont-ils ajouté.

BASKET-BALL

La sélection algérienne reprend du service

La sélection algérienne de basket-ball (messieurs) a retrouvé mardi les entraînements après sept mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus, à l'occasion d'un stage de dix jours à Alger, en prévision des prochaines échéances, notamment les éliminatoires de l'AfroBasket-2021.

Le staff technique national, conduit par le sélectionneur Bilal Faïd, a convoqué 15 joueurs, dont cinq du WO Boufarik et quatre du GS Pétroliers, pour ce regroupement qui s'étalera jusqu'au 1er octobre prochain au complexe olympique Mohamed-Boudiaf. La préparation se déroule selon le protocole sanitaire anti-Covid mis en place par le Centre national de médecine du sport (CNMS).

Le prochain stage des "Verts" aura lieu du 6 au 15 octobre à Alger. Pour ces deux premiers regroupements, les joueurs évoluant à l'étranger ne figurent pas dans la liste des sélectionnés.

L'entraîneur en chef de la sélection algérienne, Bilal Faïd, avait tiré la sonnette d'alarme il y a une quinzaine de jours quant au retard accusé par son équipe dans la préparation aux éliminatoires de l'AfroBasket-2021.

"Nous accusons un retard conséquent dans la préparation pour le premier tournoi de qualification, dont la FIBA-Afrique a maintenu les dates du 27 au 29 novembre. Il est vraiment nécessaire de regrouper les joueurs et d'entamer la préparation dans les plus brefs délais pour espérer décrocher une qualification à la phase finale de l'AfroBasket-2021", avait-il déclaré à l'APS. Le Cinq algérien, dont la dernière participation à l'AfroBasket remonte à 2015, s'était qualifié aux éliminatoires du Championnat d'Afrique 2021 en prenant le meilleur sur le Cap-Vert, lors du tournoi préliminaire disputé en janvier à Alger. Versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, l'Algérie évoluera aux côtés du Nigeria, du Mali et du Rwanda. Le premier tournoi se déroulera du 27 au 29 novembre à Kigali (Rwanda), le deuxième du 14 au 17 février 2021 à Bamako (Mali).

Liste des joueurs convoqués :

Tarek Hamdani, Ramzi Merahi, Lamouri Merahi, Ali Messad, Rabah Zitoun (WO Boufarik), Mohamed Seddik Touati, Merouane Bourkaib, Oussama Aggoune, Abdallah Hamdini (GS Pétroliers), Hichem Dekaken, Abderraouf Benrighi (NB Staouéli), Omar Belliche (NA Hussein-Dey), Mohamed Aboudi (TRA Draria), Mehdi Beremila (CRB Dar El-Beïda), Mohamed Harat.

APS

BEJAIA

Khaldi appelle le mouvement associatif à davantage d'échanges pour relever les défis

Le ministre de la Jeunesse et des sports, Sid Ali Khaldi, a appelé mardi le mouvement associatif et par ricochet la société civile à plus d'échanges et de dialogue, afin d'aider à relever les défis qui se posent à la société.

Lors d'une rencontre avec le mouvement juvénile à Akbou, à 75 km à l'ouest de Béjaïa, le ministre a salué le dynamisme du mouvement associatif local l'appelant à "participer pleinement à l'édification du pays".

Dans son échange avec les jeunes, qui ont exposé les difficultés rencontrées, le ministre a réitéré la volonté des pouvoirs publics de leur venir en aide, qu'il s'agisse de financement de projets, d'infrastructures ou de lutte contre la bureaucratie.

"Je ne souhaite pas vous faire des promesses sans avoir les moyens de les tenir.

Mais ma promesse est la disponibilité du département ministériel à participer à la réhabilitation ou la ré-



novation des infrastructures juvénile, la relance des projets gelés, faute de financements, mais surtout la lutte implacable contre la bureaucratie".

Le ministre a dans ce sens exhorté les associations à

trouver d'autres sources de financement, en s'adressant notamment aux sponsors et autres mécènes ainsi qu'aux collectivités locales.

Le ministre s'est ainsi engagé à apporter des "réponses immédiates" aux

préoccupations des sportifs et des jeunes.

Avant cette rencontre, le ministre a visité des maisons de jeunes dans quelques localités de la wilaya, notamment à Adekar, Aokas, Akbou, Boudjellil et Ighil Ali.

ATHLÉTISME

Les championnats d'Afrique maintenus pour juin 2021 à Alger

Les championnats d'Afrique d'athlétisme seniors se dérouleront à Alger au mois de juin 2021, a confirmé le directeur général de la Confédération africaine de la discipline (CAA), soulignant que "les dates précises seront arrêtées ultérieurement" avec les organisateurs, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme.

La décision a été annoncée lors d'une conférence de presse à distance, animée par le DG de l'instance africaine Lamine Faty et le directeur technique Aziz Daouda qui ont évoqué diverses questions, notamment la situation de l'athlétisme en ces temps de pandémie, les centres de préparation africains, le second plan de développement et le circuit des compétitions continentales.

Le DG de la Confédération africaine a fait savoir que la CAA a notamment maintenu la programmation pour l'année prochaine, des deux championnats phares initialement prévus en 2020.

Ainsi, "le championnat d'Afrique de cross aura lieu fin février/mi-mars 2021 à Lomé au Togo et les championnats d'athlétisme seniors sont prévus à Alger au mois de juin 2021".

Les dates précises seront arrêtées ultérieurement avec les fédérations

organisatrices. Lamine Faty a fait état également du maintien au programme de la CAA du circuit de meetings africains avec sept étapes même si ceux du Nigeria et de l'Afrique du sud ne sont pas encore confirmés.

"La CAA veillera à que ce circuit ait lieu avec ses sept étapes tout comme le meeting de Gaborone au Botswana en avril 2021", a-t-il dit, en souhaitant une amélioration de la situation par rapport à la pandémie de Covid-19 et une reprise progressive des championnats régionaux et nationaux.

Pour sa part, le directeur technique de la CAA est revenu sur la stratégie de la Confédération basée sur les plans de développement. "A Abidjan lors de notre congrès, l'ensemble des membres se sont déclarés satisfaits de notre premier plan de dix ans qui a expiré en 2017", a-t-il dit, en soulignant que les compétitions de la CAA ont connu une "nette progression" en matière d'engagement et du nombre de participants. "Si par le passé on organisait des championnats avec trois ou quatre pays, on a enregistré lors des derniers Jeux africains de Rabat la présence de 52 pays, alors que les effectifs ont aussi augmenté considérablement", a relevé le directeur technique qui a reconnu

la difficulté d'organiser les championnats de cross-country car "c'est une discipline qui n'est pas pratiquée dans tous les pays africains".

"Pour encourager une participation de masse, la CAA a introduit la catégorie des U18 (cadette) pour les championnats d'Afrique de cross-country à Lomé où plus de 300 participants de cet âge seront sur la ligne de départ", a-t-il fait savoir, en soulignant la volonté de la Confédération à vulgariser cette discipline considérée comme "une entrée à l'athlétisme".

Daouda dira également que la stratégie de la CAA "tient en compte les spécificités de notre continent et fait de son mieux pour faire entendre sa vision au grand profit de nos athlètes qui sont les seuls à être présents dans les compétitions à travers le monde à hauteur de 30% et figurent également dans les meilleurs résultats mondiaux".

Il a détaillé que le plan de développement actuel de la Confédération a été scindé en deux périodes de cinq ans chacune qui sera bientôt adopté par le conseil confédéral, soulignant que "ce plan repose sur quatre aspects fondamentaux à notre sens : le réalisme, la flexibilité, l'efficacité et la considération".

KHENCHELA

Lancement de projets de réalisation de 98 terrains de proximité à travers les communes de la wilaya

Plusieurs projets portant réalisation de 98 terrains de proximité ont été lancés à travers les communes de la wilaya de Khenchela, a indiqué mardi le directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Larbi Touahria.

Dans ce contexte, ce responsable a affirmé à l'APS que la construction de ces terrains de proximité par la direction de la jeunesse et des sports s'inscrit dans le cadre du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

Le même responsable a également précisé que les 21 communes de la wilaya ont bénéficié de projets de réalisation de 98 terrains de proximité dans différents quartiers, à raison de 5 terrains par collectivité locale, et ce, en accordant toutefois la priorité aux zones d'ombre situées dans les communes isolées en vue de répondre aux besoins des jeunes de ces régions.

Ces projets concernent les communes de Lemssara, la région de Tbardka dans la commune de Chechar, El

Ouldja, Djellal, la cité des 748 logements sur la route El Aizez dans la commune de Khenchela, Baghai, en plus des communes M'toussa, N'Sigha, Ain Touila et El Hamma, a détaillé la même source.

Par ailleurs, le coup d'envoi des travaux de réalisation des terrains de proximité dans le village de Boukhacha (commune de Chilia), le quartier Zitoun (commune de Kais), Tamza, la cité Kabraoui (commune de Chechar) et la cité Cosider (commune de Khenchela) sera

donné dans les "prochains jours", a-t-on fait savoir, en attendant l'achèvement des procédures administratives et réglementaires relatives au reste des projets concernant les autres communes.

Selon le même responsable, la DJS de la wilaya de Khenchela est en voie d'achever certaines procédures réglementaires en prévision du lancement d'une seconde opération portant sur des projets d'aménagement et de pose de gazon artificiel dans 15 stades communaux.

LIGUE 1 - MC ALGER Neghiz dénonce une "campagne acharnée" contre sa personne

L'entraîneur du MC Alger (Ligue 1 algériennes de football) Nabil Neghiz, a dénoncé mardi une "campagne acharnée" contre sa personne, évoquant des "manœuvres malsaines" qui interviennent à une année de la célébration du centenaire du club.

"Je dénonce cette campagne acharnée visant ma personne. Je ne suis pas un entraîneur petit par rapport au MCA ni encore un grand. C'est une campagne orchestrée par des personnes malintentionnées. Certains managers de joueurs voulaient à tout prix placer leurs éléments, mais notre stratégie de recrutement en catimini a fait échouer leurs manœuvres, ce qui explique cette campagne de dénigrement", a indiqué le coach du MCA en conférence de presse tenue au stade 5-Juillet d'Alger.

Neghiz, ancien entraîneur-adjoint de l'équipe nationale sous Christian Gourcuff, s'était engagé en février dernier pour un contrat de 18 mois avec le MCA en remplacement du Français Bernard Casoni, limogé.

"La raison de cette campagne de déstabilisation est parce que tout simplement je suis l'entraîneur du MCA, à une année de la célébration du centenaire du club", a-t-il ajouté. Avant de poursuivre : "Un concours de circonstances a voulu que je sois au MCA, je n'avais pas cherché à rejoindre le Mouloudia.

"J'étais en pleine formation à Antalya (Turquie). A quatre jours de la fin de mon stage, j'ai été contacté par la direction. J'avais décidé de tout laisser tomber, rentrant au pays dans le premier avion".



"Le recrutement n'est pas clos"

Par ailleurs, et concernant l'objectif du Mouloudia pour la saison prochaine, Neghiz a relevé la nécessité de composer un effectif "équilibré et homogène" pour pouvoir "faire face au nombre élevé de matchs".

"Nous avons besoin de trois effectifs, le troisième sera composé exclusivement d'éléments issus des U21 et U19. Nous allons jouer sur plusieurs fronts, on pourrait même atteindre 70 matchs, chose qui doit nous pousser à composer un effectif équilibré et homogène". Interrogé sur le cas du portier Farid Chaâl, dont l'avenir est incertain, Neghiz a apporté des précisions sur ce sujet :

"Chaâl était en contact avec un club saoudien de première division, mais il est toujours parmi nous. En cas d'offre concrète, je vais l'encourager personnellement à tenter une expérience à l'étranger. S'il reste au MCA, on fera tout pour qu'il retrouve sa forme initiale. Salhi et Chaâl ont traversé une période difficile, nous devons leur donner une deuxième chance, car leur potentiel est énorme".

Enfin, Nabil Neghiz a souligné que le recrutement n'est pas encore clos, alors que le club algérois a engagé jusque-là quatre recrues : l'attaquant Abdelhak Abdelhafid (MC Oran), le défenseur central Mouad Haddad (ex-JSM

Skikda), le milieu de terrain ivoirien Isla Daoudi Diomandé (ex-ES Sétif) et le gardien de but Abdelkadir Salhi (ex-JS Kabylie). "A la fin du stage d'Ain Bénian, l'effectif sera arrêté à 90%. Le recrutement n'est pas clos, on pourra même engager un ou deux joueurs. Tout peut arriver d'ici à la fin de la période de transferts fixée au 27 octobre", a-t-il conclu.

Pour rappel, le MCA a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison du Covid-19, à la 2e place au classement final établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matchs disputés.

LIGUE 1 / MC ORAN Belkaroui arrive, Masmoudi prolonge son contrat

La direction du MC Oran a réussi à faire prolonger le contrat d'un autre cadre de l'équipe, à savoir le défenseur central Boualem Masmoudi, tout en recrutant Hichem Belkaroui, qui joue lui aussi dans le même poste, a-t-on appris mercredi auprès de ce club de Ligue 1 de football.

Très courtisé au cours de cette période de transferts estivale, notamment par l'USM Alger, Masmoudi, dont le contrat devait expirer à l'issue de l'exercice prochain (2020-2021), a signé pour une année supplémentaire, a indiqué la même source.

Le joueur, arrivé l'été dernier de l'USM Bel-Abbès, a bénéficié en contrepartie d'une augmentation de salaire et le contrat comporte désormais une clause lui permettant de quitter les "Hamraoua" en cas d'une offre intéressante émanant d'un

club étranger, précise-t-on. Par ailleurs, le nouveau président du MCO, Tayeb Mahiaoui, poursuit son opération de recrutement en engageant Belkaroui qui devient la neuvième recrue estivale du club.

L'ex-défenseur international, qui se trouve actuellement à Tunis, où il avait eu deux expériences avec l'ES Tunis et le Club africain, a paraphé un contrat de deux années par voie électronique et ce, après avoir quitté l'USM Alger, club où il a fait de rares apparitions la saison passée, a-t-on encore souligné de même source.

Outre Belkaroui, le MCO a fait venir, dans la même journée de mardi, deux jeunes éléments qui évoluaient lors de l'exercice passé au sein de l'équipe de la réserve du MC Alger, à savoir le défenseur Draâou et le gardien Melouah. Ce dernier

a fait pour l'occasion son retour au bercail.

Du coup, le nombre des nouvelles recrues est porté à 11. Auparavant, la formation phare de l'Ouest du pays a engagé Nekkache et Derrardja (MC Alger), Khetab (WA Boufarik), Stam (AS Ain M'Ilila), Li-mane (CS Constantine), Benali (O. Médéa), Naamani (Al Fath/Arabie Saoudite) et Berrezoug (US Biskra).

En revanche, l'équipe s'est séparée des services de Chouiter, Sebbah, Nadji (NA Hussein-Dey) et Abdelhafid (MC Alger), ainsi que de Bendjelloul et Itim. Ces deux derniers joueurs viennent de résilier à l'amiable leurs contrats, alors que le gardien Mazouzi, dont le bail arrive à terme, n'a pas été maintenu, a fait savoir la direction du MCO dont l'équipe sera entraînée la saison prochaine par le Français Bernard Casoni.

Décès de l'ancien attaquant suédois Agne Simonsson

L'ancien attaquant international suédois Agne Simonsson, buteur lors de la finale du Mondial-1958 de football à domicile, est décédé à l'âge de 84 ans, a annoncé sa famille mercredi.

Agne Simonsson est mort mardi des suites de complications pulmonaires, a indiqué son frère au Göteborgs Posten, le quotidien de sa ville natale, Göteborg.

Auteur de 27 buts en 51 sélections avec l'équipe nationale de son pays (1957-1967), Simonsson a évolué durant sa carrière surtout en Espagne, d'abord au Real Madrid au début des années 1960 où il n'avait pas brillé, puis plus longuement à la Real Sociedad.

Lors de la Coupe du monde-1958, remportée par le Brésil de Pelé, il avait atteint la finale, inscrivant quatre buts lors de la compétition, dont un face aux Auriverdes.

Considéré comme l'un des attaquants les plus redoutables de l'histoire de son pays, il avait rejoint en 2008 le "Hall of fame" des légendes du foot suédois.

Le Portugais Semedo (FC Barcelone) rejoint Wolverhampton

Le latéral droit international portugais du FC Barcelone, Nelson Semedo, a signé mercredi un contrat de trois saisons avec Wolverhampton, a annoncé le club anglais de football.

Le contrat comporte également une option sur deux saisons supplémentaires, précisent les Wolves.

L'opération a coûté 30 millions d'euros plus 10 de bonus possibles, selon le Barça.

"Ce n'est pas souvent que nous avons l'occasion de signer un joueur de classe mondiale en provenance d'un club de classe mondiale.

Recruter Nelson prouve que nous n'arrêtons jamais de progresser et que nous avons toujours faim", a déclaré le président du club, Jeff Shi, dans un communiqué.

"J'ai choisi les Wolves parce que c'est une très bonne équipe qui joue un très bon football.

L'année dernière ils ont fait une très bonne saison et c'est une équipe qui compte en Angleterre et en Europe", a réagi de son côté le joueur sur le site internet de son nouveau club, 7e de Premier League la saison dernière et quart-de-finaliste d'Europa League.

Semedo (26 ans, 13 sélections) a passé trois saisons en Catalogne où il a disputé 82 matchs de Liga.

Il y a obtenu deux titres de champion d'Espagne, une Coupe du Roi et une Super Coupe d'Espagne.

Il rejoint dans les West Midlands une colonie lusophone importante, puisque l'entraîneur Nuno Espirito Santo, le gardien Rui Patrício, le défenseur Ruben Vinagre, les milieux Ruben Neves, Vitinha, Joao Moutinho et les attaquants Fabio Silva et Pedro Neto sont Portugais, alors que le défenseur Marçal est Brésilien.

APS

LIGUE 1 / MC ORAN Arrivée imminente de l'Ivoirien Landry Houssou

Le MC Oran devrait connaître la venue d'un milieu de terrain ivoirien, Landry Houssou, a-t-on appris mardi auprès de cette formation de Ligue 1 de football.

Selon la même source, c'est le nouvel entraîneur de l'équipe, le Français Bernard Casoni, qui est derrière le contact avec ce sociétaire de l'ASI Abengourou (Div. 1/Côte d'Ivoire). Casoni, ex-coach du MC Alger, n'a pas tari d'éloges sur le joueur de 19 ans qui a

été nommé sur la liste des 5 meilleurs joueurs du championnat ivoirien 2019-2020, a-t-on souligné.

Le nouvel entraîneur du MCO, qui est en quarantaine dans l'un des hôtels d'Alger dans le cadre des mesures préventives contre le Covid-19, a déjà eu l'accord du président du MCO, Tayeb Mahiaoui, pour conclure la transaction, a-t-on précisé.

Le club phare de l'Ouest du pays s'est montré actif, jusque-

là, sur le marché des transferts, en engageant pas moins de huit joueurs. Il s'agit de Nekkache et Derrardja (MC Alger), Khetab (WA Boufarik), Stam (AS Ain M'Ilila), Li-mane (CS Constantine), Benali (O Médéa), Naamani (Al Fath/Arabie Saoudite) et Berrezoug (US Biskra). En revanche, l'équipe



s'est séparée des services de Chouiter, Sebbah, Nadji (NA Hussein-Dey) et Abdelhafid (MC Alger).

ITALIE

Morata passe la visite médicale avant sa signature à la Juventus

L'attaquant international espagnol de l'Atlético Madrid (Liga espagnole de football), Alvaro Morata, a passé mardi la visite médicale préalable à son engagement avec la Juventus de Turin, sous forme de prêt avec option d'achat, a annoncé le club turinois sur sa page officielle Facebook.

Le joueur de 28 est arrivé dans la nuit de lundi à mardi à Turin pour s'engager avec le champion d'Italie en titre, son ancien club (2014-2016).

"Ciao Alvaro Morata", a tweeté la Juve, accompagnant son message, encadré d'un avion atterrissant et d'un coeur, de trois photos de l'Espagnol, masqué, son pouce levé.

Morata doit signer un contrat de prêt, que la Gazzetta dello Sport estime à 10 millions d'euros, assorti d'une option d'achat de 45 millions.

Sur des images postées par la Juventus sur son compte Twitter mardi en milieu de matinée, on voit l'international espagnol (33 sélections) arriver au siège du club pour y passer la visite médicale.

Après le départ de l'Argentin Gonzalo Higuain à Miami la semaine dernière, le nouvel entraîneur de la Juve, Andrea Pirlo, avait besoin d'un avant-centre solide.

Les pistes menant à l'Uruguayen du FC Barcelone Luis Suarez et au Bosnien de la Roma, Edin Dzeko, ont longtemps tenu la corde. Mais les discussions au long cours n'ont pu aboutir et la Juventus a changé d'option ces derniers jours.

Bale a été "mal considéré" par les fans du Real Madrid, selon son agent

Le footballeur gallois Gareth Bale, que le Real Madrid vient de prêter pour une saison à Tottenham, n'a "pas été traité correctement" par les supporters madrilènes, selon l'agent de l'attaquant.

"Selon moi, il n'a pas été traité correctement pour quelqu'un qui a tant donné pour un grand club", a déclaré Jonathan Barnett, l'agent du joueur, à la BBC.

"Je pense que quelqu'un qui a réalisé ce qu'il a réalisé pour le club devrait mériter un meilleur traitement", a ajouté l'agent, en référence aux huées souvent essuyées par le Gallois lors de ses apparitions sous le maillot madrilène.

"Je ne veux blâmer personne ni rentrer dans ce jeu. Je pense que ce que les fans ont fait est honteux et que le club n'a pas aidé", a encore dit Jonathan Barnett.

Arrivé au Real Madrid comme le joueur le plus cher de l'histoire -100 M EUR-- et l'héritier de Cristiano Ronaldo en 2013, Gareth Bale (31 ans) retourne à Tottenham après sept années chez les "Merengues".

Avec ce prêt d'un an chez les Spurs, le Real Madrid s'est enfin débarrassé d'un de ses plus gros salaires (environ 30 M d'EUR par an).

Bale a pu inscrire 105 buts en 251 matches et remporté 13 trophées en 7 ans sous le maillot du Real Madrid.

Il a notamment inscrit un but somptueux en finale de Ligue des champions 2018 contre Liverpool, d'un superbe retourné acrobatique.

APS

ITALIE

L'attaquant espagnol Alvaro Morata retourne à la Juventus

L'attaquant espagnol Alvaro Morata, 27 ans, retourne à la Juventus, prêté par l'Atlético Madrid où il venait de passer une saison et demie, a annoncé mardi soir le club italien dans un communiqué.

Morata, grand baroudeur du football européen, avait déjà joué à la Juventus de 2014 à 2016.

Il a aussi porté les couleurs du Real Madrid, remportant deux fois la Ligue des champions, et de Chelsea, avec à la clé une victoire en Coupe d'Angleterre.

Son prêt pour un an coûtera 10 millions d'euros à la Juve, et il est assorti de deux options, pour une prolongation du prêt ou un achat définitif, à hauteur de 35 ou 45 millions d'euros, selon la date choisie.

L'Espagnol était arrivé dans la nuit de lundi à mardi à Turin. Il aura 28 ans dans un mois et a été 33 fois international sous le maillot de la Roja.

Après le départ de l'Argentin Gonzalo Higuain à Miami la semaine dernière, le nouvel entraîneur de la Juve, Andrea Pirlo, avait besoin d'un avant-



centre solide. Les pistes menant à l'Uruguayen du FC Barcelone Luis Suarez et au Bosnien de la Roma, Edin Dzeko, ont longtemps tenu la corde, mais ces discussions n'ont pas pu aboutir.

Morata, ancien coéquipier

de Cristiano Ronaldo au Real Madrid, connaît bien le nouvel entraîneur de la Juventus, Andrea Pirlo, qui disputait en 2016, à Turin, sa dernière saison comme joueur. Ce départ de Morata pourrait permettre à l'Atlético de recruter Luis

Suarez, selon les médias espagnols. La Juventus, qui vise un dixième titre consécutif de championne d'Italie, a parfaitement débuté sa saison en dominant facilement la Sampdoria dimanche lors de la 1re journée (3-0).

COUPE DE LA LIGUE

Le match Leyton Orient-Tottenham reporté à cause du Covid-19

Le match de Coupe de la Ligue anglaise de football, initialement prévu mardi soir entre Leyton Orient et Tottenham, a été reporté à la dernière minute, plusieurs joueurs des locaux ayant été testés positifs au coronavirus, a annoncé le club de League 2 (4e division).

Le report a été annoncé deux heures seulement avant ce match du 3e tour que les Spurs devaient jouer au Breyer Group Stadium. Leyton Orient avait déjà

fermé au préalable son centre d'entraînement, suite à une série de cas dans l'effectif de l'équipe première.

"Les autorités sont en train d'examiner les procédures sanitaires du club par rapport au Covid-19, afin de pouvoir rouvrir le stade et le centre d'entraînement dès que possible", selon un communiqué du club de Leyton Orient.

Ce dernier souhaite un report mais le 4e tour est prévu la semaine prochaine,

ce qui laisse peu de temps pour trouver une date. Les cas de Leyton Orient ont été annoncés lundi, certains médias croyant savoir que les tests ont été payés par Tottenham et réalisés après le match de samedi contre Mansfield.

Les clubs de la Football League n'ont plus besoin de faire passer des tests obligatoires à leurs joueurs et leurs cadres chaque semaine, contrairement aux clubs de Premier League.

PROCÈS FIFA

28 mois de prison requis contre Al-Khelaïfi, 3 ans contre Valcke

Le parquet suisse a requis mardi 28 mois de prison contre le président de beIN Media et du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, ainsi que trois ans contre l'ancien numéro 2 de la Fifa, Jérôme Valcke, dans un procès de droits télévisés.

Il s'agit des deux premières peines d'emprisonnement requises sur le sol européen dans les multiples scandales qui empoisonnent le football mondial, après la condamnation aux Etats-Unis de plusieurs anciens dirigeants sud-américains.

Jérôme Valcke comparait depuis lundi dernier devant le Tribunal pénal fédéral de Bellinzzone, dans deux affaires liées à sa quête d'argent pour

assurer un train de vie "de cigale", a résumé le procureur fédéral Joël Pahud, cité par l'agence suisse Keystone-ATS.

Dans le premier volet, le parquet lui reproche d'avoir sollicité à l'été 2003 l'aide de Nasser Al-Khelaïfi pour acheter une luxueuse villa en Sardaigne, au moment où beIN négociait la prolongation de ses droits médias en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pour les Mondiaux-2026 et 2030.

"Personnalité phare du football", a rappelé le parquet, Al-Khelaïfi avait acquis la demeure pour 5 millions d'euros, via une société transférée presque aussitôt au frère d'un de ses proches collaborateurs,



avant de la mettre à disposition de Valcke. Les deux hommes ont tour à tour évoqué un arrangement "privé", sans lien avec le contrat conclu

par beIN avec la Fifa en avril 2014, à des conditions présentées par la défense comme "très avantageuses" pour l'instance du football.

ITALIE

La Roma perd 3 à 0 contre Vérone sur tapis vert

La justice sportive italienne a décidé mardi d'infliger une défaite sur tapis vert par 3 à 0 à l'AS Rome qui avait fait entrer samedi sur le terrain de l'Hellas Vérone un joueur non enregistré lors de la 1re journée de Serie A.

"Le juge sportif (...) considérant que la Roma a fait jouer un joueur non inscrit

sur la +liste des 25+ (...) a décidé de sanctionner la Roma avec la punition sportive d'une défaite de 3 à 0", indique un communiqué de la Serie A (1re division italienne), alors que la partie s'était achevée sur un nul 0-0.

Tous les joueurs de plus de 22 ans doivent être inscrits dans une liste de 25

joueurs transmise en début de saison aux instances dirigeantes pour pouvoir jouer en Serie A.

Or l'AS Rome n'a pas inclus dans cette liste son milieu de terrain guinéen Amadou Diawara, qui a disputé la rencontre samedi à Vérone. Diawara a fêté son 23e anniversaire le 17 juillet.

LES CONDITIONS SONT FIXÉES POUR DELE ALLI

Les discussions entre Tottenham et le PSG seraient devenues plus concrètes concernant une arrivée de Dele Alli. Depuis dimanche, la rumeur d'une possible arrivée de Dele Alli à Paris est apparue, le milieu de Tottenham n'entrant pas forcément dans les plans de jeu de José Mourinho, d'autant plus après l'arrivée de Gareth Bale. Le PSG pourrait ainsi tenter un gros coup d'ici la fin du mercato, qui se termine dans deux semaines. Comme indiqué aujourd'hui par le Telegraph, le club de la capitale serait "confiant" quant à une arrivée du joueur anglais d'ici le 5 octobre. Le président des Spurs Daniel Levy refuserait de céder le milieu anglais dans le cadre d'un transfert, mais ne serait pas contre l'idée de le prêter (sans option d'achat) afin de lui permettre d'avoir davantage de temps de jeu.



DE BRUYNE : «NOUS VOULONS RIVALISER AVEC LIVERPOOL»

Kevin De Bruyne, le milieu de Manchester City, a affirmé que lui et ses coéquipiers de City sont déterminés à faire descendre Liverpool de son piédestal. Après deux ans de règne sur le football anglais, Manchester City a dû baisser pavillon et laisser son trône à Liverpool à l'issue de la saison 2019/2020. Les Eastlunds ont abandonné leur bien, mais ils sont décidés à le récupérer. Kevin De Bruyne, le brillant milieu de terrain de l'équipe, l'a assuré dans un entretien au site du club. « Si la course pour le titre est la même que ces dernières années, ça sera difficile. Mais, nous voulons nous battre avec Liverpool. C'est ça le sport ». Avec un succès sur le terrain de Wolverhampton lundi (2-1), les hommes de Guardiola ont bien démarré leur mission reconquête. De Bruyne avait montré la voie à suivre en ouvrant le score en première période. City est déterminé à retrouver le toit du Royaume, mais ça ne sera pas de tout repos, surtout que l'intersaison les a vus perdre l'un de leurs principaux leaders, en la personne David Silva.

MORATA REVIENT À LA JUVE

Alvaro Morata effectue son grand retour à la Juventus. L'Espagnol revient à la Juventus en prêt avec une option d'achat.

Après plusieurs semaines à la recherche de son numéro neuf, la Juventus a enfin trouvé chaussure à son pied. Le champion d'Italie en titre a mis sur une valeur sûre en faisant revenir un ancien de la maison. Coéquipier d'Andrea Pirlo lors de son passage brillant entre 2014 et 2016 qui l'a vu disputer une finale de Ligue des champions avec la Juventus, Alvaro Morata va désormais évoluer sous les ordres de l'ancien milieu de terrain. Comme annoncé par Goal ce lundi, Alvaro Morata rejoint la Juventus dans le cadre d'un prêt de 9 millions d'euros avec une option d'achat de 45 millions d'euros. L'attaquant de 27 ans est arrivé dans le Piémont lundi soir pour passer sa visite médicale. Ce mardi, la Juventus a officialisé le retour de l'international espagnol. "Le Juventus Football Club annonce avoir conclu un accord avec l'Atletico de Madrid pour l'acquisition, à titre temporaire jusqu'à la fin de la saison de football 2020/2021, des droits d'enregistrement du joueur Alvaro Morata contre une contrepartie de 10 millions d'euros, payable entièrement au cours de cette année", a indiqué la Juventus dans son communiqué. "En outre, l'accord prévoit: - Le droit pour la Juventus d'acquiescer définitivement les services sportifs du joueur d'ici la fin de la saison 2020/2021 pour un montant de 45 millions d'euros, payable en 3 exercices; - Le droit de la Juventus de prolonger temporairement l'acquisition jusqu'à la fin de la saison 2021/2022 pour un montant de 10 millions d'euros; - La Juventus a le droit d'acquiescer définitivement les services sportifs du joueur d'ici la fin de la saison 2021/2022 pour un montant de 35 millions d'euros, payable en 3 exercices", a ajouté le club italien dans son communiqué.



LUIS SUAREZ A TROUVÉ PRENEUR !

Luis Suarez va s'engager en faveur de l'Atletico Madrid dans les prochaines heures. Non retenu par le FC Barcelone et souvent annoncé du côté de la Major League Soccer, mais surtout la Juventus Turin, Luis Suarez aurait enfin trouvé un preneur. En effet, si l'on en croit le média Deportes Cuatro, l'international uruguayen va rejoindre l'Atletico Madrid dans les prochaines heures. El Pistolero aurait trouvé un accord avec les Colchones au sujet d'un bail de 2 saisons avec un salaire annuel de 7,5 millions par an. Le montant de la transaction précis n'a pas été précisé, mais l'Atletico devra verser 2 millions d'euros au FC Barcelone. L'intéressé aurait fait ses adieux à ses coéquipiers ce mercredi et aurait quitter le centre d'entraînement en larme.

LE BAYERN SONGE À MARIO GOTZE

Libre depuis son départ de Dortmund, Mario Gotze se serait entretenu avec Hansi Flick en vue d'un retour au Bayern Munich. Ayant fait le choix de ne pas engager définitivement Philippe Coutinho et Ivan Perisic, le Bayern Munich s'est affaibli sur les ailes de son attaque. Malgré l'arrivée de Leroy Sané, les champions d'Europe sont à la recherche de renforts offensifs à douze jours de la fin du marché des transferts. "La situation n'est pas facile. Nous avons perdu de la qualité", avait déclaré l'entraîneur du Bayern. A en croire Sport Bild, l'une des pistes d'Hansi Flick mène à un ancien de la maison munichoise. Le technicien allemand a pris contact avec Mario Gotze, qu'il a connu avec la sélection allemande, afin d'avoir des renseignements sur la motivation du joueur ainsi que de son physique.



Odegaard finalement négatif au Covid-19

Le milieu norvégien, testé positif lundi, a finalement vu le deuxième test se révéler négatif. Aucun cas positif n'a été détecté par le Real Madrid. Depuis lundi, le Real Madrid était un peu sous pression. Non pas à cause du match nul contre la Real Sociedad pour la 1ère journée de Liga mais bien pour un test Covid-19 positif de l'un de ses joueurs. En effet, Martin Odegaard a été testé positif au virus et a fait craindre le pire puisque le Norvégien a participé à la rencontre au Pays Basque. Face à cette situation, les champions d'Espagne a réalisé une deuxième vague de tests afin de voir si des coéquipiers avaient été contaminés et pourquoi pas espérer voir un test négatif pour Odegaard, mis à l'écart du groupe depuis l'annonce, comme cela arrive souvent. Ce mercredi, le Real Madrid a communiqué sur les résultats et peut souffler un bon coup. En effet, aucun nouveau cas n'a été détecté et surtout Martin Odegaard a répondu négativement au test.



PRÉSIDENTE

Le président de la République reçoit le chef du commandement de l'AFRICOM

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mercredi le Général Stephen Townsend, chef du commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRI-

COM), qui était accompagné de membres de l'ambassade américaine en Algérie", indique un communiqué de la Présidence de la République.



Le Général de Corps d'Armée Chanegriha reçoit le commandant de l'Africom (MDN)

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu mercredi, au siège de l'état-major de l'ANP, le Général d'Armée Stephen J. Townsend, commandant de l'Africom, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Ont pris part à cette rencontre, outre le secrétaire général du ministère de la Défense nationale et les commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des chefs de départements et des directeurs centraux du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'ANP, ainsi que les membres de la délégation américaine, précise la même source. Lors de cette rencontre, les deux parties ont eu des discussions qui ont porté sur l'état de la coopération mi-

litaire entre les deux pays et ont échangé les analyses et les points de vue sur les questions d'intérêt commun. "J'espère que notre rencontre d'aujourd'hui sera fructueuse et qu'elle sera porteuse de nouvelles perspectives, sachant que mon pays et les Etats-Unis d'Amérique disposent d'un potentiel important pour renforcer leur partenariat à travers les différents mécanismes, fondés sur la transparence, la franchise et des intérêts partagés", a indiqué le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha. "Il est clair que grâce à une forte mobilisation nationale, à sa tête l'Armée nationale populaire, l'Algérie a pu vaincre, à terme, par un combat acharné et sans répit, le terrorisme auquel elle a dû faire face depuis les années 90 et ce, au prix d'énormes sa-

crifices tant humains que matériels", a-t-il souligné. "Aujourd'hui, la nuisance terroriste dans mon pays a été réduite à sa plus simple expression et nous sommes déterminés à poursuivre la lutte jusqu'à son éradication totale", a-t-il ajouté. "L'Algérie a pu vaincre le terrorisme seule et sans aucune aide étrangère, quelle qu'elle soit et ce, grâce à la détermination, l'abnégation de ses forces armées et l'étroite coopération entre les différents services de sécurité, ainsi que les grandes convictions de son peuple", a encore relevé le chef d'état-major de l'ANP. A l'issue de la rencontre, les deux parties ont échangé des présents symboliques et le général d'Armée Stephen J. Townsend a signé le livre d'or de l'état-major de l'ANP, conclut le communiqué.

ALGÉRIE-PALESTINE Le Premier ministre palestinien salue la position du Président Tebboune contre la politique de normalisation avec l'entité sioniste

Le Premier ministre palestinien, Mohamed Shtayeh, a salué mardi la position de l'Algérie et de son Président, Abdelmadjid Tebboune, contre la politique de normalisation avec l'entité sioniste et son soutien constant à la cause palestinienne.

tre devant l'injustice historique que subit le peuple palestinien", a souligné le responsable palestinien, soutenant que "les liens qui unissent les peuples palestinien et algérien demeureront solides à jamais".

"Nous saluons les déclarations du Président algérien Abdelmadjid Tebboune qui a affirmé que son pays ne cautionnera pas et ne participera pas à l'empressement pour la normalisation", a précisé le Premier ministre palestinien lors de la réunion du Conseil des ministres à Ramallah, soulignant que l'Algérie "a toujours été aux côtés de notre peuple et de notre cause aux niveaux populaire et officiel". "Au moment où certains régimes s'empressent de normaliser avec Israël qui occupe notre terre, opprime notre peuple et contrôle nos lieux saints, nous voyons la position constante de l'Algérie qui refuse de rester neu-

Lors d'une entrevue accordée dimanche à des responsables de médias nationaux, le président de la République avait réaffirmé la position "constante" de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne, la qualifiant de "sacrée pour nous et pour l'ensemble du peuple algérien".

Qualifiant la question palestinienne de "cause centrale au Moyen-Orient", le Président Tebboune a estimé qu'"il ne saurait y avoir de solution dans cette région sans le règlement de cette question, lequel doit passer par la proclamation d'un Etat palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec El Qods comme capitale".

ALGÉRIE-ITALIE

Le Secrétaire d'Etat au MAE italien en visite en Algérie

Le Secrétaire d'Etat au ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Manlio Di Stefano, effectue mercredi une visite de travail en Algérie, a annoncé mardi le ministère des Affaires étrangères. "Dans le cadre des consultations politiques régulières entre l'Algérie et l'Italie, inscrites au titre du Traité d'amitié, de bon voisinage

et de coopération entre les deux pays, M. Manlio Di Stefano, Secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République italienne, effectuera une visite de travail en Algérie le 23 septembre 2020", a précisé la même source. Le responsable italien aura, au cours de cette visite, des entretiens avec le Secrétaire général du ministère des

Affaires étrangères, Chakib Rachid Kaïd, ainsi qu'avec plusieurs hauts responsables algériens, axés autour de "l'examen de l'état et des perspectives de la coopération bilatérale", note le communiqué. "La programmation des grandes échéances bilatérales sera au centre de ces entretiens, notamment celle de la 4^e session de la réunion bilatérale de haut niveau

ain si que le forum d'affaires devant la précéder", a-t-on précisé. "A l'occasion de cette visite et conformément aux engagements pris par les hautes autorités algériennes et italiennes, les deux pays procéderont à l'installation officielle du comité technique conjoint algéro-italien, chargé de la délimitation des frontières maritimes entre l'Algérie et l'Italie", a-t-on ajouté.

JUSTICE

Les frères Kouinef condamnés à des peines allant de 12 à 20 ans de prison ferme

Le Tribunal de Sidi M'hamed d'Alger a condamné mercredi les frères Kouinef à des peines allant de 12 à 20 ans de prison ferme avec la saisie des biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays et des amendes de 8 millions de DA. Les frères Réda, Abdelkader-Karim et Tarek-Noah Kouinef, ainsi que le gérant du groupe KouGC, Keddour Ben Tahar, sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation dont "trafic d'influence", "blanchiment d'argent", "obten-

tion d'indus avantages", "détournement de fonciers et de concessions", et "non-respect des engagements contractuels dans la réalisation de projets publics". Après un procès qui s'est déroulé du 9 au 14 septembre, le Tribunal a condamné Réda à 16 ans de prison ferme, Tarek-Noah à 15 ans de prison ferme et Abdelkader-Karim à 12 ans de prison ferme. Le gérant du groupe KouGC dont les frères Kouinef sont les propriétaires, Keddour Ben Tahar a quant à lui été

condamné à 8 ans de prison ferme. Les quatre accusés doivent payer une amende de 8 millions de DA chacun, et leurs biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays seront saisis, selon le verdict prononcé par le juge. Leur sœur Souad-Nour Kouinef (en fuite à l'étranger) a été condamnée à 20 ans de prison ferme, avec la saisie des biens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et une amende de 8 millions de DA. Le Tribunal a ordonné le lancement d'un mandat d'arrêt interna-

tional contre elle. Les autres personnes impliquées dans l'affaire, essentiellement des cadres des ministères de l'Industrie, de l'Agriculture, des Ressources en eau, de l'Energie et des Télécommunications ainsi que d'autres secteurs où le groupe KouGC a obtenu des marchés, ont été condamnés à des peines allant de 18 mois à 3 ans de prison ferme et des amendes allant de 200.000 DA à un million de DA. La défense a décidé de faire appel du jugement.

MDN

LUTTES CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ Un terroriste abattu, 4 éléments de soutien et 11 narcotrafiquants arrêtés en une semaine (MDN)

Un (01) terroriste a été abattu, 4 éléments de soutien et 11 narcotrafiquants ont été arrêtés et des armes et une quantité de drogue ont été récupérées durant la période du 16 au 22 septembre à travers le territoire national par l'Armée nationale populaire (ANP) dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, indique mercredi un bilan opérationnel rendu public par le ministère de la Défense nationale (MDN). Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste et "suite à l'opération menée par un détachement de l'ANP le 20 septembre 2020 à Oued Djendjen, à l'est de la commune de Taxena, dans wilaya de Jijel (5^{ème} Région militaire), ayant permis d'abattre un (01) dangereux terroriste et de récupérer un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et une quantité de munitions, il a été procédé à l'identification de ce criminel. Il s'agit en l'occurrence du dénommé Silmane Youcef, dit "Tayeb Abou Kotada" qui avait rallié les groupes terroristes en

2006, et qui s'appropriait à commettre un attentat-suicide", précise la même source.

Dans ce même sillage, des détachements de l'ANP ont découvert, lors d'opérations de fouille et de ratissage menées à Batna, Skikda, Tébessa et Ain Defla, deux (02) pistolets automatiques, des substances chimiques et des équipements servant à la fabrication de bombes artisanales, trois (03) casemates et cinq (05) bombes de confection artisanale", tandis que "quatre (04) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Boumerdes et Jijel".

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et "en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP ont saisi lors d'opérations distinctes à Naâma, une importante quantité de kif traité s'élevant à trois (03) quintaux et 63,4 kilogrammes", alors que les services de la Gendarmerie nationale et les

Garde-frontières "ont appréhendé, à Béchar, trois (03) narcotrafiquants en possession de 64 kilogrammes de kif traité".

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP populaire, les services de la Gendarmerie nationale et les Garde-frontières "ont arrêté, lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oum El-Bouaghi, Batna, Constantine, Alger, Annaba et Ouargla huit (08) narcotrafiquants et saisi 0,870 kilogramme de cocaïne et 117,116 comprimés psychotropes", alors que "trois (03) individus ont été appréhendés en leur possession 14,621 unités de différentes boissons à Constantine, Naâma et Biskra".

D'autre part, des détachements combinés de l'ANP "ont intercepté, à Sétif, In Salah, Ouargla et M'sila, vingt (20) individus et saisi 13 armes à feu et 754,771 unités d'articles pyrotechniques", tandis que d'autres détachements "ont arrêté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Tindouf et Djanet, 109 individus et saisi 1 ca-

mion, 4 véhicules tout-terrain, 55 groupes électrogènes, 30 marteaux piqueurs, plus de 200 litres de produits chimiques, 75 sacs de mélange de pierres et d'or brut et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 4,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, alors que des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburant s'élevant à 31,052 litres ont été déjouées à Adrar, Tébessa, El-Tarf et Souk-Ahras".

Dans un autre contexte, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté 80 immigrants clandestins de différentes nationalités à Illizi, Tlemcen, In Guezzam et Béchar". Ces opérations et ces "résultats de qualité" s'inscrivent dans la dynamique des "efforts continus" des unités et détachements de l'ANP et reflètent "le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national", souligne le communiqué.